



MUNICIPALITÉ DE MONT-SAINT-GRÉGOIRE

ZONAGE

Règlement numéro 2009-185

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

AVIS DE MOTION : 8 septembre 2009
ADOPTION : 9 novembre 2009
ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 décembre 2009

Modifications incluses dans ce document		
Numéro du règlement	Date d'entrée en vigueur	Numéro de mise à jour
2010-185-01	25 novembre 2010	
2012-185-02	13 juin 2013	
2013-185-03	13 mars 2014	
2014-185-04	11 septembre 2014	
2014-185-05	27 novembre 2014	
2015-185-06	15 octobre 2015	
2015-185-07	15 octobre 2015	
2016-185-08	13 octobre 2016	
2016-185-09	13 octobre 2016	
2017-185-10	13 avril 2017	
2017-185-11	22 février 2018	
2018-185-12	13 septembre 2018	
2019-185-13	9 mai 2019	
2019-185-14	12 décembre 2019	
2019-185-15	Non en vigueur	
2019-185-16	12 décembre 2019	
2020-185-17	10 septembre 2020	
2020-185-18	14 janvier 2021	
2020-185-19	11 mars 2021	
2020-185-20	11 mars 2021	
2020-185-21	11 mars 2021	
2020-185-22	Non en vigueur	
2021-185-23	13 mai 2021	
2021-185-24	15 juillet 2021	
2021-185-25	9 septembre 2021	
2021-185-26	9 décembre 2021	
2021-185-27	9 décembre 2021	
2022-185-28	8 mars 2023	

2023-185-29	2024-01-15	
2024-185-30	2024-06-13	
2024-185-31	2024-09-12	
2024-185-32	2024-10-10	
2024-185-33	2024-12-12	
2025-185-34	2025-06-12	
2026-185-35	2026-04-09	
2026-185-36	2026-06-11	

version administrative

TABLE DES MATIÈRES

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1	Titre du règlement.....	1
1.2	Règlements abrogés.....	1
1.3	Territoire assujetti.....	1
1.4	Validité.....	1
1.5	Domaine d'application.....	1
1.6	Documents annexés.....	1

SECTION 2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1	Application du règlement et pouvoir d'inspection.....	2
2.2	Infractions et peines.....	2
2.3	Poursuites pénales.....	2
2.4	Recours civil.....	2

SECTION 3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

3.1	Interprétation du texte.....	3
3.2	Tableaux, plans, graphiques, symboles, grilles des usages et des normes.....	3
3.3	Interprétation en cas de contradiction.....	3
3.4	Préséance.....	3
3.5	Dimensions et mesures.....	3
3.6	Terminologie.....	4
3.7	Division du territoire en zones.....	4
3.8	Identification des zones.....	4
3.9	Interprétation du plan de zonage quant aux limites des zones.....	4
3.10	La grille des usages et des normes.....	4

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU ZONAGE

SECTION 4 DISPOSITIONS RELATIVES À LA NOMENCLATURE DES USAGES

4.1	Généralités.....	7
4.2	Le groupe résidentiel (R).....	7
4.3	Le groupe commercial (C).....	8
4.4	Le groupe industriel (I).....	12
4.5	Le groupe communautaire (P).....	14
4.6	Le groupe agricole (A).....	15

SECTION 5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

5.1	Généralités (Modifié par 2026-185-35)	17
5.2	Nombre de bâtiments principaux autorisés sur un même terrain	17
5.3	Nombre d'usages principaux autorisés sur un même terrain	17
5.4	Calcul de la largeur de la façade d'un bâtiment principal	17
5.5	Calcul de la hauteur d'un bâtiment principal	17
5.6	Dépassement de la hauteur autorisée	18
5.7	Usages prohibés (Modifié par 2026-185-35)	18
5.8	Usages et constructions permis	18
5.9	Contribution préalable à l'émission d'un permis de construction	19
	(Ajout par 2025-185-34)	

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX MARGES DE REcul ET AUX COURS

6.1	Règle générale	20
6.2	Permanence des marges de recul	20
6.3	Implantation d'un bâtiment principal situé entre deux bâtiments existants	20
6.4	Usages et constructions permis dans les marges de recul	20
6.5	Exceptions à la règle générale	20
6.6	Triangle de visibilité	21
6.7	Marge de recul minimale pour un terrain d'angle et un terrain transversal	21
	(Ajout par 2016-185-09) (Modifié par 2017-185-11)	

SECTION 7 DISPOSITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS

7.1	Clôtures, murets et haies	22
7.2	Hauteur d'une clôture, d'un muret et d'une haie	22
7.3	Matériaux de construction d'une clôture et d'un muret	22
7.4	Remblai et déblai (Modifié par 2026-185-35)	23
7.5	Restriction de plantation	23

SECTION 8 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENTRETIEN DES BÂTIMENTS ET DES TERRAINS

8.1	Aménagement extérieur des terrains	24
8.2	Aménagement des surfaces extérieures suite à une construction	24
8.3	Entretien des constructions	24
8.4	Protection des surfaces extérieures en bois	24
8.5	Excavation	24

SECTION 9 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ARCHITECTURE DES BÂTIMENTS ET AUX MATÉRIAUX

9.1	Utilisation des combles	25
9.2	Forme de bâtiments prohibés	25
9.3	Matériaux de recouvrement extérieur prohibés	25

DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES ET AUX CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES

SECTION 10 USAGES RÉSIDENTIELS

10.1	Constructions, bâtiments et usages accessoires à un usage résidentiel	27
10.2	Dispositions relatives aux constructions et aux bâtiments accessoires à un usage résidentiel.....	27
10.3	Dispositions supplémentaires relatives aux garages isolés	28
10.4	Dispositions supplémentaires aux garages intégrés ou annexés à l'habitation.....	28
10.5	Dispositions relatives à un abri d'auto	28
10.6	Dispositions supplémentaires relatives aux piscines	29
10.7	Dispositions supplémentaires relatives aux bains à remous.....	32
10.8	Dispositions supplémentaires relatives à l'aménagement d'un plan d'eau.....	32
10.9	Dispositions supplémentaires relatives à l'entreposage extérieur.....	32
10.10	Dispositions supplémentaires relatives à un logement inter génération.....	32
10.11	Usages accessoires de type commercial autorisés	33
10.12	Dispositions relatives aux usages accessoires de type commercial autorisés.....	34
10.13	Dispositions supplémentaires relatives à un atelier d'artisan.....	34
10.14	Dispositions supplémentaires relatives à la location de chambres	34
10.15	Dispositions supplémentaires relatives à un service de garde en milieu familial	35
10.16	Dispositions relatives aux habitations d'hébergement en milieu familial	35
10.17	Dispositions supplémentaires relatives aux gîtes touristiques.....	36
10.18	Dispositions relatives à la garde de poules pondeuses sur les terrains résidentiels.....	36
	(Ajout par 2020-185-19)	
10.19	Dispositions relatives aux unités d'habitation accessoires.....	40
	(Ajout par 2024-185-31) (Modifié par 2025-185-34)	

SECTION 11 USAGES COMMERCIAUX

11.1	Usages et constructions et bâtiments accessoires à un usage commercial	42
11.2	Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires à un usage commercial.....	42
11.3	Dispositions supplémentaires relatives aux terrasses	43
11.4	Dispositions supplémentaires relatives aux aménagements des terrains commerciaux.....	43
	(Ajout par 2015-185-06)	
11.5	Dispositions spécifiques à un Centre équestre.....	44
	(Ajout par 2021-185-25) (Remplacé par 2024-185-32)	

SECTION 12 USAGES INDUSTRIELS

12.1	Usages et constructions et bâtiments accessoires à un usage industriel	44
12.2	Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires	44
12.3	Dispositions supplémentaires relatives aux aménagements des terrains industriels	45
	(Ajout par 2015-185-06)	

SECTION 13 USAGES COMMUNAUTAIRES

13.1	Usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage communautaire	45
13.2	Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires	46

SECTION 14 USAGES AGRICOLES

14.1	Usages, constructions et bâtiments accessoires	47
14.2	Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires à un usage agricole	47
14.3	Dispositions relatives aux kiosques de vente de produits agricoles	48
14.4	Dispositions supplémentaires relatives à une résidence saisonnière	48

SECTION 15 USAGES, CONSTRUCTIONS ET BÂTIMENTS AUTORISÉS À PLUSIEURS USAGES

15.1	Dispositions relatives à un espace pour le remisage des déchets	49
15.2	Dispositions supplémentaires relatives aux appareils de climatisation et d'échange thermique	49
15.3	Dispositions supplémentaires relatives aux fournaies extérieures	49
15.4	Dispositions relatives à l'entreposage extérieur	50
15.5	Dispositions relatives aux antennes domestiques	51
15.6	Dispositions supplémentaires relatives aux éoliennes domestiques	51

SECTION 15 DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES ET AUX BÂTIMENTS TEMPORAIRES

16.1	Vestibule d'entrée temporaire (tambour)	52
16.2	Abri d'auto hivernal	52
16.3	Vente de garage	52
16.4	Bâtiment de chantier	52
16.5	Marchés champêtres	52
16.6	Bâtiments de cirque forain, de foire agricole ou d'événements spéciaux	53
16.7	Cantines mobiles	53
	(Ajout par 2015-185-05)	

SECTION 17 DISPOSITIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

17.1	Obligation d'aménager un stationnement	54
17.2	Détermination du nombre de cases requis	54
17.3	Nombre de cases de stationnement requis	55
17.4	Aménagement des stationnements	55
17.5	Dimensions des cases de stationnement et des allées de circulation	56
17.6	Entrées charretières	56
17.7	Entretien des espaces de stationnement	56
17.8	Stationnement pour handicapé	57
17.9	Baie de chargement et de déchargement	57

SECTION 18 DISPOSITIONS RELATIVES À L'AFFICHAGE

18.1	Enseignes autorisées sans autorisation préalable	58
18.2	Enseignes prohibées	58
18.3	Localisation des enseignes	59
18.4	Entretien et enlèvement des enseignes	59
18.5	Matériaux autorisés	59
18.6	Éclairage d'une enseigne	59

18.7	Calcul de la superficie et de la hauteur d'une enseigne	60
18.8	Enseigne temporaire.....	60
18.9	Enseigne posée à plat sur un mur.....	61
18.10	Enseigne sur auvent	61
18.11	Enseigne projetante	61
18.12	Enseigne sur poteau.....	61
18.13	Enseigne sur deux poteaux.....	61
18.14	Enseigne sur socle ou muret.....	62
18.15	Enseigne hors site	62
18.16	Nombre d'enseignes autorisées pour un usage commercial	62
18.17	Nombre d'enseignes autorisées pour un usage industriel	63
18.18	Nombre d'enseignes autorisées pour un usage communautaire	63
18.19	Nombre d'enseignes autorisées pour un usage agricole	63
18.20	Nombre d'enseignes autorisées pour un usage accessoire de type commercial	63
18.21	Disposition particulière à l'extérieur du périmètre urbain	64

DISPOSITIONS RELATIVES AU MILIEU AGRICOLE

SECTION 19 DÉTERMINATION DES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE

19.1	Définitions spécifiques	65
19.2	Dispositions relatives à l'implantation des installations d'élevage	66
19.3	Les paramètres de distances séparatrices.....	67
	Tableau 1 - Nombre d'unités animales (paramètre A)	68
	Tableau 2 - Distances de base (paramètre B).....	69
	Tableau 3 - Charge d'odeur par animal (paramètre C).....	74
	Tableau 4 - Type de fumier (paramètre D)	75
	Tableau 5 - Type de projet (paramètre E)	75
	Tableau 6 - Facteur d'atténuation (paramètre F).....	76
	Tableau 7 - Facteur d'usage (paramètre G).....	76
19.4	Calcul des distances séparatrices aux installations d'élevage.....	76
19.5	Dispositions additionnelles concernant les installations d'élevage à charge d'odeur de un (1) et plus.....	77
19.6	Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage.....	79
19.7	Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme	79
19.8	Reconstruction d'un bâtiment d'élevage dérogatoire.....	80
19.9	Remplacement du type d'élevage d'une installation d'élevage dérogatoire.....	80

SECTION 20 DISPOSITIONS CONCERNANT CERTAINS TYPES D'USAGES AGRICOLES

20.1	Dispositions spécifiques relatives aux cabanes à sucre commerciales	81
20.2	Dispositions relatives aux abris sommaires.....	81
20.3	Dispositions relatives aux fermettes	81
20.4	Dispositions relatives à la vente de produits agricoles dans les zones AT-1, PN-1 et PN-2	82
20.5	Dispositions relatives aux salles à manger dans les zones AT-1, PN-1 et PN-2.....	82
20.6	Dispositions relatives aux chenils.....	83
20.7	Dispositions relatives à une scierie	83

PROTECTION DU MILIEU NATUREL

SECTION 21 DISPOSITIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES RIVES ET DU LITTORAL

21.1	Secteurs d'application.....	84
21.2	Dispositions générales.....	84
21.3	Mesures relatives à la rive	84
21.4	Mesures relatives au littoral	86

SECTION 22 PROTECTION DES BOISÉS

22.1	Mesures relatives à la protection des boisés en zone agricole.....	88
22.2	Dispositions spécifiques à l'intérieur des zones PN-3 et P-8.....	88
22.3	Dispositions spécifiques à l'intérieur des zones PN-1 et PN-2.....	89
22.4	Disposition spécifique dans la zone AT-1.....	89
22.5	Disposition applicable concernant les arbres jugés à risque ou dangereux pour l'emprise de la route ou pour tout autre endroit appartenant à la Municipalité.....	90
	(Ajout par 2024-185-32)	

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT CERTAINES ZONES ET CERTAINS USAGES

SECTION 23 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CERTAINES ZONES

23.1	Disposition spécifique à la zone P-4.....	91
23.2	Dispositions spécifiques aux bâtiments accessoires situés dans les zones M-1, M-2 et M-3.....	91
23.3	Dispositions spécifiques à la zone RAG-10.....	91
	(Ajout par 2015-185-07)	
23.4	Dispositions spécifiques à la zone C-2.....	92
	(Ajout par 2016-185-08) (Modifié par 2019-185-16)	
23.5	Dispositions spécifiques à la zone Ra-11	92
	(Ajout par 2016-185-09)	
23.6	Dispositions spécifiques aux zones RAG-11 et RAG-12	94
	(Ajout par 2020-185-17)	
23.7	Dispositions spécifiques à la zone CA-2.....	94
	(Ajout par 2021-185-24)	
23.8	Dispositions spécifiques à la zone M-6.....	94
	(Ajout par 2026-185-36)	

SECTION 24 LE SITE D'ÉLIMINATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

24.1	Rayon de protection.....	96
24.2	Usages autorisés	96

SECTION 25 CONFECTION ET ENTREPOSAGE D'EXPLOSIFS

25.1	Disposition spécifique relative à la confection et entreposage d'explosifs	96
------	--	----

SECTION 26 LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

26.1	Dispositions relatives aux sources d'approvisionnement en eau potable.....	96
------	--	----

SECTION 27 LES USAGES INDUSTRIELS

27.1	Mesure de protection	96
------	----------------------------	----

SECTION 28 LE CORRIDOR ROUTIER DE LA ROUTE 104

28.1	Mesures de protection pour le bruit.....	97
------	--	----

SECTION 29 LES MAISONS MOBILES

29.1	Règles générales	97
29.2	Fondation.....	97
29.3	Plate-forme	97
29.4	Ancrage	98
29.5	Équipement de transport.....	98
29.6	Disposition relative à un agrandissement.....	98

SECTION 30 LES STATIONS-SERVICES

30.1	Dispositions supplémentaires relatives aux stations-services.....	98
------	---	----

SECTION 31 DISPOSITIONS DIVERSES

31.1	Enfouissement d'équipement et franchissement des cours d'eau	99
31.2	Déversement de neige.....	100
31.3	Épandage de résidus de papetière, de résidus d'abattoir et de préparation de viande	100
31.4	Tours de télécommunication.	100

SECTION 32 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉOLIENNES COMMERCIALES

32.1	Disposition générale à l'implantation d'une éolienne commerciale ou d'un parc éolien	100
32.2	Distance d'implantation d'une éolienne et de ses structures complémentaires	100
32.3	Conditions d'implantation d'une éolienne et de ses structures complémentaires	101
32.4	Dispositions spécifiques relatives à l'aménagement de chemins d'accès et d'infrastructures complémentaires.....	101
32.5	Dispositions spécifiques relatives au démantèlement des éoliennes et de leurs structures complémentaires.....	102
32.6	Dispositions spécifiques relatives au démantèlement des infrastructures complémentaires	102
32.7	Dispositions spécifiques à l'implantation de nouveaux bâtiments à proximité d'une éolienne existante ou d'une structure complémentaire	103

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ACQUIS

SECTION 33 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX USAGES DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

33.1	Définition d'un usage dérogatoire.....	104
33.2	Droits acquis à l'égard d'un usage dérogatoire.....	104
33.3	Exécution de travaux nécessaires au maintien des droits acquis.....	104
33.4	Extinction des droits acquis relatifs à un usage.....	104
33.5	Remplacement d'un usage dérogatoire.....	104
33.6	Extension d'un usage dérogatoire.....	104

SECTION 34 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

34.1	Définition d'une construction dérogatoire.....	105
34.2	Droits acquis à l'égard d'une construction dérogatoire.....	105
34.3	Exécution de travaux nécessaires au maintien des droits acquis.....	105
34.4	Extinction des droits acquis relatifs à une construction.....	105
34.5	Remplacement d'une construction dérogatoire.....	105
34.6	Disposition spécifique concernant la reconstruction d'un bâtiment principal résidentiel dans le corridor routier de la route 104.....	106
34.7	Modification ou agrandissement d'une construction dérogatoire.....	106
34.8	Agrandissement d'une construction dérogatoire dont l'usage est dérogatoire.....	106

SECTION 35 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LOTS DÉROGATOIRES

35.1	Implantation d'un usage ou d'une construction sur un lot dérogatoire.....	106
------	---	-----

SECTION 36 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES DÉROGATOIRES PROTÉGÉES PAR DROITS ACQUIS

36.1	Définition d'une enseigne ou dérogatoire.....	107
36.2	Réparation d'une enseigne dérogatoire protégé par droits acquis.....	107
36.3	Remplacement ou modification d'une partie d'une enseigne dérogatoire.....	107
36.4	Extinction des droits acquis relatifs à une enseigne dérogatoire.....	107

SECTION 37 ENTRÉE EN VIGUEUR

37.1	Entrée en vigueur.....	108
------	------------------------	-----

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 Titre du règlement

Le présent règlement s'intitule Règlement de zonage et porte le numéro **2009-185**

1.2 Règlements abrogés

Le règlement numéro 97-24 et ses amendements sont abrogés.

1.3 Territoire assujéti

Le présent règlement s'applique au territoire de la municipalité de Mont-Saint-Grégoire.

1.4 Validité

Le Conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, sous-section par sous-section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, sous-alinéa par sous-alinéa de manière à ce que si un chapitre, une section, une sous-section, un article, un paragraphe, un alinéa ou un sous-alinéa de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

1.5 Domaine d'application

Un terrain, un établissement, un bâtiment, une construction ou un ouvrage doivent être construits ou occupés conformément aux dispositions du présent règlement. Le règlement vise toute personne morale de droit public ou de droit privé et tout particulier.

Aucune disposition du présent règlement ne doit être considérée comme une exonération de la part de tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble de respecter les obligations qui lui incombent à l'égard notamment de ses voisins, en vertu des dispositions du Code civil du Québec ou de toute disposition d'une autre loi.

1.6 Documents annexés

Les documents suivants font partie intégrante du présent règlement de même que les annexes qui les contiennent :

- 1) La terminologie contenue à l'annexe A qui fait partie intégrante du présent règlement ;
- 2) Les grilles des usages et des normes contenues à l'annexe B qui font partie intégrante du présent règlement ;
- 3) Les plans de zonage contenus à l'annexe C qui font partie intégrante du présent règlement;
- 4) Le plan d'implantation de parc éolien de la municipalité de Mont-Saint-Grégoire et le plan de configuration schématique d'un parc éolien contenus à l'annexe D qui font partie intégrante du présent règlement.

SECTION 2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1 Application du règlement et pouvoir d'inspection

L'inspecteur en bâtiment est responsable de l'application du présent règlement.

Il est, à cette fin, autorisé à visiter et examiner, entre 7h et 19h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment, édifice ou construction quelconque pour constater si le présent règlement ou tout autre règlement dont il est chargé d'appliquer y est respecté.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une telle propriété est tenu de recevoir l'inspecteur en bâtiment et de répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution de ces règlements.

2.2 Infractions et peines

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible pour une première infraction, d'une amende de 300\$ à 1000\$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 600\$ à 2000\$ dans le cas d'une personne morale. En cas de récidive le montant de cette amende est de 600\$ à 2000\$ pour une personne physique et de 1200\$ à 4000\$ dans le cas d'une personne morale.

Dans tous les cas les frais de la poursuite sont en sus.

Si une infraction dure plus d'un jour, elle constitue jour après jour une infraction séparée et la peine est appliquée pour chaque jour qu'a duré l'infraction.

2.3 Poursuites pénales

Le Conseil autorise de façon générale l'inspecteur en bâtiment à entreprendre une poursuite pénale et à délivrer un constat d'infraction contre tout contrevenant à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

2.4 Recours civil

En plus de recours pénaux, la municipalité peut exercer devant les tribunaux tous les recours civils à sa disposition pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

SECTION 3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

3.1 Interprétation du texte

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent au présent règlement :

- 1) Quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition du présent règlement, la disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer ;
- 2) Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou plusieurs choses de même espèce chaque fois que le contexte se prête à cette extension. Le nombre pluriel peut ne s'appliquer qu'à une seule personne ou qu'à une seule chose si le contexte s'y prête ;
- 3) Le genre masculin comprend le genre féminin, à moins que le contexte n'indique le contraire ;
- 4) Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue, mais s'il est dit qu'une chose « pourra » ou « peut » être faite, il est facultatif de l'accomplir ou non.

3.2 Tableaux, plans, graphiques, symboles, grilles des usages et des normes

Font partie intégrante du présent règlement, les tableaux, plans, graphiques, symboles, grille des usages et des normes et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit qui y sont ou auxquels il réfère.

3.3 Interprétation en cas de contradiction

Dans le présent règlement, en cas de contradiction et à moins d'indication contraire, les règles suivantes s'appliquent :

- 1) Entre le texte et un titre, le texte prévaut ;
- 2) Entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut ;
- 3) Entre les données d'un tableau et un graphique, les données du tableau prévalent ;
- 4) Entre le texte et la grille des usages et des normes, la grille prévaut.

3.4 Préséance

En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et une disposition d'un autre règlement, ou entre deux dispositions du présent règlement, la disposition la plus spécifique prévaut sur la plus générale. Il en est de même lors d'une restriction ou une interdiction, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

3.5 Dimensions et mesures

Toutes les dimensions et mesures employées dans le présent règlement sont exprimées en unité du Système International (système métrique).

3.6 Terminologie

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est donné à l'annexe A du présent règlement.

3.7 Division du territoire en zones

Le territoire de la municipalité est divisé en zones. Ces zones sont montrées au plan de zonage qui est joint au présent règlement comme annexe C pour en faire partie intégrante.

3.8 Identification des zones

Chacune des zones montrées au plan de zonage est identifiée à ce plan par une ou plusieurs lettres d'appellation. Les lettres identifiant chaque zone sont de plus accompagnées d'un chiffre indiquant le numéro de la zone.

3.9 Interprétation du plan de zonage quant aux limites des zones

Les limites des zones apparaissant au plan de zonage coïncident avec les lignes suivantes :

- 1) L'axe central d'un cours d'eau, d'une voie de chemin de fer, d'une voie de circulation ;
- 2) Les lignes de lot ou de terrain ou leur prolongement ;
- 3) Les limites de la municipalité ;
- 4) Les limites de la zone agricole ;
- 5) Les limites du périmètre d'urbanisation.

Lorsque les limites ne coïncident pas ou ne semblent pas coïncider avec les lignes ci-dessus, une mesure doit être prise à l'échelle sur le plan, à partir d'un des items mentionné précédemment.

3.10 La grille des usages et des normes (modifié par 2020-185-21)

En plus de toute autre disposition du présent règlement, une grille des usages et des normes est applicable à chacune des zones et contient des dispositions particulières à chaque zone concernant :

- 1) Les zones
La grille des usages et des normes comporte une section « zone » qui identifie à l'aide d'une série de lettres et de chiffres la zone illustrée sur le plan de zonage.
- 2) Les classes d'usages permis
La grille des usages et des normes comporte une section « classe d'usages permis » qui indique les usages qui sont autorisés dans chaque zone. La présence d'un point « • » dans une case signifie que la classe d'usage figurant sur cette ligne est permise. L'absence d'un point « • » dans une case signifie que la classe d'usage figurant sur cette ligne n'est pas autorisée pour la zone.

3) Le bâtiment principal

La grille des usages et des normes comporte une section « bâtiment principal » qui prévoit diverses normes applicables à un bâtiment principal en spécifiant au moyen d'un chiffre les dimensions minimales et maximales du bâtiment. Les différentes exigences prescrites pour un bâtiment principal sont les suivantes :

- a) la hauteur minimale (en étages) ;
- b) la hauteur maximale (en étages) ;
- c) la hauteur minimale (en mètres) ;
- d) la hauteur maximale (en mètres) ;
- e) la superficie d'implantation minimale (en mètres carrés) ;
- f) la superficie d'implantation maximale (en mètres carrés) ;
- g) la largeur minimale (en mètres).

4) La structure

La grille des usages et des normes comporte une section « structure » qui prévoit le type de structure autorisée pour un bâtiment principal. Les différents types de structures autorisées sont isolée, jumelée et contiguë. Un point « • » vis-à-vis un ou plusieurs de ces types de structure indique qu'ils sont permis dans une zone donnée. L'absence d'un point « • » signifie que ce type de structure n'est pas autorisé.

5) Les marges de recul

La grille des usages et des normes comporte une section « marges de recul » qui prévoit les dégagements minimaux requis entre un bâtiment principal et les limites de terrain sur lequel il est érigé. Les différentes marges de recul prescrites sont les suivantes :

- a) marge de recul avant minimale (en mètres) ;
- b) marge de recul avant maximale (en mètres) **à l'intérieur de laquelle l'implantation complète du bâtiment est comprise** ;
- c) marge de recul latérale minimale (en mètres) ;
- d) somme des marges de recul latérales (en mètres) ;
- e) marge de recul arrière minimale (en mètres).

Le minimum requis pour la marge de recul latérale s'applique sur les deux côtés du bâtiment. Pour un bâtiment dont la structure est jumelée ou contiguë, la marge de recul latérale est de zéro pour le ou les murs du bâtiment qui sont mitoyens.

6) Les rapports

La grille des usages et des normes comporte une section « rapports » qui prévoit les différents rapports suivants applicables pour un bâtiment principal :

- a) un coefficient indique le nombre maximal d'unité de logement autorisé par bâtiment ;
- b) le pourcentage maximal d'occupation du sol: un coefficient indique le pourcentage maximal d'occupation du sol d'un bâtiment principal sur le terrain qu'il occupe. Ce coefficient correspond au quotient obtenu en divisant la superficie d'implantation au sol du bâtiment principal excluant les galeries, les balcons, les corniches et autres saillies du même genre, par la superficie du terrain sur lequel le bâtiment est érigé.

7) Les dispositions spéciales

La grille des usages et des normes comporte une section « dispositions spéciales » qui indique une prescription spéciale imposée à un usage ou un bâtiment en plus des normes générales prévues au présent règlement. Les dispositions particulières sont les suivantes :

- a) PIIA : Un point « • » vis-à-vis cette rubrique indique que le ou les bâtiments concernés sont susceptibles d'être situés dans une aire assujettie à un Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale et que des dispositions particulières prévues à ce règlement peuvent s'appliquer ;
- b) PAE : Un point « • » vis-à-vis cette rubrique indique que le ou les usages ou le ou les bâtiments concernés sont susceptibles d'être situés dans une aire assujettie à un Règlement de plan d'aménagement d'ensemble et que des dispositions particulières prévues à ce règlement peuvent s'appliquer ;
- c) Autres : Un point « • » vis-à-vis cette rubrique indique que le ou les usages concernés à la section « classe d'usages permis » sont visés par une disposition réglementaire autre que celles mentionnées précédemment. Lorsqu'un chiffre apparaît, il renvoie à une prescription particulière indiquée à la section « notes ».

8) Les notes

La section « notes » indique en faisant référence à un article du présent règlement ou en énonçant une prescription spéciale, l'application d'une norme particulière pour un ou plusieurs usages qui sont concernés.

9) Les amendements

La section « amendements » indique un ou des amendements applicables à la zone concernée.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU ZONAGE

SECTION 4 DISPOSITIONS RELATIVES À LA NOMENCLATURE DES USAGES

4.1 Généralités

Pour les fins du présent règlement, les usages autorisés sont classés par groupes d'usages comprenant chacun une ou plusieurs classes ou catégories qui comprennent à leur tour un ou plusieurs usages.

4.2 Le groupe résidentiel (R)

Le groupe résidentiel comprend les classes d'usages suivantes :

1) Résidentiel unifamilial (R1)

La classe d'usage « résidentiel unifamilial (R1) » comprend les habitations ne contenant qu'un seul logement à l'exception des maisons mobiles ;

2) Résidentiel bi et trifamilial (R2) (modifié par 2015-185-06)

La classe d'usage « résidentiel bi et trifamilial (R2) » comprend les habitations contenant deux ou trois logements ~~construits sur un minimum de deux étages différents~~ et ayant des entrées distinctes donnant directement sur l'extérieur ou par l'intermédiaire d'un corridor ou d'un vestibule commun.

3) Résidentiel multifamilial (R3)

La classe d'usage « résidentiel multifamilial (R3) » comprend les habitations comprenant quatre logements et plus construits sur un minimum de deux étages différents et ayant des entrées communes ou séparées.

4) Résidentiel mixte (R4)

La classe « résidentiel mixte (R4) » comprend les bâtiments occupés à fois par un usage résidentiel et un usage commercial et qui répondent aux exigences suivantes :

- a) le type de commerce est permis dans la zone ;
- b) l'usage commercial est exercé exclusivement au rez-de-chaussée du bâtiment ;
- c) le commerce doit être situé en façade ;
- d) un ou plusieurs logements peuvent être situés sur le même étage ou à l'étage supérieur du bâtiment ;
- e) les accès au logement doivent être séparés des accès aux usages commerciaux ;
- f) les espaces de stationnement réservés à l'habitation sont distincts de ceux réservés aux commerces ;
- g) toute ouverture permettant de circuler à l'intérieur du bâtiment de l'espace commercial à l'espace résidentiel est strictement interdite.

5) Résidentiel maison mobile (R5)

La classe d'usage « maison mobile (R5) » comprend les habitations de type maison mobile ne contenant qu'un seul logement.

6) Résidence en milieu agricole (R6)

La classe d'usage « résidence en milieu agricole (R6) » comprend :

- a) Une habitation bénéficiant de droits acquis en vertu du chapitre VII de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q, c. P-41.1)*;
- b) Une habitation érigée ou destinée à être érigée pour laquelle une autorisation a été accordée par la Commission de protection du territoire agricole du Québec avant le 14 mai 1992;
- c) Une habitation érigée ou destinée à être érigée en vertu des articles 31, 31.1 ou 40 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q, c. P-41.1)*;

4.3 Le groupe commercial (C)

Le groupe commercial comprend les classes et les catégories d'usages suivantes :

1) Établissements de services professionnels et d'affaires (C1)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Bureaux privés et services professionnels (C1-1)

Établissement tel que bureaux de professionnels énumérés au Code des professions (L.Q.1973, chap.43 et amendements) : courtier d'assurance, agence immobilière, agence de voyage, professeur privé, serrurier, traiteur, service de publicité ou de graphisme, studio de photographie et autres établissements similaires.

b) Services personnels (C1-2)

Établissement tel que salon de coiffure, de beauté ou de bronzage, cordonnerie, tailleur, services de santé divers (massothérapie, physiothérapie, etc.) et autres établissements similaires.

c) Ateliers d'artisan (C1-3)

Les ateliers d'artisan tel que céramiste, potier, peintre, graveur, ébéniste, forgeron et autres établissements similaires.

d) Services de métiers spécialisés (C1-4)

Établissement tel que bureau d'entrepreneur ou affecté à des métiers spécialisés tels que électricien, plombier, peintre et autres établissements similaires et où il n'y a aucun entreposage extérieur de matériel ou de stationnement de véhicules lourds.

e) Services financiers (C1-5)

Établissement affecté aux services financiers tel qu'une banque, une caisse et autre institution financière.

2) Établissements commerciaux de vente au détail (C2)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Vente au détail de biens de consommation (C2-1)

Établissement de vente au détail ou location de biens de consommation tel que : épicerie, dépanneur, club vidéo, boucherie, pâtisserie, tabagie, marché public intérieur et autres établissements similaires.

b) Vente au détail de biens et d'équipements (C2-2)

Établissement de vente au détail de biens et d'équipements tel que: boutique, magasin à rayons, quincaillerie (sans cours à bois ou matériaux de construction à l'extérieur), pharmacie, fleuriste, animalerie, meubles et appareils ménagers et autres établissements similaires.

c) Vente au détail de biens destinés à une clientèle agro touristique (C2-3)

Établissement de vente au détail de nature agro-touristique tels que vente de produits du terroir, boutique d'objets artisanaux, dégustation de produits et autres établissements similaires.

3) Établissements commerciaux de vente en gros (C3)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Entreprises artisanales (C3-1)

Établissement de production, de transformation et de fabrication où la vente des produits transformés et fabriqués sur place est autorisée de façon accessoire tel que : micro brasserie, fromagerie, boulangerie et autres établissements reliés au bois, au cuir, à la céramique, au textile, au métal ou au verre.

b) Entrepôts (C3-2)

Établissement de type entrepôt ne comprenant aucun entreposage extérieur tel que : mini-entrepôts, magasin de produits alimentaires, produits manufacturiers, pièces et accessoires automobiles, matériel électrique, équipements et pièces de machinerie et autres établissements similaires.

c) Dépôts extérieurs (C3-3)

Établissement de type dépôt extérieur tel que: cour de matériaux de construction et de bois, équipements de ferme, véhicules récréatifs et autres établissements similaires.

4) Services reliés aux véhicules (C4)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Services reliés aux véhicules légers (C4-1)

Établissement relié à l'entretien et la réparation de véhicules légers tel : garage de réparation ou d'entretien de véhicules automobiles, station-service, poste d'essence, lave-autos et autres établissements similaires.

b) Services spécialisés reliés aux véhicules (C4-2)

Établissement relié aux véhicules tel : atelier de débosselage, atelier de peinture, atelier de soudure, redressement de châssis, concessionnaire automobile, centre de pneus, service de remorquage et autres établissements similaires.

c) Services reliés aux véhicules lourds (C4-3)

Établissement affecté à la vente, à l'entretien et au reconditionnement de véhicules lourds, embarcations, roulettes, autocaravane et autres établissements similaires.

d) Stationnement (C4-4)

Stationnement utilisé comme usage principal.

5) Services reliés à la restauration, à la consommation de boissons alcoolisées et au divertissement (C5)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Restauration (C5-1)

Établissement relié à la restauration tel que restaurant, café terrasse, resto-bar, salle à dîner, brasserie, cantine, snack-bar, casse-croûte, café et comptoir laitier.

b) Consommation de boissons alcoolisées (C5-2)

Établissement relié à la consommation de boissons alcoolisées tel que : bar, bar-salon, bar avec plancher de danse, discothèque, taverne.

c) Cabanes à sucre commerciales (C5-3)

Établissement où l'on sert des repas, fait des dégustations de produits de l'érable et organise des réceptions. Des activités de transformation peuvent également avoir lieu dans ces établissements.

d) Spectacles érotiques (C5-4)

Établissement affecté à la présentation de spectacles et/ou de films à caractère sexuel, érotique ou sexuellement évocateur tel : spectacles de danseuses ou danseurs nus ou à moitié nus, établissement où l'on présente dans des salles, « cubicules » ou isolements des films à caractère érotique, pornographique ou sexuel, peu importe que ce soit à l'aide de projecteur ou de cassette vidéo et établissement servant de salon de tatouage.

6) Établissements d'hébergement (C6)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Service d'hébergement et de restauration à la ferme (C6-1)

Établissement spécifiquement aménagé aux fins d'accueillir et de loger des visiteurs de passage dans une exploitation agricole tel que: gîte touristique à la ferme offrant des chambres en location dans la résidence de l'exploitant agricole, ferme pédagogique, ferme de découvertes, ferme de séjour, table champêtre, dégustation de produits ou de repas à la ferme.

b) Complexe hôtelier (C6-2)

Établissement spécifiquement aménagé aux fins d'accueillir et de loger une clientèle de passage tel que : petit hôtel (maximum de 15 chambres) et auberge (maximum de 10 chambres). Un tel établissement peut également offrir des services de restauration, sportifs, récréatifs, culturels, de santé, de détente et de congrès.

c) Hébergement à des fins récréatives (C6-3)

Établissement d'hébergement à des fins récréatives tel que base de plein air et camping. De tels établissements peuvent également offrir des services sportifs, récréatifs, culturels, de restauration et de détente. Une seule résidence servant à héberger le propriétaire du site est autorisée comme usage accessoire à ce type d'établissement.

7) Services récréatifs, sportifs et culturels (C7)

Cette classe d'usage comprend les catégories suivantes :

a) Activités récréatives intérieures (C7-1)

Établissement affecté aux activités récréatives intérieures et offrant un spectacle ou des activités autres que la consommation tel que: discothèque, salle de danse, cabaret, boîte à chanson, théâtre, cinéma, salle de concert, club social et autres salles de spectacles ou d'amusement.

b) Aménagements récréatifs extérieurs (C7-2)

Aménagement ou construction affecté à des fins d'activités récréatives extérieures tel que : sentier pédestre, sentier de ski de fond, sentier d'interprétation, centre d'interprétation de la nature, belvédère, site de pique-nique, activités éducatives reliées à l'observation de la nature et autres activités similaires.

c) Activités sportives intérieures (C7-3)

Établissement affecté aux activités sportives intérieures tel que: salle de billard, salle de quilles, curling, aréna, piscine, gymnase, centre sportif.

d) Activités éducatives intérieures (C7-4)

Établissement affecté à des activités éducatives intérieures non institutionnelles tel que : les services de garde à l'enfance définis par *la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q.c.C8c.2)* autres que les services de garde en milieu familial et en milieu scolaire et autres qu'une agence de garde en milieu familial. Les écoles de danse, de judo, de musique, de langue et autres activités similaires.

e) Activités culturelles (C7-5)

Établissement affecté à des activités culturelles tel que : musée, galerie d'art, salle d'exposition.

4.4 Le groupe industriel (I)

Le groupe industriel comprend les classes d'usages suivantes :

1) Industrie légère (I1)

Sont de cette classe les établissements industriels qui répondent aux critères et exigences qui suivent :

- a) L'ensemble des activités se fait à l'intérieur ;
- b) L'intensité du bruit n'est pas supérieure à l'intensité moyenne du bruit normal de la rue et de la circulation aux limites du terrain ;
- c) Il n'y a aucune émission d'odeur, de vapeur ou de gaz au-delà des limites du terrain ;
- d) Aucune lumière éblouissante, directe ou réfléchie émanant d'arcs électriques, de chalumeaux, de phares d'éclairage ou d'autres procédés industriels de même nature, n'est visible au-delà des limites du terrain ;
- e) Aucune chaleur émanant d'un procédé industriel n'est ressentie hors des limites du terrain ;
- f) Aucune vibration terrestre n'est perceptible au-delà des limites du terrain ;
- g) S'il y a vente de marchandise fabriquée sur place, une aire accessible au public sert exclusivement à la vente au détail.

Sont notamment de cette classe les établissements industriels suivants:

- a) Industries des aliments et des boissons ; conserveries, fromageries, boulangeries, industries des boissons ;
- b) Industries textiles : tissage, filatures, fabriques de tapis ;
- c) Industrie de l'habillement et bonneterie : industries du vêtement, lingerie, fourrures, chapeaux, chaussures, gants, chaussettes ;
- d) Industrie des portes, châssis et autres bois ouvrés : portes, châssis, parquets, armoires ;
- e) Industrie du meuble et des articles d'ameublement : meubles de maison et de bureau, lampes électriques ;
- f) Imprimeries et activités connexes ;
- g) Atelier d'usinage ;
- h) Fabriques de carrosserie de camion, remorque, embarcation, construction et réparation ;
- i) Industries manufacturières diverses : fabrique de matériel professionnel, d'articles de sport, d'enseignes et d'étalages, d'instruments de musique, d'articles en plastique, d'articles divers.

2) Industrie lourde (I2)

Sont de cette classe les établissements industriels qui répondent aux critères et exigences qui suivent :

- a) L'entreposage ou le remisage extérieur de marchandises ou d'équipements est autorisé dans les cours latérales ou arrière dans une aire entièrement clôturée ;
- b) L'ensemble des activités se fait à l'intérieur ;
- c) un écran végétal ou une haie composé à au moins 50% de conifères d'une hauteur minimale de 2,5 mètres et d'une profondeur minimale de trois mètres doit être conservé ou aménagé sur les lignes latérales et arrière du lot afin d'agir comme zone tampon entre les terrains ;
- d) L'intensité du bruit n'est pas supérieure à l'intensité moyenne du bruit normal de la rue et de la circulation aux limites du terrain ;
- e) Il n'y a aucune émission d'odeur, de vapeur ou de gaz au-delà des limites du terrain ;
- f) Il n'y a aucune émission de poussière ou de cendres de fumée au-delà des limites du terrain ;
- g) Aucune lumière éblouissante, directe ou réfléchie émanant d'arcs électriques, de chalumeaux, de phares d'éclairage ou d'autres procédés industriels de même nature, n'est visible au-delà des limites du terrain ;
- h) Aucune chaleur émanant d'un procédé industriel n'est ressentie hors des limites du terrain ;
- i) Aucune vibration terrestre n'est perceptible au-delà des limites du terrain ;
- j) S'il y a vente de marchandise fabriquée sur place, une aire accessible au public sert exclusivement à la vente au détail.

Sont notamment de cette classe les établissements industriels suivants:

- a) industries de transformation de la viande, de la volaille et du poisson : abattoirs, fabriques d'aliments pour animaux;
- b) industries du tabac;
- c) industries du caoutchouc : pneus, chambres à air, produits divers en caoutchouc;
- d) industries du cuir : tanneries, fabriques de valises et divers articles en cuir;

- e) industries du papier : pâtes et papier, transformations diverses du papier;
- f) premières transformation des métaux : sidérurgies, fonderies fonte et affinage, laminage, moulage des métaux;
- g) fabrication de produits en métal : industries des chaudières et des plaques, de charpente métallique, de revêtement des métaux, d'appareils de chauffage, de produits métalliques divers;
- h) fabrication de machines diverses et d'appareils électriques : fabriques d'instruments aratoires, d'équipements de réfrigération, d'appareils d'éclairage, de fils et câbles électriques et de téléviseurs;
- i) fabrication de produits minéraux non métalliques : fabriques de produits d'argile, de pierre, de béton, de ciment et de verre;
- j) industries chimiques et de produits du pétrole et du charbon : fabriques d'engrais, de produits pharmaceutiques, de produits de nettoyage et de raffinerie.

3) Industrie d'extraction (I3)

Sont de cette classe les établissements reliés à l'extraction, incluant les opérations de tamisage, de concassage, les séparateurs, l'entreposage de matériaux granulaires en vrac et autres équipements similaires tels :

- a) les carrières;
- b) les gravières;
- c) les sablières.

4) Industrie reliée à l'élimination des matières résiduelles (I4)

Sont de cette classe les établissements reliés à l'élimination des matières résiduelles incluant les opérations d'enfouissement, de compostage, d'entreposage ainsi que tous les équipements nécessaires à ces fins, conformément aux dispositions du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (L.R.Q. c. Q-2, r 6.02)

4.5 Le groupe communautaire (P)

Le groupe communautaire comprend les classes d'usages suivantes :

1) Communautaire récréatif (P1)

Sont de cette classe les établissements affectés à la récréation, au loisir et au plein air, tel que :

- a) terrain de jeux avec ou sans équipements;
- b) parc de détente, square, parc ornemental ou naturel, espace vert;
- c) jardin communautaire;
- d) piste cyclable.

2) Communautaire institutionnel et administratif (P2)

Sont de cette classe les établissements affectés à l'éducation, la santé, le bien-être, le culte et l'administration publique, tels que :

- a) Institution d'enseignement ;
- b) C.L.S.C., C.H.S.L.D. ;
- c) Centre d'accueil ;
- d) Maison de retraite ;
- e) Églises et lieux de culte ;
- f) Résidences rattachées à la pratique du culte : couvent, monastère, maison de retraite, presbytère ;
- g) Cimetière ;
- h) Édifices gouvernementaux ;
- i) Hôtel de ville ;
- j) Centre communautaire ;
- k) Bibliothèque, carrefour culturel ;
- l) Comptoir de récupération de vêtements, meubles et articles ménagers.

3) Communautaire utilité publique (P3)

Sont de cette classe les établissements affectés aux services publics tels que :

- a) Caserne de pompiers ;
- b) Garage municipal ;
- c) Usine d'assainissement et de traitement des eaux usées ;
- d) Usine de filtration ;
- e) Infrastructures reliées à la production et au transport d'énergie incluant les bâtiments et équipements de service ;
- f) Poste d'émission et antenne de transmission d'onde radio, téléphonique, de télévision ou câblodistribution ;
- g) Centrale ou sous-station de distribution électrique ;
- h) Kiosque postal et centre de distribution de courrier.

4) Communautaire mixte (P4) (ajout par 2013-185-02)

La classe Communautaire mixte comprend les bâtiments occupés par un usage communautaire et un usage commercial et qui répondent aux exigences suivantes :

- a) le type d'usage commercial et d'usage communautaire sont permis dans la zone ;
- b) les accès au commerce doivent être séparés des accès au service communautaire.

4.6 Le groupe agricole (A)

Le groupe agricole comprend les classes d'usages suivantes :

1) Agriculture sans élevage (A1)

Sont notamment de cette classe :

- a) La culture des sols et des végétaux ainsi que les constructions et les bâtiments nécessaires à cette fin ;
- b) Le sol sous couverture végétale ;
- c) L'utilisation de l'espace à des fins sylvicoles ;
- d) La culture maraîchère ;
- e) La production en pépinière ;
- f) L'exploitation d'une érablière ;
- g) L'exploitation d'arbres fruitiers.

2) Agriculture avec élevage (A2)

Font partie de cette classe les établissements d'élevage des animaux à l'exception des élevages à forte charge d'odeur.

3) Agriculture avec élevage à forte charge d'odeur (A3)

Font partie de cette catégorie les établissements agricoles à forte charge d'odeur dont le coefficient d'odeur est supérieur à 0,8 tels que, les élevages porcins, les élevages de gallinacés, les élevages de veaux de lait, les élevages d'animaux à fourrure (renard, vison), etc.

4) Services, commerces et industries reliés aux ressources naturelles (A4)

Sont de cette classe, les commerces, les services et les industries agricoles suivants :

- a) Les usages commerciaux para-agricoles tels que la vente de grains, de moulée, de semences, d'engrais, de pesticides et d'insecticides ;
- b) La vente, la réparation et l'entreposage d'équipements agricoles ;
- c) Les activités d'entreposage, de conditionnement et de transformation de produits agricoles et forestiers (tel que les scieries) ;
- d) les établissements agro-touristiques.

5) Usages agricoles spécifiques (A5)

Sont de cette classe d'usages :

- a) Une pisciculture ;
- b) Un chenil ;
- c) Un abattoir ;
- d) Un service vétérinaire ;
- e) Un centre équestre.

SECTION 5 DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

5.1 Généralités (modifié par 2026-185-35)

La présence d'un bâtiment principal sur un terrain est obligatoire pour que tout autre usage, construction ou équipement accessoire puisse être autorisé.

Tout bâtiment accessoire doit être situé sur le même terrain que l'usage principal qu'il dessert.

Font exception à ces règles, les bâtiments de services publics et les bâtiments agricoles sur des terres en culture excluant les structures d'entreposage de déjections animales qui elles doivent être situées sur le même terrain que le bâtiment qu'elles desservent.

Aucun bâtiment principal, accessoire ou aménagement paysager nuisible ne peut être construit ou aménagé dans l'emprise de rue de la Municipalité. L'emprise doit être gazonnée, sauf si elle est déjà empierrée ou asphaltée, et entretenue par le propriétaire adjacent à celle-ci. La Municipalité se réserve le droit de retirer tout élément construit ou aménagé dans son emprise, et ce, aux frais du propriétaire du terrain. Ces frais seront alors assimilables à une taxe foncière sur l'immeuble visé par les travaux.

5.2 Nombre de bâtiments principaux autorisés sur un même terrain

Un seul bâtiment principal peut être érigé sur un terrain à l'exception d'un terrain utilisé à des fins agricoles ou à des fins communautaires.

5.3 Nombre d'usages principaux autorisés sur un même terrain

Un seul usage principal par terrain est autorisé à l'exception d'un terrain utilisé à des fins agricoles et d'un terrain sur lequel est érigé un bâtiment commercial ou industriel abritant plusieurs locaux aux conditions édictées au présent règlement.

5.4 Calcul de la largeur de la façade d'un bâtiment principal

La largeur de la façade principale d'un bâtiment principal correspond à la largeur des parties du bâtiment qui font face à la rue.

Un garage intégré ou attenant au bâtiment principal fait partie de la façade et doit être inclus dans ce calcul.

Un abri d'auto attenant au bâtiment principal ne doit pas être comptabilisé dans la largeur du bâtiment.

5.5 Calcul de la hauteur d'un bâtiment principal

La hauteur d'un bâtiment principal doit être mesurée à partir de la ligne moyenne du niveau du sol entourant le bâtiment jusqu'au faite du toit.

Le nombre d'étages d'une construction est compté entre le niveau du rez-de-chaussée et le niveau du plafond de l'étage le plus élevé. La hauteur maximale autorisée ne permet

pas de construire plus d'étages que le nombre indiqué à la grille des usages et des normes pour la zone concernée.

La hauteur d'un bâtiment doit répondre aux exigences suivantes :

- 1) Bâtiment d'un étage : de 3,6 mètres à 8,0 mètres
- 2) Bâtiment d'un étage à deux étages : de 6,1 mètres à 10,0 mètres
- 3) Bâtiment de deux étages à trois étages : de 8,1 mètres à 12,7 mètres

5.6 Dépassement de la hauteur autorisée

Les éléments suivants peuvent dépasser la hauteur maximale autorisée aux conditions suivantes :

- 1) Les cheminées et les clochers ;
- 2) Les parapets, à la condition de respecter une hauteur maximale de 1,2 mètres ;
- 3) Les balustrades à la condition d'être reculées d'au moins deux mètres de la face des murs extérieurs et d'avoir une hauteur maximale de 1,2 mètres ;
- 4) Les constructions servant à abriter l'équipement mécanique d'un bâtiment à la condition d'avoir une hauteur maximale de trois mètres et d'occuper un maximum de 20% de la superficie des toits où elles sont construites ;
- 5) Les granges et autres bâtiments agricoles ;
- 6) Les éoliennes et les antennes aux conditions édictées au présent règlement.

5.7 Usages prohibés (modifié par 2026-185-35)

Les usages suivants sont prohibés dans toutes les zones :

- 1) L'usage d'un bâtiment accessoire tels une remise, un hangar, un garage isolé, une grange ou autre bâtiment de même nature à des fins d'habitation tant permanente que temporaire, à l'exception d'une unité d'habitation accessoire au-dessus d'un garage détaché, selon les conditions de l'article 10.19;
- 2) L'usage d'un bâtiment ou d'une construction dont les murs extérieurs, les fondations ou le toit ne sont pas terminés conformément aux dispositions du présent règlement et du Règlement de construction;
- 3) La cohabitation d'un usage résidentiel et d'un usage d'élevage à l'intérieur d'un même bâtiment.

5.8 Usages et constructions permis

Les usages et constructions suivants sont permis dans toutes les zones :

- 1) Un parc public, un terrain de jeux public ou un autre usage similaire destiné à l'usage du public en général et non à des fins privées ;
- 2) Les conduites d'eau et d'égout, les lignes de transmission électrique et de téléphones y compris les stations de survoltage, les réservoirs pour emmagasiner l'eau, les stations de captage d'eaux souterraines, les sous-stations électriques, les stations de pompage et les centrales téléphoniques, pourvu que chaque bâtiment ou

construction édifié soit conforme aux marges de recul exigées pour la zone concernée et que le terrain entourant le bâtiment ou la construction soit paysagé.

5.9 Contribution préalable à l'émission d'un permis de construction (Ajout par 2025-185-34)

Lorsqu'une demande de permis de construction visant l'une des intensifications d'activités existantes suivantes est déposée, elle est assujettie à la « Grille tarifaire reliée à l'ajout de porte(s) ou de local(aux) commercial(aux) » ci-bas :

- a) La densification par un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI);
- b) L'ajout d'une ou de plusieurs porte(s) à une résidence existante, sauf pour un projet de maison intergénération;
- c) L'ajout de locaux commerciaux en zone mixte (M) ou en zone commerciale (C);
- d) La construction d'un immeuble de type UHA, bifamilial, trifamilial ou multifamilial;
- e) La construction de maisons en rangée.

Grille tarifaire reliée à l'ajout de porte(s) ou de local(aux) commercial(aux)	
Nombre de porte(s) ajouté(e)s ou de local(aux) créé(s)	Montant
1 ^{ère} porte (prix du permis de construction)	100 \$
2 ^e porte	1 000 \$
3 ^e porte	1 000 \$
4 ^e porte	2 000 \$
5 ^e porte et plus	5 000 \$ / porte

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX MARGES DE REcul ET AUX COURS

6.1 Règle générale

Les marges de recul avant, arrière et latérales pour chaque zone sont prescrites aux grilles des usages et des normes. Toutefois, certaines règles particulières peuvent être prévues au présent règlement.

6.2 Permanence des marges de recul

Les exigences sur les marges de recul établies en vertu du présent règlement ont un caractère obligatoire continu et prévalent tant et aussi longtemps que dure l'usage pour lequel elles sont exigées.

6.3 Implantation d'un bâtiment principal situé entre deux bâtiments existants

La marge de recul avant d'un bâtiment principal situé entre deux bâtiments existants sur des terrains contigus peut être réduite à la moyenne des marges de recul avant des bâtiments principaux existants tout en respectant un minimum de cinq mètres (5m).

Ne sont pas considérés comme bâtiments voisins contigus, les bâtiments principaux situés à une distance supérieure à trente mètres (30m) de l'implantation projetée.

6.4 Usages et constructions permis dans les marges de recul

Règle générale, aucun usage ni construction n'est autorisé dans les marges de recul, que cet usage ou construction soit souterrain, sur le sol ou aérien.

6.5 Exceptions à la règle générale

Font exception à la règle générale les usages et les constructions suivants :

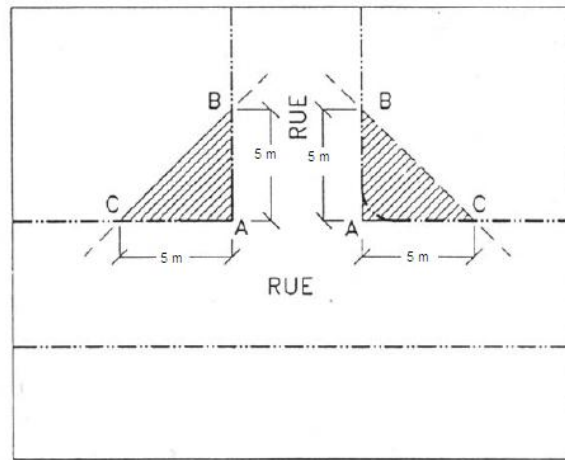
- 1) Les trottoirs, les allées, les clôtures, haies et murets, les aménagements paysagers ;
- 2) Les escaliers extérieurs donnant accès au rez-de-chaussée, les avant-toits, les corniches, les galeries, les perrons et les balcons non fermés pourvu que l'empiètement n'excède pas deux mètres et qu'ils respectent une marge de recul minimale de un mètre par rapport à l'emprise de la voie publique ;
- 3) Les fenêtres en saillie et les porte-à-faux pourvu que l'empiètement n'excède pas un mètre ;
- 4) Les auvents et les marquises d'une largeur maximale de deux mètres pourvu que l'empiètement n'excède pas un mètre soixante-quinze ;
- 5) Les cheminées faisant corps avec le bâtiment ;
- 6) Les puits et les installations septiques ;
- 7) Les enseignes conformément au présent règlement ;
- 8) Les aires de stationnement conformément au présent règlement ;
- 9) Les abris d'auto hivernaux conformément au présent règlement ;
- 10) Les rampes d'accès pour handicapés à la condition de respecter une distance minimale de un mètre de l'emprise de la rue ;
- 11) Les accessoires de surface, aérien ou souterrain d'un réseau d'utilité publique.

6.6 Triangle de visibilité

Pour les terrains situés à l'intersection de deux rues, un triangle de visibilité exempt de tout obstacle plus élevé que un demi-mètre (0,5m) de hauteur mesuré à partir du niveau de la rue doit être respecté.

Deux des côtés de ce triangle sont constitués des lignes d'emprise de rues faisant intersection. La longueur minimale de ces côtés est de cinq mètres (5m) mesurée à partir du point d'intersection le long de ces emprises de rues.

Une entrée de cour, de garage ou de stationnement est interdite à l'intérieur de ce triangle de visibilité.



6.7 Marge de recul minimale pour un terrain d'angle et un terrain transversal (ajout par 2016-185-09) (modifié par 2017-185-11)

Pour les lots et terrains faisant face à plus d'une rue, la marge de recul avant minimale prescrite à la Grille des usages et des normes s'applique au côté du terrain en front de la façade principale du bâtiment. L'autre ou les autres marges de recul avant peuvent être réduites de 50 % sans toutefois être inférieures à 3,5 mètres, et sont définies comme étant des marges de recul avant secondaires.

SECTION 7 DISPOSITIONS RELATIVES À L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS

7.1 Clôtures, murets et haies

Une clôture, un muret et une haie ne peuvent être érigés :

- 1) À moins de un mètre cinquante (1,5m) de toute borne-fontaine ;
- 2) À moins de soixante centimètres (0,6m) de l'emprise d'une rue.

7.2 Hauteur d'une clôture, d'un muret et d'une haie

La hauteur d'une clôture, d'un muret et d'une haie, entre le niveau moyen du sol et le point le plus élevé, ne doit pas excéder :

- 1) Un mètre vingt-cinq (1,25m) dans la cour avant jusqu'à l'alignement avant de la construction ;
- 2) Deux mètres (2m) dans les cours latérales et arrière à l'arrière de l'alignement avant de la construction pour une clôture et un muret et deux mètres cinquante (2,5m) pour une haie ;
- 3) Deux mètres cinquante (2,5m) dans toutes les cours servant à ceinturer les terrains de jeux communautaires ainsi que pour les immeubles municipaux, les établissements institutionnels, les usages industriels et les usages agricoles.

7.3 Matériaux de construction d'une clôture et d'un muret

Une clôture et un muret doivent être construits exclusivement avec les matériaux et selon les prescriptions qui suivent :

- 1) Une clôture de bois fabriquée à partir de planches, poteaux, treillis ou rondins en bois plané, peint, verni ou teint. La rigidité de la clôture de bois doit être assurée par une série de poteaux dont la distance maximale de séparation est de trois mètres (3m) ;
- 2) Une clôture en polymère, en fibre de verre ou en résine de synthèse fabriquée en usine ;
- 3) Une clôture en métal de type ornemental, de conception et de finition à éviter toute blessure ou s'il s'agit d'une clôture en métal en maille de chaîne. Une clôture de métal sujette à la rouille doit être peinte au besoin ;
- 4) Une clôture de fil barbelé uniquement sur un terrain occupé par un usage du groupe industriel ou agricole ;
- 5) Une clôture à neige aux seules fins de protection hivernale du 15 octobre au 15 avril de l'année suivante ;
- 6) Un muret décoratif constitué d'un assemblage de matériaux de maçonnerie ornementale, incluant un assemblage de pierres naturelles non cimentées. Ce muret doit être construit de manière à résister aux effets de gel et de dégel.

Les clôtures et les haies doivent être entretenus dans un bon état d'apparence, de propreté et de solidité.

7.4 Remblai et déblai (modifié par 2026-185-35)

Toute personne ou entreprise souhaitant excaver le sol ou exécuter des travaux de déblai ou de remblai sur un terrain situé sur le territoire de la Municipalité doit obtenir, au préalable, un certificat d'autorisation à cet effet, selon les conditions prévues aux articles 6.14 et 6.14.1 du règlement numéro 2009-188 sur les permis et certificats. Aucuns travaux ne doivent être entrepris sans qu'un propriétaire ou son mandataire ait obtenu un certificat émis par la Municipalité.

Le remblai ne peut élever un terrain au-dessus du niveau de la rue ou des terrains voisins. Le niveau de remblai devra être fait en fonction de l'élévation la plus basse entre le niveau de la rue et les terrains voisins.

Le déblai ne peut abaisser un terrain en deçà du niveau de la rue ou des terrains voisins. Le niveau du déblai devra être fait en fonction de l'élévation la plus haute entre le niveau de la rue et les terrains voisins.

Les travaux de déblai ne peuvent être exécutés dans le seul but d'extraire du sol.

Nonobstant le paragraphe précédent, les déblais pour des fins d'implantation et/ou d'aménagement de l'usage et/ou bâtiment principal et/ou accessoire sont permis.

Tout remblai doit être fait de matériaux stables et ne doit pas comprendre de la ferraille, des déchets, du bois, des matériaux qui offrent une décomposition chimique ou une réaction avec les eaux, des matériaux contenant des fibres d'amiante ou tout produit radioactif ou chimique, du placoplâtre, ou dérivé du plâtre, des matières animales, des plantes envahissantes nuisibles, du béton bitumineux, de l'asphalte ou du béton.

Tout remblai doit respecter une pente évitant un glissement de matériaux et doit être gazonné, semé ou planté une fois les travaux complétés.

La Municipalité peut demander au propriétaire une preuve signée d'un expert afin de démontrer la stabilité du remblai ou la qualité de celui-ci, ou elle peut faire effectuer les études nécessaires, aux frais du propriétaire, pour vérifier la stabilité.

7.5 Restriction de plantation

La plantation de peupliers (Blancs de Lombardie et du Canada), érables argentés et saules est interdite en deçà de soixante mètres (60m) de tout trottoir, chaussée, tuyau souterrain, réseau d'aqueduc et d'égout municipal, fosse septique et champ d'épuration.

SECTION 8 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENTRETIEN DES BÂTIMENTS ET DES TERRAINS

8.1 Aménagement extérieur des terrains

Tout terrain doit être conservé boisé, gazonné ou autrement paysager et aménagé de manière à éviter la formation de poussière et de boue.

Tout terrain doit être maintenu en bon état de propreté. Il doit être maintenu exempt de broussailles, mauvaises herbes, débris, matériaux, ferrailles ou de toutes choses éparées ou regroupées et non utiles à l'occupation des lieux.

8.2 Aménagement des surfaces extérieures suite à une construction

Tous les espaces autour d'une construction doivent être nettoyés de tous débris de construction, ces espaces doivent être aménagés et complétés dans les six mois suivant la fin des travaux de construction.

Autour d'un bâtiment, les espaces libres doivent être aménagés de gazon dans les six mois suivant l'expiration du permis de construction.

8.3 Entretien des constructions

Tout bâtiment, construction et ouvrage doit être maintenu en bon état, et maintenu sans risque pour la santé et la sécurité des personnes et des biens.

8.4 Protection des surfaces extérieures en bois

Toute surface extérieure en bois d'un bâtiment doit être protégée contre les intempéries par de la peinture, du vernis, de l'huile ou toute autre protection. Cette prescription ne s'applique pas au bois de cèdre qui peut être laissé à l'état naturel.

8.5 Excavation

Il est interdit de déposer la terre de remblais d'une excavation nécessaire pour l'implantation d'un bâtiment sur la propriété de la municipalité.

SECTION 9 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ARCHITECTURE DES BÂTIMENTS ET AUX MATÉRIAUX

9.1 Utilisation des combles

Pour les habitations unifamiliales, l'utilisation des combles à des fins d'habitation est permise aux conditions suivantes :

- 1) la résidence ne doit pas compter plus de deux étages;
- 2) un minimum de 60% de l'aire de plancher doit avoir une hauteur minimale de 2,30 mètres ;
- 3) lorsque le comble est situé au dessus du deuxième étage, il doit répondre aux exigences suivantes :
 - a) le comble doit posséder une fenêtre qui peut s'ouvrir de l'intérieur à volonté et qui assure une ouverture dégagée d'au moins 55 centimètres de largeur par un mètre de hauteur;
 - b) l'appui de cette fenêtre doit être situé à au plus un mètre au-dessus du plancher du comble et à au plus sept mètres au-dessus du niveau du sol adjacent, ou;
 - c) ce comble possède un accès direct à un balcon.

9.2 Forme de bâtiments prohibés (modifié par 2026-185-35)

Les bâtiments suivants sont prohibés :

- 1) Tout bâtiment ayant la forme générale d'un demi-cylindre couché, c'est-à-dire dont les murs et la toiture ne forment qu'un tout et dont la coupe transversale est une ligne continue, plus ou moins circulaire, elliptique, carrée, en demi-cercle, sauf pour un bâtiment utilisé à des fins agricoles sur une terre en culture;
- 2) Tout bâtiment ayant une forme d'être humain, d'animal, d'aliment, de contenant, de véhicule, de vêtement, de poêle, de réservoir ou autre objet semblable;
- 3) L'emploi de wagon de chemin de fer, de tramway, d'aéronef, d'autobus, de tout autre véhicule de même nature ou d'un conteneur maritime, sauf si celui-ci est recouvert d'un revêtement extérieur et d'une toiture faite de matériaux non-prohibés selon l'article 9.3 du présent règlement.

9.3 Matériaux de recouvrement extérieur prohibés (modifié par 2017-185-10)

Est prohibé comme matériau de revêtement extérieur pour tout bâtiment, tout matériau énuméré ci-après :

- 1) le papier goudronné ou minéralisé et tout papier similaire;
- 2) le papier imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou autres matériaux naturels, en paquet, en rouleau, en carton-planche et tout papier similaire;
- 3) le bois naturel non traité ou non peint à l'exception du cèdre, du bardeau de cèdres et des pièces de bois structurales;
- 4) le bardeau d'asphalte, à l'exception du recouvrement pour les toitures;
- 5) le bardeau d'amiante;

- 6) toute peinture imitant ou tendant à imiter un matériau naturel;
- 7) la tôle galvanisée à l'exception du revêtement de toit pour les bâtiments agricoles sur des terres en culture;
- 8) la tôle non pré-peinte à l'usine à l'exception de la tôle galvalume;
- 9) tout enduit de béton imitant ou tendant à imiter la pierre ou la brique;
- 10) tout bloc de béton non nervuré sur tout mur d'un bâtiment principal;
- 11) tout aggloméré non conçu pour l'extérieur, panneau-particule (press wood), panneau-gauffré et revêtement de planches murales ou autre matériau d'apparence non finie ou non architecturale;
- 12) tout panneau d'acier ou d'aluminium non anodisé, non prépeint ou non pré-cuit à l'usine;
- 13) tout polymère non architectural;
- 14) tout isolant (mousse, laine, panneau de styromousse) non recouvert d'un autre matériau;
- 15) le polythène et les autres matériaux semblables sauf pour des abris d'auto temporaires, les serres, ainsi que pour les bâtiments d'usage agricole en zone agricole.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES ET AUX CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES

SECTION 10 USAGES RÉSIDENTIELS

10.1 Constructions, bâtiments et usages accessoires à un usage résidentiel

Les constructions et les bâtiments accessoires à un usage résidentiel suivants sont autorisés conformément aux dispositions du présent règlement :

- 1) Un stationnement ;
- 2) Une antenne domestique ;
- 3) Une enseigne ;
- 4) Un garage isolé, intégré ou annexé à l'habitation;
- 5) Un abri d'auto ;
- 6) Un abri d'auto hivernal ;
- 7) Une remise, un atelier et un abri d'entreposage d'outils de jardin;
- 8) Une serre domestique ;
- 9) Un kiosque et un gazebo ;
- 10) Une fournaise extérieure ;
- 11) Un foyer extérieur ;
- 12) Une éolienne domestique ;
- 13) Une piscine et un bain à remous ;
- 14) Une corde à linge ;
- 15) Des équipements de jeux ;
- 16) Des appareils de climatisation et d'échange thermique ;
- 17) Un patio, une terrasse et une pergola.

Les usages accessoires à un usage résidentiel suivants sont autorisés conformément aux dispositions du présent règlement :

- 1) Un logement intergénération ;
- 2) Un usage accessoire de type commercial ;
- 3) L'entreposage extérieur

10.2 Dispositions relatives aux constructions et aux bâtiments accessoires à un usage résidentiel

Sauf si spécifié autrement, les constructions et les bâtiments accessoires à un usage résidentiel doivent respecter les dispositions suivantes à l'exception du stationnement:

- 1) Les constructions et les bâtiments accessoires sont autorisées dans les cours latérales et arrière seulement ;
- 2) Des marges de recul arrière et latérales minimales de un mètre cinquante (1,5m) doivent être respectées. L'extrémité du toit doit être situé à au moins quarante-cinq centimètres (45cm) de la ligne de terrain ;
- 3) En aucun temps la hauteur du bâtiment accessoire ne doit dépasser la hauteur du bâtiment principal ;
- 4) La distance minimale à respecter entre deux bâtiments est de trois mètres (3m) ;

- 5) La superficie d'implantation d'un bâtiment accessoire ne doit en aucun cas être supérieure à celle du bâtiment principal en respectant un maximum de 40m²;
- 6) Un nombre maximal de trois (3) bâtiments accessoires est autorisé par terrain ;
- 7) La superficie de l'ensemble des bâtiments accessoires doit occuper un maximum de 15% de la superficie du terrain ;
- 8) Le traitement architectural de la construction accessoire doit être le même que celui du bâtiment principal ou s'harmoniser avec celui-ci.

10.3 Dispositions supplémentaires relatives aux garages isolés (modifié par 2013-185-02) (modifié par 2017-185-10)

La construction et l'implantation d'un garage isolé doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Un seul garage isolé est autorisé par habitation unifamiliale ;
- 2) Un garage isolé peut être implanté dans la cour avant à la condition d'être situé à une distance minimale de 30 mètres de l'emprise de rue;
- 3) Pour un lot de coin, la marge de recul avant peut être réduite de 25% en respectant un minimum de 5 mètres à la condition que le garage soit implanté dans la cour avant autre que celle où est située la façade du bâtiment principal ;
- 4) La superficie maximale d'un garage isolé est de :
 - a. 65 m² sur un terrain de 930 m² ou moins ;
 - b. 90 m² sur un terrain de plus de 930 m² et de moins de 2700 m²;
 - c. 120 m² sur un terrain de 2700 m² ou plus;
 - d. 200 m² sur un terrain de 5 000 m² et plus situé dans les zones A, AT, PN et TA.
- 5) Pour les usages résidentiels comprenant deux logements et plus, un garage isolé d'une superficie maximale de 30 m² par unité de logement est autorisé.
- 6) Un garage isolé doit avoir une hauteur inférieure ou égale au bâtiment qu'il dessert. Pour les garages de 120 m² et plus, la hauteur peut être supérieure au bâtiment qu'il dessert.

10.4 Dispositions supplémentaires à un garage jumelé à l'habitation (modifié par 2015-185-06)

La superficie d'implantation d'un garage jumelé à une habitation ne peut être supérieure à 50 % de la superficie d'implantation totale du bâtiment.

10.5 Dispositions relatives à un abri d'auto

La construction et l'implantation d'un abri d'auto doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Un seul abri d'auto est autorisé par terrain;
- 2) L'abri d'auto peut être attaché au bâtiment principal ou à un garage ;
- 3) La largeur maximale est de six mètres (6 m), sans excéder la hauteur du bâtiment auquel il est attaché;
- 4) L'abri d'auto doit respecter les marges applicables au bâtiment auquel il est attaché;
- 5) La superficie de l'abri d'auto ne peut excéder 75% de la superficie du bâtiment auquel il est attaché ;

- 6) Au moins 50% de deux des trois côtés doivent demeurer ouverts, avec ou sans fenêtres. L'entrée des véhicules doit rester ouverte dans une proportion de 100%.

**10.6 Dispositions supplémentaires relatives aux piscines (modifié par 2021-185-26)
(modifié par 2024-185-30)**

Le présent article s'applique à toute nouvelle installation installée à compter du 1^{er} juillet 2021. Toutefois, le quatrième alinéa du paragraphe 3) b), le deuxième alinéa du paragraphe 3) f) et le paragraphe 4) ne s'appliquent pas à une nouvelle installation acquise avant cette date, pourvu qu'une telle installation soit installée au plus tard le 30 septembre 2021.

Il s'applique aussi à toute installation existante avant le 1^{er} juillet 2021, à l'exception du quatrième alinéa du paragraphe 3) b), du deuxième alinéa du paragraphe 3) f) et du paragraphe 4). Une telle installation existante avant le 1^{er} novembre 2010 doit être conforme aux dispositions applicables du présent règlement au plus tard le 1^{er} juillet 2023.

La réinstallation, sur le même terrain, d'une piscine visée au deuxième alinéa n'a pas pour effet de rendre applicables le quatrième alinéa du paragraphe 3) b), le deuxième alinéa du paragraphe 3) f) et le paragraphe 4) à l'installation comprenant cette piscine. Toutefois, lorsqu'une telle piscine est remplacée, l'installation existante doit alors être rendue conforme à ces dispositions.

La construction, l'installation, l'implantation, le remplacement d'une piscine ou l'ajout d'un plongeur doivent répondre aux conditions suivantes :

1) Implantation d'une piscine hors terre

- a) La distance minimale par rapport aux limites de la propriété est de deux mètres (2 m). Cette disposition s'applique aussi à la promenade (deck ou patio);
- b) La distance minimale par rapport à tout bâtiment principal est de trois mètres (3 m) et d'un mètre (1 m) par rapport à un bâtiment accessoire;
- c) Afin d'empêcher un enfant de grimper pour accéder à la piscine, tout appareil ou système de fonctionnement lié à une piscine hors terre, incluant notamment un système de filtration, un système de chauffage ou tout autre appareil ou système, doit être situé à au moins un mètre (1 m) de la paroi de la piscine ou de son enceinte, à moins qu'il ne soit installé en dessous d'une promenade (deck ou patio) adjacente à la piscine;
- d) Une piscine hors terre ne doit pas être située sous une ligne ou un fil électrique.

2) Implantation d'une piscine creusée ou semi-creusée

- a) La distance minimale à respecter par rapport aux limites de propriété est de trois mètres (3 m);
- b) La distance minimale à respecter d'une fosse septique ou d'un élément épurateur est de cinq mètres (5 m);
- c) Une piscine creusée ou semi-creusée ne doit pas être située sous une ligne ou un fil électrique.

3) Sécurité d'une piscine

- a) Une piscine doit être entourée d'une enceinte de manière à en protéger l'accès. Cette enceinte doit avoir une hauteur minimale de 1,20 mètre (1,20 m) et maximale de deux mètres (2 m) mesurée à partir du niveau du sol;
- b) Une clôture ou un mur formant tout ou partie d'une enceinte doit être conçu de façon à ce qu'il ne soit pas aisé d'y grimper ou de l'escalader et ne doit pas comporter d'ouvertures pouvant laisser passer un objet sphérique dont le diamètre est de dix centimètres (10 cm) ou plus.

La distance entre le sol et la clôture ne doit pas être supérieure à dix centimètres (10 cm). Ces clôtures doivent être maintenues en bon état.

Aux fins du présent article, un talus, une haie ou une rangée d'arbres ne constituent pas une clôture ou un mur.

Lorsque l'enceinte est formée par une clôture à mailles de chaîne, les mailles doivent avoir une largeur maximale de trente millimètres (30 mm). Toutefois, si des lattes sont insérées dans les mailles, leur largeur peut être supérieure à trente millimètres (30 mm), mais elles ne peuvent permettre le passage d'un objet sphérique de plus de trente millimètres (30 mm) de diamètre. Un mur formant une partie d'une enceinte ne doit être pourvu d'aucune ouverture permettant de pénétrer dans l'enceinte;

- c) Toute porte aménagée doit être munie d'un dispositif de sécurité permettant à cette dernière de se refermer et de se verrouiller automatiquement.

Ce dispositif peut être installé soit du côté intérieur de l'enceinte dans la partie supérieure de la porte, soit du côté extérieur de l'enceinte à une hauteur minimale de 1,5 mètre (1,5 m) par rapport au sol;

- d) Un mur formant une partie d'une enceinte ne doit pas être pourvu d'aucune ouverture permettant de pénétrer dans l'enceinte. Toutefois, un tel mur peut être pourvu d'une fenêtre si elle est située à une hauteur minimale de trois mètres (3 m) par rapport au sol du côté intérieur de l'enceinte, ou dans le cas contraire, si son ouverture maximale ne permet pas le passage d'un objet sphérique de plus de dix centimètres (10 cm) de diamètre;
- e) Une piscine hors terre dont la hauteur de la paroi est d'au moins 1,2 mètre (1,2

m) en tout point par rapport au sol ou une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est d'au moins 1,4 mètre (1,4 m) ou plus n'a pas à être entourée d'une enceinte lorsque l'accès à la piscine s'effectue de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- Au moyen d'une échelle munie d'une portière de sécurité qui se referme et se verrouille automatiquement pour empêcher son utilisation par un enfant;
- Au moyen d'une échelle amovible, laquelle doit être remise en dehors des périodes de baignade;
- Au moyen d'une échelle dont l'accès est protégé par une clôture ayant les caractéristiques prévues aux points b) et c) ci-haut;
- À partir d'une plateforme ceinturée par une barrière d'au moins 1,2 mètre (1,2 m) de hauteur dont l'accès est empêché par une porte munie d'un dispositif de sécurité conformes aux points b) et c) ci-haut;
- À partir d'une terrasse rattachée à la résidence et aménagée de telle façon que sa partie ouvrant sur la piscine est protégée par une barrière d'au moins 1,2 mètre (1,2 m) de hauteur dont l'accès est empêché par une porte munie d'un dispositif de sécurité conforme aux points b) et c) ci-haut.

Une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est d'au moins 1,4 mètre (1,4 m) n'a pas à être entourée d'une enceinte si, lorsqu'elle n'est pas utilisée, elle est recouverte en tout temps d'une couverture visant à empêcher un enfant de tomber dans la piscine;

- f) Afin d'empêcher un enfant de grimper pour atteindre le rebord de la piscine, tout appareil composant le système de chauffage ou de filtration de l'eau doit être installé à plus d'un mètre (1 m) d'une piscine hors terre ou démontable.

Doit également être installé à plus d'un mètre (1 m) de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte, toute structure ou équipement fixe susceptible d'être utilisé pour grimper par-dessus la paroi ou l'enceinte. Cette distance minimale s'applique à une fenêtre située à moins de trois mètres (3 m) du sol, sauf si son ouverture maximale ne permet pas le passage d'un objet sphérique de plus de dix centimètres (10 cm) de diamètre;

- g) Les conduits reliant ces appareils à la piscine doivent être souples et ne doivent pas offrir d'appui à moins d'un mètre (1 m) du rebord de la piscine;
- h) Toutefois, tout appareil peut être installé à moins d'un mètre (1 m) de la piscine lorsqu'il est situé à l'intérieur d'une enceinte conforme aux points b) et c) ci-haut, est situé sous une structure qui empêche l'accès à la piscine à partir de l'appareil ou s'il est situé dans une remise;
- i) L'eau de la piscine doit être d'une clarté et d'une transparence permettant de voir le fond en entier et en tout temps.

4) Plongeur

Toute piscine munie d'un plongeur doit être installée conformément à la norme BNQ 9461-100 « Piscines résidentielles dotées d'un plongeur - Enveloppe d'eau minimale pour prévenir les blessures médullaires cervicales résultant d'un plongeon effectué à partir d'un plongeur » en vigueur au moment de l'installation.

10.7 Dispositions supplémentaires relatives aux bains à remous

La construction, l'installation et l'implantation d'un bain à remous doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) La distance minimale par rapport aux limites de la propriété est de deux mètres (2 m). Cette disposition s'applique aussi à la promenade (deck ou patio);
- b) Un bain à remous ne doit pas être situé sous une ligne ou un fil électrique;
- c) Lorsque non utilisé le bain à remous doit être inaccessible soit par la mise en place d'un couvercle ou par tout autre moyen.

10.8 Dispositions supplémentaires relatives à l'aménagement d'un plan d'eau

Les plans d'eau doivent avoir, sur les abords, une pente inférieure à 8 % pour les trois premiers mètres et ce, sur l'ensemble du périmètre du plan d'eau. Une pente supérieure est autorisée lorsque le plan d'eau est entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 1,2 mètre.

10.9 Dispositions supplémentaires relatives à l'entreposage extérieur

Les types d'entreposage extérieur autorisés pour un usage résidentiel doivent respecter les conditions suivantes:

- 1) L'entreposage de bois de chauffage est autorisé à l'intérieur des cours latérales et arrière uniquement. La hauteur du bois entreposé ne peut excéder 1,5 mètre. Un maximum de 15 cordes de bois équivalent à 60 mètres³ est autorisé par propriété. Le bois doit être proprement empilé en tout temps.
- 2) L'entreposage de véhicules récréatifs; Lorsqu'il est entreposé un véhicule récréatif ne peut être utilisé à des fins d'hébergement ou autre.
- 3) Le remisage ou le stationnement d'un véhicule lourd d'un poids de moins de 3000 kilogrammes dans les zones résidentielles.

10.10 Dispositions supplémentaires relatives à un logement inter génération (modifié par 2013-185-02) (modifié par 2018-185-12)

La construction et l'aménagement d'un logement inter génération sont autorisés aux conditions supplémentaires suivantes

- 1) Un logement inter génération est autorisé uniquement comme usage accessoire à une habitation unifamiliale isolée ;
- 2) Le logement inter génération ne peut être habité que par des personnes qui ont ou ont eu, elles-mêmes ou par l'intermédiaire d'un conjoint de fait, un lien de parenté du

- premier ou deuxième degré avec l'un des occupants du logement principal;
- ~~3) Le logement inter génération ne peut héberger plus de deux personnes;~~
 - 4) Un seul logement inter génération est autorisé par bâtiment principal et aucun autre logement additionnel ne peut être aménagé ;
 - ~~5) Ce logement peut être localisé au rez-de-chaussée, à l'étage et au sous-sol. Au moins la moitié de la superficie de ce logement doit être localisée au rez-de-chaussée;~~
 - ~~6) La superficie de ce logement doit être inférieure à 60% de la superficie de plancher totale de l'habitation incluant le sous-sol tout en respectant un maximum de superficie habitable de 65m²;~~
 - 7) Un logement inter génération doit être relié et pouvoir communiquer en permanence avec l'habitation principale par une porte ;
 - ~~8) Un seul espace de stationnement additionnel est autorisé.;~~
 - 9) Aucune adresse civique additionnelle n'est autorisée ;
 - 10) Une seule entrée de service est autorisée par bâtiment pour les services d'aqueduc et d'égout;
 - 11) Les entrées supplémentaires d'électricité et de gaz naturel sont interdites;
 - 12) Aucune boîte aux lettres additionnelle n'est autorisée ;
 - 13) Le logement inter génération doit être desservi par le réseau d'égout municipal ou par une installation septique de capacité suffisante conforme à la réglementation applicable;
 - 14) L'apparence extérieure de l'habitation doit posséder les caractéristiques architecturales d'une habitation unifamiliale isolée;
 - 15) Une entrée commune en façade doit servir à la fois au logement principal et au logement inter génération. Si une entrée supplémentaire est aménagée, celle-ci doit donner dans une cour latérale ou arrière;
 - 16) Le logement inter génération doit être planifié en tenant compte de l'aspect temporaire de celui-ci. Si les occupants du logement quittent définitivement le logement, celui-ci ne peut être occupé que si les mêmes exigences sont rencontrées;
 - 17) Après deux ans d'inoccupation des lieux, le logement doit être réaménagé pour faire partie intégrante de la résidence;
 - 18) Au mois de janvier de chaque année, une preuve attestant un lien de parenté doit être présentée à l'hôtel de ville de la municipalité afin de compléter un formulaire de dénonciation.

10.11 Usages accessoires de type commercial autorisés (modifié par 2021-185-23)

Les usages accessoires de type commercial suivants sont autorisés pour un usage résidentiel :

- 1) Un bureau de professionnel tel que régié par le code des professions du Québec ;
- 2) Un bureau d'affaires d'un travailleur autonome ;
- 3) Un atelier de couture ;
- 4) Un salon de coiffure, de beauté et de soins personnels ;
- 5) Un bureau nécessaire à la pratique de certains métiers sans entreposage de matériel ou de stationnement de véhicule lourd tels que pour les électriciens, les plombiers, les menuisiers, les entrepreneurs en construction ;
- 6) Un atelier d'artisan ;
- 7) La location de chambres ;
- 8) Un service de garde en milieu familial ;

- 9) L'hébergement en milieu familial pour des personnes âgées, malades ou en perte d'autonomie ;
- 10) Un gîte touristique.
- 11) Préparation et vente de mets préparés (traiteur) – Usage accessoire autorisé seulement dans la zone A-2.

10.12 Dispositions relatives aux usages accessoires de type commercial autorisés (modifié par 2021-185-27)

Les usages accessoires de type commercial mentionnés à l'article précédent sont autorisés aux conditions supplémentaires suivantes :

- 1) L'usage est exercé par une personne qui réside dans le bâtiment principal ;
- 2) Toute activité reliée à l'exercice d'un usage accessoire doit s'effectuer à l'intérieur du bâtiment principal sauf si spécifiquement autorisée par le présent règlement ;
- 3) Aucune construction accessoire ne peut être affectée en tout ou en partie à un usage accessoire à moins d'être spécifiquement autorisé par le présent règlement;
- 4) Un maximum de 40% de la superficie totale de plancher de l'habitation ou du logement selon le cas, incluant le sous-sol, sert à cet usage ;
- 5) Les pièces de l'usage accessoire doivent avoir une hauteur minimale de 2,29 mètres libre de toute obstruction;
- 6) Aucune marchandise ne doit être déposée ou entreposée à l'extérieur ;
- 7) Aucune modification à l'architecture du bâtiment visible de l'extérieur n'est permise ;
- 8) Aucune vitrine ou fenêtre de montre ne donne vers l'extérieur ;
- 9) Aucune affiche ou publicité ne doit être visible de l'extérieur à l'exception d'une enseigne telle que prescrite à l'article 18.20 du présent règlement;
- 10) Un seul espace de stationnement hors-rue supplémentaire est nécessaire par chambre et un seul espace de stationnement hors-rue supplémentaire est nécessaire pour l'usage accessoire ;
- 11) Au plus deux personnes qui ne résident pas dans le bâtiment principal peuvent être employées pour l'exercice de cet usage accessoire.

10.13 Dispositions supplémentaires relatives à un atelier d'artisan

L'usage accessoire atelier d'artisan doit respecter les conditions supplémentaires suivantes :

- 1) Un atelier d'artisan est autorisé uniquement comme usage accessoire à une habitation unifamiliale isolée;
- 2) Toute activité reliée à l'exercice d'un atelier d'artisan peut s'effectuer à l'intérieur du bâtiment principal ou dans un bâtiment accessoire;
- 3) Lorsque localisé dans un bâtiment accessoire, l'atelier d'artisan peut en occuper toute la superficie.

10.14 Dispositions supplémentaires relatives à la location de chambres

L'usage accessoire « location de chambres » est autorisé aux conditions supplémentaires suivantes :

- 1) L'usage « location de chambres » est autorisé uniquement dans le bâtiment principal ;

- 2) La location d'un maximum de deux (2) chambres à coucher est autorisée ;
- 3) Un maximum de deux personnes par chambre est autorisé ;
- 4) Les équipements de cuisine sont prohibés dans des chambres;
- 5) Toute chambre doit être équipée d'une fenêtre pouvant s'ouvrir de l'intérieur à volonté et d'un avertisseur de fumée fonctionnel ;
- 6) Le bâtiment principal doit être desservi par un réseau d'égout municipal ou par une installation septique de capacité suffisante conforme à la réglementation applicable ;
- 7) L'aménagement de chambres ne doit pas impliquer de modifications de l'apparence extérieure des bâtiments.

10.15 Dispositions supplémentaires relatives à un service de garde en milieu familial

L'usage accessoire de service de garde en milieu familial est autorisé et doit respecter les conditions supplémentaires suivantes :

- 1) L'activité doit être exercée dans le bâtiment principal;
- 2) La superficie totale de plancher consacrée à cette activité ne peut excéder 40 mètres carrés;
- 3) Si l'usage est exercé au sous-sol, ce dernier doit être relié directement au rez-de-chaussée par l'intérieur;
- 4) Si l'usage est exercé dans un bâtiment comptant plus d'un logement, l'aire utilisée pour l'usage ne doit pas être située au-dessus d'un logement ou d'une partie d'un logement occupé par une autre personne que celle qui exerce ledit usage.

10.16 Dispositions relatives aux habitations d'hébergement en milieu familial

L'usage accessoire habitation d'hébergement en milieu familial pour des personnes âgées, malades ou en perte d'autonomie est autorisé et doit respecter les conditions supplémentaires suivantes :

- 1) L'hébergement en milieu familial est autorisé uniquement comme usage accessoire à une habitation unifamiliale isolée;
- 2) Une seule personne qui ne réside pas dans cette habitation peut être employée pour l'exercice de cet usage;
- 3) L'hébergement en milieu familial dessert les personnes âgées autonomes, malades ou en perte d'autonomie ainsi que les personnes possédant un handicap;
- 4) Un maximum de cinq chambres à coucher, à raison d'un maximum de deux occupants par chambre est autorisé;
- 5) Ces chambres doivent être situées au rez-de-chaussée uniquement;
- 6) Un minimum de 0,2 case de stationnement par chambre est exigé;
- 7) Chaque chambre doit être munie d'un avertisseur de fumée fonctionnel;
- 8) Un extincteur portatif de type ABC doit être installé dans la cuisine;
- 9) Les sorties d'urgence doivent être identifiées de façon visible;
- 10) Chaque chambre doit avoir une ouverture donnant directement sur la lumière du jour. Une partie de cette ouverture doit s'ouvrir de l'intérieur sans outil ni connaissances spéciales. Les lanterneaux ou fenêtres de toit ne sont pas considérés comme une ouverture donnant directement sur la lumière du jour;
- 11) L'habitation est reliée à un réseau d'égout municipal ou possède une installation septique conforme à la réglementation en vigueur.

10.17 Dispositions supplémentaires relatives aux gîtes touristiques

L'usage accessoire gîte touristique est autorisé et doit respecter les conditions supplémentaires suivantes :

- 1) Sur tout le territoire de la municipalité, les gîtes touristiques sont autorisés uniquement comme usage accessoire à une habitation unifamiliale isolée;
- 2) Un maximum de cinq chambres à coucher est offert en location;
- 3) Tous les espaces réservés à l'usage du gîte touristique doivent être reliés directement au logement principal par l'intérieur;
- 4) Il ne peut y avoir aucune transformation extérieure du bâtiment à l'exception d'une porte qui peut être aménagée sur la façade arrière ou latérale du bâtiment;
- 5) Aucune chambre n'est permise dans un sous-sol à moins d'être située au même niveau que le sol et être dotée d'une porte donnant accès à l'extérieur;
- 6) Les chambres doivent être dotées d'une ou plusieurs fenêtres pouvant s'ouvrir de l'intérieur à volonté ;
- 7) Chacune des chambres doit être dotée d'un avertisseur de fumée fonctionnel;
- 8) Le bâtiment principal doit être desservi par un réseau d'égout municipal ou par une installation septique de capacité suffisante conforme à la réglementation applicable ;
- 9) Toute enseigne doit être conforme aux dispositions du présent règlement;
- 10) Une case de stationnement par chambre est requise. Ces cases de stationnement doivent être localisées dans les cours latérales ou arrière.

10.18 Dispositions relatives à la garde de poules pondeuses sur les terrains résidentiels de moins de 3 000 mètres carrés (Ajout par 2020-185-19)

La garde des poules pondeuses est autorisée sur un terrain comportant une habitation unifamiliale isolée ou jumelée, telle que définie au règlement de zonage de la Municipalité, conforme ou dérogatoire protégée par droit acquis.

L'usage « habitation » doit être exercé comme usage principal et ne peut être jumelé à un autre usage principal.

La garde est autorisée aux conditions suivantes :

10.18.1 Durée

La garde de poules est autorisée à l'année.

10.18.2 Nombre

Il est autorisé de garder par propriété un maximum de cinq (5) poules pondeuses;

Le coq est interdit.

10.18.3 Dispositions applicables à la garde des poules

Les poules doivent être gardées en tout temps dans le poulailler ou dans l'enclos extérieur.

Le poulailler et l'enclos doivent être reliés et conçus de manière à ce que les poules ne puissent pas en sortir librement. Les poules ne peuvent être gardées dans une cage ou à

l'intérieur d'un logement. Les poules doivent être gardées à l'intérieur du poulailler entre 21 h et 6 h.

NORMES D'IMPLANTATION ET DE CONCEPTION DU POULLAILLER ET DE L'ENCLOS

10.18.4 Implantation

Un seul poulailler incluant l'enclos extérieur est permis par terrain.

Le poulailler et l'enclos doivent être aménagés dans la cour arrière du terrain.

Le poulailler et l'enclos peuvent également être aménagés dans une remise située dans la cour arrière du terrain. Dans ce dernier cas, l'enclos attenant au poulailler doit être extérieur.

Le poulailler, s'il n'est pas localisé dans une remise, est comptabilisé dans le nombre de bâtiments accessoires autorisés sur un terrain.

Le poulailler, qu'il soit dans une remise ou non, et l'enclos doivent respecter les normes d'implantation suivantes :

- a) être situés à une distance minimale de 2 mètres des limites de terrain et de 3 mètres du bâtiment principal;
- b) être situés à une distance minimale de 30 mètres de tout cours d'eau et de tout puits.

10.18.5 Dimensions

Les superficies, volumes intérieurs et hauteurs suivants doivent être respectés pour l'aménagement du poulailler et de l'enclos :

Aménagement	Superficie	Volume intérieur	Hauteur
Poulailler	Minimum 0,4 m ² /poule Maximum 3,5 m ²	Minimum 0,8 m ³ /poule	Maximum 2,5 m
Enclos	Minimum 1 m ² /poule Maximum 10 m ²	-----	Maximum 2,5 m

10.18.6 Matériaux

Les matériaux utilisés pour l'aménagement d'un poulailler et de l'enclos doivent assurer un environnement sécuritaire aux animaux et permettre un nettoyage efficace des installations.

Pour la construction du poulailler, seuls le bois de cèdre et le bois traité ou recouvert de peinture, de vernis, d'huile ou d'enduit cuit sont autorisés, sauf si celui-ci est aménagé à l'intérieur d'une remise. L'enduit utilisé doit être non toxique.

L'enclos extérieur, incluant le toit, et les ouvertures permettant la ventilation du poulailler doivent être grillagés avec une clôture ou un grillage métallisé empêchant les animaux de s'échapper et les prédateurs de s'y introduire.

10.18.7 Conception

Le poulailler doit comporter un toit, permettre une ventilation efficace et assurer, en toute saison, un espace de vie adéquat aux animaux compte tenu de leurs impératifs biologiques et de leur race. Il doit être étanche aux infiltrations d'eau. Si le poulailler est aménagé à l'intérieur d'une remise, celle-ci doit être ventilée et éclairée.

Les animaux doivent avoir accès à un espace ombragé en période de chaleur. En période de froid, le poulailler doit être isolé et muni d'une source de chaleur. Si une lampe chauffante est utilisée, elle doit être grillagée et non-accessible pour les animaux.

Doivent être inclus à l'intérieur du poulailler les aménagements suivants :

Le sol du poulailler et de l'enclos doit être recouvert de litière permettant d'absorber les excréments tels que la paille, les copeaux de bois ou le papier déchiqueté. La litière doit être sèche et absorbante, exempte de produits chimiques, de vermine, d'insectes ou de moisissure.

ENTRETIEN, HYGIENE ET NUISANCES

10.18.8 Exigences

Les exigences d'entretien, d'hygiène et de nuisances suivantes s'appliquent au poulailler et à l'enclos :

- a) Les animaux doivent être gardés dans un environnement propre, sécuritaire et confortable;
- b) Le poulailler et l'enclos doivent être maintenus dans un bon état de propreté. Les excréments doivent être retirés régulièrement et être disposés dans un sac en papier brun ou un sac compostable placé dans le contenant à compost domestique;
- c) Aucune eau de surface ne doit être utilisée pour nettoyer le poulailler, l'enclos ou le matériel servant à abreuver les animaux. L'eau de nettoyage doit demeurer sur le terrain du gardien;
- d) L'entreposage de la nourriture doit se faire dans un endroit sec à l'épreuve des rongeurs et autres prédateurs;

- e) La mangeoire, incluant toute nourriture, et l'abreuvoir doivent être conservés dans le bâtiment de manière à ne pas attirer d'autres animaux. Les animaux doivent avoir accès en tout temps à de la nourriture adaptée à leurs besoins. La nourriture non consommée doit être retirée.
- f) L'eau doit être potable, fraîche et sous forme liquide en tout temps. En période de froid, l'abreuvoir doit être chauffé pour permettre aux animaux de boire;
- g) Aucune odeur ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain du gardien.

10.18.9 Vente

Il est interdit de vendre les poules, les œufs, la viande, le fumier ou toute autre substance ou produit provenant des animaux ainsi gardés.

Aucune enseigne ne doit annoncer la garde des animaux.

10.18.10 Maladies, blessures ou parasites

Le gardien des animaux doit consulter sans délai un vétérinaire lorsqu'il constate des signes de maladies, de blessures ou de parasites.

Tout signe de maladies graves ou contagieuses doit être signalé au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dans les plus brefs délais.

10.18.11 Disposition des animaux morts

Il est interdit de disposer d'un animal mort dans les contenants destinés à la collecte des déchets ou des matières recyclables.

Un animal mort doit être retiré de la propriété dans un délai de 24 heures.

10.18.12 Fin de la garde des animaux

Le gardien qui souhaite se départir de ses animaux doit en disposer de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- a) Faire don de ses animaux à un gardien exerçant la même activité ou à une exploitation agricole disposée à les accueillir;
- b) Mandater un vétérinaire pour qu'il procède à leur euthanasie;
- c) Mandater un abattoir agréé pour qu'il procède à leur abattage.

Le gardien d'un animal ne peut procéder ou permettre qu'une autre personne non visée aux paragraphes précédents procède à son abattage sur son terrain ou sur tout autre terrain.

Il est interdit de laisser les animaux en liberté sur les rues et places publiques pour s'en départir.

10.19 Dispositions générales relatives aux unités d'habitation accessoires (Ajout par 2024-185-31) (Modifié par 2025-185-34)

Pour la zone blanche de la Municipalité et selon les dispositions de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* en zone verte, une unité d'habitation accessoire (UHA) est autorisée comme usage accessoire à un usage résidentiel. L'unité d'habitation accessoire est assujettie aux conditions suivantes :

Dispositions générales :

- a) Une seule habitation accessoire est autorisée par habitation principale;
- b) Le terrain doit être conforme aux règles de lotissement de la Municipalité de Mont-Saint-Grégoire ou bénéficié d'un droit acquis sur un lot dérogatoire;
- c) Une case de stationnement hors rue doit être disponible ou aménagée à même l'aire de stationnement de l'habitation principale;
- d) Toutes les constructions d'unité d'habitation accessoires doivent être soumises à un PIIA;
- e) L'unité d'habitation accessoire doit utiliser la même entrée de service pour les égouts sanitaire et pluvial que l'habitation principale;
- f) L'unité d'habitation accessoire ne peut, en aucun temps, être branchée sur la même installation septique que le bâtiment principal;
- g) L'unité d'habitation accessoire doit disposer de son propre chauffe-eau;
- h) L'unité d'habitation accessoire doit disposer d'un numéro civique distinct du logement principal, attribué par la Municipalité de Mont-Saint-Grégoire;
- i) L'unité d'habitation accessoire doit posséder une entrée indépendante et au minimum 2 corridors de sortie vers l'extérieur.

10.19.1 Dispositions relatives aux unités d'habitation accessoires détachées

Une unité d'habitation accessoire détachée peut être sous forme d'appartement accessoire ou d'appartement intégré à un bâtiment accessoire. L'unité d'habitation accessoire détachée est assujettie aux conditions suivantes :

Dispositions pour les unités d'habitation accessoires détachées :

- a) L'unité d'habitation accessoire doit se trouver en marge arrière ou latérale du terrain;
- b) L'unité d'habitation accessoire doit être construite sur une fondation en béton ou sur pieux vissés et être certifiée par un professionnel, membre d'un ordre professionnel compétent en la matière;
- c) L'unité d'habitation accessoire doit comporter un seul étage au-dessus du sous-sol, d'un garage ou de la fondation;
- d) Une allée piétonne d'une largeur de 1,2 mètre doit être aménagée afin de relier l'aire de stationnement à l'unité d'habitation accessoire;

- e) L'unité d'habitation accessoire doit être munie d'une isolation complète 4 saisons;
- f) Si l'unité d'habitation accessoire est accessible par un escalier, celui-ci devra se trouver à l'arrière ou à l'intérieur même du bâtiment;
- g) En zone agricole, l'unité d'habitation accessoire doit être implantée dans l'aire de droit acquis ou dans une superficie bénéficiant déjà d'une autorisation de la CPTAQ avant l'entrée en vigueur du règlement.

Tableau des distances séparatrices et superficie d'une UHA

Hauteur maximale	La hauteur de l'UHA ne peut dépasser la hauteur du bâtiment principal
Superficie minimale	30 m ²
Superficie maximale	50 % de la superficie de l'aire de plancher habitable du bâtiment principal, excluant le garage et le sous-sol
Distance minimale du bâtiment principal	3 mètres
Distance minimale d'un bâtiment accessoire	3 mètres
Distance minimale de la fosse septique	1,5 mètre
Distance minimale du champ d'épuration	3 mètres
Distance minimale du puits ou d'une conduite de puits	3 mètres
Distance minimale de la marge de recul latérale et arrière <ul style="list-style-type: none"> • Mur sans ouverture ou avec fenêtre givrée • Mur avec ouverture 	<p>Selon les distances prescrites à la Grille des usages et des normes en vigueur pour le bâtiment principal</p> <p>3 mètres</p>

SECTION 11 USAGES COMMERCIAUX

11.1 Usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage commercial

Les usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage commercial sont d'une manière non limitative et conformément au présent règlement, les suivants :

- 1) Une cabine de service pour un poste de distribution d'essence et de carburant ;
- 2) Un lave-auto, un poste de distribution de carburant ou un atelier mécanique, pour une station-service ;
- 3) Un entrepôt pour un commerce de vente au détail ;
- 4) Un garage de service pour un vendeur de véhicules neufs ;
- 5) Un kiosque de perception pour un terrain de stationnement ;
- 6) Une terrasse ;
- 7) Un stationnement, un quai de chargement et de déchargement ;
- 8) L'entreposage extérieur ;
- 9) Une fournaise extérieure ;
- 10) Une enseigne ;
- 11) Une antenne domestique ;
- 12) Une éolienne domestique ;
- 13) Un espace pour le remisage des déchets ;
- 14) Des appareils de climatisation et d'échange thermique.

11.2 Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires à un usage commercial (modifié par 2013-185-02) (modifié par 2015-185-06)

Les constructions et les bâtiments accessoires à un usage commercial sont autorisés aux conditions supplémentaires suivantes :

- 1) Il ne peut y avoir plus de **trois** bâtiments accessoires par bâtiment principal ;
- 2) Toute construction ou bâtiment accessoire est autorisé uniquement dans les cours latérales et arrière;
- 3) Un bâtiment accessoire doit être implanté à au moins 3 mètres de tout bâtiment si sa superficie est égale ou inférieure à 15 m² et à au moins 6 mètres si sa superficie est supérieure à 15 m². Aucune distance minimale n'est requise pour une terrasse ;
- 4) La superficie cumulative des bâtiments accessoires ne peut excéder 25% de la superficie du terrain sans toutefois excéder la superficie du bâtiment principal.
- 5) Une construction ou un bâtiment accessoire ne peut avoir plus d'un étage et demi ni avoir une hauteur supérieure à 7,50 mètres mesurée à partir du niveau moyen du sol jusqu'au faite du toit ou de sa partie la plus élevée ou avoir une hauteur supérieure au bâtiment principal;
- 6) Le traitement architectural du bâtiment accessoire doit être le même que celui du bâtiment principal ou s'harmoniser avec celui-ci.
- 7) **Les bâtiments accessoires doivent respecter des marges de recul latérales et arrières minimales de 2 mètres.**

11.3 Dispositions supplémentaires relatives aux terrasses

La construction et l'implantation d'une terrasse doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Les terrasses sont autorisées uniquement pour les établissements reliés à la restauration et à la consommation de boissons alcoolisées ;
- 2) La terrasse doit être contiguë au local occupé par l'établissement qu'elle dessert et peut être localisée dans les cours avant, arrière et latérales;
- 3) La distance minimale entre la terrasse et une limite de propriété est de un mètre et de 60cm de l'emprise d'une rue ;
- 4) Une terrasse doit être localisée à une distance minimale de quinze mètres (15m) d'une zone résidentielle ;
- 5) Une terrasse doit être isolée de toute voie publique par une clôture ;
- 6) Une terrasse ne doit pas empiéter dans les espaces réservés au stationnement ;
- 7) Aucune représentation de spectacle, danse ou événement similaire ne sont autorisés sur la terrasse ;
- 8) Les places disponibles sur la terrasse ne doivent pas être prises en compte dans le calcul du nombre minimal de cases de stationnement hors rue exigé pour l'usage principal ;
- 9) Un toit, un auvent ou une marquise amovible est autorisé pour protéger la terrasse à la condition d'être installé uniquement durant la période comprise entre le 31 mars et le 30 novembre d'une même année, d'être composé de matériaux incombustibles et ignifugés, et d'être situé à une distance minimale de 45 cm d'une ligne de terrain et de l'emprise de la rue ;
- 10) Aucun haut-parleur ou autre dispositif d'amplification du son ne doit être installé sur la terrasse à l'extérieur du bâtiment principal

11.4 Dispositions supplémentaires relatives aux aménagements des terrains commerciaux (ajout par 2015-185-06)

Une bande-tampon, doit être aménagée sur tout terrain, supportant un usage commercial, contigu à une zone ou terrain résidentiel.

Une bande-tampon, doit être aménagée sur tout terrain, supportant un usage commercial, contigu à une zone ou terrain d'usage public.

Dans le cas où une rue sépare ces usages, aucune bande-tampon n'est requise;

L'obligation d'aménagement de la bande-tampon est requise lors de l'implantation d'un nouvel usage, l'ajout d'un usage ou le changement d'usage.

Lorsqu'une servitude pour le passage de services publics souterrains grève le terrain ou en présence de toute construction ou équipement souterrain ne permettant pas la réalisation de la bande-tampon conformément aux dispositions du présent article, celle-ci doit alors être aménagée aux limites de cette servitude, ou équipements ou constructions;

L'aménagement de la bande-tampon doit être terminé dans les 12 mois suivant l'émission du certificat d'autorisation autorisant les opérations commerciales faisant l'objet de l'obligation d'aménagement de la bande-tampon.

11.5 Dispositions spécifiques à un centre équestre (ajout par 2021-185-25) (remplacé par 2024-185-32)

Lorsqu'autorisé dans la grille des usages et normes dans la zone de référence, le propriétaire d'un centre équestre doit :

- 1) Avoir un nombre d'unités animales réglementaire en fonction du calcul des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs (déjections);
- 2) Produire un rapport d'agronome afin de définir sa production de phosphore durant une année, à la demande de la Municipalité;
- 3) Respecter toutes les distances réglementaires par rapport aux puits et aux cours d'eau;
- 4) Prendre entente avec un agriculteur pour assurer l'épandage de son fumier, le cas échéant.

SECTION 12 USAGES INDUSTRIELS

12.1 Usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage industriel

Les usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage industriel sont d'une manière non limitative et conformément au présent règlement, les suivants :

- 1) Une cafétéria à l'usage exclusif des personnes qui travaillent dans le bâtiment industriel ;
- 2) Un bâtiment servant à l'entreposage des marchandises ;
- 3) Un abri pour les matériaux de construction ;
- 4) L'entreposage extérieur de marchandises requis par le type d'exploitation ;
- 5) Un espace à bureaux servant à l'administration de l'établissement industriel ;
- 6) Un comptoir de service à la clientèle ou de vente au détail n'excédant pas 5% de la superficie totale de plancher du bâtiment principal ;
- 7) Un stationnement, un quai de chargement et de déchargement ;
- 8) L'entreposage extérieur ;
- 9) Une fournaise extérieure ;
- 10) Une enseigne ;
- 11) Une antenne domestique;
- 12) Une éolienne domestique;
- 13) Un espace pour le remisage des déchets ;
- 14) Des appareils de climatisation et d'échange thermique.

12.2 Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires

Les constructions et les bâtiments accessoires à un usage industriel sont autorisés aux conditions supplémentaires suivantes :

- 1) Le bâtiment ou la construction ne peut avoir plus de un étage ;
- 2) Les marges de recul minimales sont celles prescrites pour le bâtiment principal ;

- 3) Un bâtiment, une construction ou un équipement accessoire ne peut être implanté à moins de six mètres d'un autre bâtiment ou construction.

12.3 Dispositions supplémentaires relatives aux aménagements des terrains industriels (ajout par 2015-185-06)

Une bande-tampon, doit être aménagée sur tout terrain, supportant un usage industriel, contigu à une zone ou terrain résidentiel.

Une bande-tampon, doit être aménagée sur tout terrain, supportant un usage industriel, contigu à une zone ou terrain d'usage public.

Dans le cas où une rue sépare ces usages, aucune bande-tampon n'est requise;

L'obligation d'aménagement de la bande-tampon est requise lors de l'implantation d'un nouvel usage, l'ajout d'un usage ou le changement d'usage.

Lorsqu'une servitude pour le passage de services publics souterrains grève le terrain ou en présence de toute construction ou équipement souterrain ne permettant pas la réalisation de la bande-tampon conformément aux dispositions du présent article, celle-ci doit alors être aménagée aux limites de cette servitude, ou équipements ou constructions;

L'aménagement de la bande-tampon doit être terminé dans les 12 mois suivant l'émission du certificat d'autorisation autorisant les opérations industrielles faisant l'objet de l'obligation d'aménagement de la bande-tampon.

SECTION 13 USAGES COMMUNAUTAIRES

13.1 Usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage communautaire

Les usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage communautaire sont d'une manière non limitative et conformément au présent règlement, les suivants :

- 1) Un chalet sportif, une piscine, des équipements de jeux pour un parc ou un espace vert ;
- 2) Un parc, des équipements de jeux, un gymnase, une piscine, une garderie pour une école ;
- 3) Un bâtiment d'entreposage d'équipement d'entretien ;
- 4) Un presbytère pour une église ;
- 5) Une résidence pour personnel pour une maison d'enseignement ;
- 6) Un stationnement, un quai de chargement et de déchargement ;
- 7) Une fournaise extérieure ;
- 8) Une enseigne ;
- 9) Une antenne domestique ;
- 10) Une éolienne domestique ;
- 11) Un espace pour le remisage des déchets ;
- 12) Des appareils de climatisation et d'échange thermique.

13.2 Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires

Les bâtiments accessoires à un usage communautaire sont autorisés aux conditions supplémentaires suivantes :

- 1) Les marges de recul à respecter ainsi que la hauteur maximale permise sont celles prescrites à la grille des usages et des normes pour un bâtiment principal ;
- 2) La distance minimale d'un bâtiment ou d'une construction accessoire de tout bâtiment existant sur le terrain est de six mètres (6m).

version administrative

SECTION 14 USAGES AGRICOLES

14.1 Usages, constructions et bâtiments accessoires

Les usages, constructions et bâtiments accessoires à un usage agricole sont, d'une manière non limitative et conformément au présent règlement, les suivants :

- 1) Les résidences rattachées à l'exploitation agricole ou celle érigées en vertu des droits et privilèges accordés en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec (L.R.Q., c. P-41.1) ;
- 2) Les usages, les constructions et les bâtiments accessoires reliés à l'usage résidentiel autorisés par le présent règlement;
- 3) Les bâtiments et constructions afférents et requis par le type d'exploitation agricole, notamment une grange, une écurie, une serre, une remise à machinerie, un entrepôt, un silo, un séchoir, un lieu d'entreposage des fumiers, un kiosque de vente de produits agricoles, une résidence saisonnière;
- 4) Un stationnement;
- 5) Une fournaise extérieure;
- 6) Une éolienne domestique;
- 7) Une antenne domestique;
- 8) Une enseigne;
- 9) L'entreposage extérieur ;
- 10) Des appareils de climatisation et d'échange thermique.

14.2 Dispositions relatives aux constructions et bâtiments accessoires à un usage agricole (modifié par 2017-185-10)

Les constructions et bâtiments accessoires à un usage agricole doivent respecter les conditions supplémentaires suivantes :

- 1) À l'exception d'une résidence **et des bâtiments accessoires résidentiels**, une construction ou un bâtiment accessoire doit respecter les marges de recul suivantes :
 - a) marge de recul avant : 15 mètres
 - b) marge de recul latérale : 5 mètres
 - c) marge de recul arrière : 5 mètres
- 2) La hauteur maximale permise est celle prescrite à la grille des usages et des normes pour un bâtiment principal;
- 3) Un bâtiment accessoire doit être situé à une distance minimale de 10 mètres d'un cours d'eau, de 5 mètres d'un fossé de drainage mesuré à partir du sommet du talus et de 10 mètres de toute résidence.
- 4) **Une résidence permanente ou saisonnière doit respecter les marges de recul indiquées à la « Grille des usages et normes » dans la colonne réservée aux usages résidentiels de la zone où elle est située, et ce à l'intérieur des limites imposées par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec (LRQ, c P-41-1).**
- 5) **Les usages, les constructions et les bâtiments accessoires résidentiels reliés à une résidence doivent respecter les conditions de la section 10 du règlement, et ce, à l'intérieur des limites imposées par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec (LRQ, c P-41-1).»**

14.3 Dispositions relatives aux kiosques de vente de produits agricoles

En zone agricole un kiosque de vente de produits agricoles résultant de l'exploitation agricole où il se situe est autorisé aux conditions supplémentaires suivantes:

- 1) Un seul kiosque de vente de produits agricoles est autorisé par exploitation agricole;
- 2) Ce kiosque doit être conforme aux exigences de construction des bâtiments accessoires du présent règlement;
- 3) La superficie maximale autorisée est de 40 mètres carrés ;
- 4) Ce kiosque doit être distant d'au moins 10 mètres de la ligne d'emprise de la voie publique ;
- 5) Un minimum de quatre cases de stationnement hors rue est requis.

14.4 Dispositions supplémentaires relatives à une résidence saisonnière

Une résidence saisonnière pour les employés d'une exploitation agricole est autorisée dans les zones A, AT, TA et PN aux conditions suivantes :

- 1) La résidence saisonnière est réservée exclusivement aux employés saisonniers de l'exploitation agricole;
- 2) La résidence saisonnière doit comporter un seul étage et être munie de fondations permanentes continues. Dans le cas d'une résidence d'une superficie inférieure à 25 mètres carrés, les fondations sur pieux de béton à l'épreuve du gel sont autorisées;
- 3) La résidence saisonnière doit respecter les marges de recul prévues pour un bâtiment agricole;
- 4) Le type de matériaux de revêtement extérieur utilisé ainsi que toute autre disposition architecturale applicable contenue au présent règlement doivent être respectés;
- 5) L'isolation minimale des murs et du toit est de R12;
- 6) Une résidence saisonnière doit être munie de fenêtres pouvant s'ouvrir de l'intérieur à volonté et d'un avertisseur de fumée fonctionnel;
- 7) Un minimum de deux issues est exigé à l'exception des résidences d'une superficie inférieure à 25 mètres carrés où une seule issue est requise;
- 8) Une résidence saisonnière doit être munie d'un système de chauffage autre que le bois;
- 9) Si la résidence est alimentée en eau potable, elle doit être munie d'une installation septique conforme à la réglementation applicable ;
- 10) L'exploitant agricole peut également utiliser une roulotte ou un véhicule motorisé pour héberger les travailleurs saisonniers aux conditions suivantes :
 - a) cette roulotte ou ce véhicule motorisé doit être utilisé de façon saisonnière et temporaire du 1^{er} mai au 30 octobre d'une même année ;
 - b) cette roulotte ou ce véhicule motorisé doit être implanté à une distance minimale de 30 mètres de la voie publique et de 15 mètres d'une ligne de propriété. En aucun temps une roulotte ou un véhicule motorisé ne peut être visible de la rue;
 - c) les réservoirs sanitaires de cette roulotte ou ce véhicule motorisé doivent être vidangés au besoin soit dans la fosse septique de la résidence de l'exploitant, soit dans un endroit autorisé spécialement conçu à ces fins;
 - d) cette roulotte ou ce véhicule motorisé doit être remisé dans un bâtiment lorsqu'il n'est pas utilisé.

SECTION 15 USAGES, CONSTRUCTIONS ET BÂTIMENTS ACCESSOIRES AUTORISÉS À PLUSIEURS USAGES

15.1 Dispositions relatives à un espace pour le remisage des déchets

Lorsqu'autorisées par le présent règlement, la construction et l'implantation d'un espace pour le remisage des déchets ou d'un conteneur à ordures doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) La distance minimale par rapport aux limites de la propriété est de deux mètres;
- 2) Tout établissement commercial, industriel et communautaire doit être pourvu d'un espace ou d'un conteneur suffisant pour le remisage des déchets, rebuts et vidanges destinés à la collecte;
- 3) Cet espace ou ce conteneur peut être communautaire dans le cas de plusieurs établissements opérant dans un même bâtiment ou situés sur le même terrain;
- 4) Cet espace ou ce conteneur doit être situé dans la cour arrière ou latérale et être clôturé ou dissimulé par un mur écran opaque de sorte que les objets remisés temporairement ne soient pas visibles de la rue ou des propriétés voisines situées sur la même rue;
- 5) Le mur écran doit être conçu ou fait d'un matériau qui s'harmonise aux matériaux de parement extérieur du bâtiment principal et la clôture d'un matériau autorisé.

15.2 Dispositions supplémentaires relatives aux appareils de climatisation et d'échange thermique

Les appareils de climatisation ou d'échange thermique sont autorisés à l'intérieur des cours latérales et arrière. Ils doivent être implantés à une distance minimale de 1,5 mètre des limites de propriété. Lorsqu'ils sont implantés à l'intérieur d'une cour latérale, ils doivent être dissimulés par des aménagements paysagers. Ces appareils sont également autorisés sur les toits des bâtiments, ils doivent alors s'intégrer aux caractéristiques architecturales du bâtiment et ne pas être visibles de la voie publique. Les appareils saisonniers ne sont pas assujettis au présent article.

15.3 Dispositions supplémentaires relatives aux fournaies extérieures

La construction et l'implantation d'une fournaie extérieure sont autorisées et doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Seules sont autorisées comme fournaies extérieures, les fournaies homologuées respectant la norme EPA, préfabriquées en usine et destinées à être utilisées à l'extérieur dont les seuls combustibles sont le bois, le grain, les granules de bois ou la paille;
- 2) Les fournaies extérieures sont interdites dans les zones situées dans le périmètre d'urbanisation et dans les zones RAG;
- 3) Une seule fournaie extérieure par propriété est autorisée et ce, dans les cours latérales et arrière seulement;
- 4) Une fournaie extérieure doit être localisée à une distance minimale de 100 mètres de toute résidence existante qui n'est pas située sur la même propriété;

- 5) Une fournaise extérieure doit avoir une cheminée d'une hauteur minimale de 6 mètres au dessus du niveau du sol ou être aussi haute que le toit de la résidence du propriétaire lorsque celle-ci est située à moins de 30 mètres de la fournaise;
- 6) La distance minimale de toutes lignes de terrain latérales et arrière est de 5 mètres;
- 7) La distance minimale de tout bâtiment ou accessoire est de 10 mètres;
- 8) Il est interdit de brûler les matériaux suivants dans une fournaise extérieure :
 - a) les déchets incluant de manière non limitative : la nourriture, les emballages, les carcasses d'animaux, la peinture, le matériel contenant de la peinture, les débris de démolition ou de construction, et autres déchets;
 - b) les huiles usées et les autres produits pétroliers ;
 - c) l'asphalte et les autres produits contenant de l'asphalte ;
 - d) le bois peint ou traité, et de manière non limitative, le contreplaqué, et les autres sous-produits du bois ;
 - e) le plastique, les contenants de plastique et de manière non limitative le nylon, le pvc, le polystyrène, la mousse d'uréthane et les autres matières synthétiques ;
 - f) le caoutchouc incluant de manière non limitative les pneus et les sous-produits du caoutchouc ;
 - g) le papier, le carton et les matières devant être récupérées dans le cadre de la collecte sélective régie par la municipalité.

15.4 Dispositions relatives à l'entreposage extérieur

Lorsqu'autorisé par le présent règlement, l'entreposage extérieur doit respecter les conditions suivantes :

- 1) L'entreposage extérieur est accessoire à un usage principal en exercice sur le terrain;
- 2) L'entreposage extérieur est autorisé dans les cours latérales et arrière uniquement;
- 3) Les objets entreposés sont contenus dans un enclos ceinturé d'une clôture ajourée d'au plus 10%, d'une hauteur minimale de 2 mètres et d'au plus 2,5 mètres sauf pour les usages agricoles;
- 4) La hauteur des empilements ne doit pas dépasser la hauteur de la clôture à l'exception de l'entreposage de matériaux granulaires en vrac;
- 5) L'aire destinée à l'entreposage extérieur doit être bien entretenue et drainée adéquatement de manière à éviter l'accumulation d'eau ou de boue.
- 6) L'entreposage extérieur de bois de chauffage est autorisé dans les cours latérales et arrière sans être clôturé aux conditions suivantes :
 - a) La hauteur des empilements est inférieure à 1,5 mètre ;
 - b) La quantité de bois de chauffage entreposé est inférieure à 15 cordes soit 60 m³ de bois.

Nonobstant les dispositions du deuxième alinéa, l'entreposage de véhicules automobiles, aratoires, récréatifs de même que l'entreposage de roulottes, bateaux et autres véhicules du même genre est autorisé dans la cour avant à la condition que ces véhicules soient destinés à la vente ou à la location, qu'ils soient propres et disposés sur le terrain de façon ordonnée.

15.5 Dispositions relatives aux antennes domestiques

Lorsqu'autorisées par le présent règlement, la construction et l'implantation d'une antenne domestique doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) L'installation d'une seule antenne parabolique domestique d'une dimension supérieure à 60 centimètres est autorisée sur un terrain uniquement dans les cours arrière et latérales. Une telle antenne doit se situer à au moins 4 mètres des lignes arrière et latérales du terrain et avoir une hauteur maximale de 5 mètres.
- 2) L'installation d'une antenne parabolique domestique d'une dimension inférieure à 60 centimètres est autorisée à raison d'une seule par unité de logement ou par établissement. Elle peut être installée sur les murs latéraux et arrière ou sur les versants avant, arrière ou latéraux du toit d'un bâtiment principal ou accessoire. Une telle antenne ne peut être installée sur le sol ni sur un arbre.
- 3) L'installation d'une seule antenne domestique autre que parabolique est autorisée et ce, uniquement dans les cours arrière et latérales. Sa hauteur ne doit pas dépasser 10 mètres et être localisée à un minimum de 1,5 mètre des limites de propriété.

15.6 Dispositions supplémentaires relatives aux éoliennes domestiques

Lorsqu'autorisées par le présent règlement, la construction et l'implantation d'une éolienne domestique doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Une seule éolienne domestique est autorisée par propriété ;
- 2) L'éolienne doit être localisée à une distance minimale équivalente à deux fois sa hauteur hors tout d'une résidence voisine et à un minimum de trois mètres (3m) d'une ligne de terrain latérale ou arrière ;
- 3) Une éolienne domestique doit être localisée à une distance équivalente à sa hauteur plus cinq (5) mètres de tout câble électrique aérien ;
- 4) Le raccordement d'une éolienne domestique aux bâtiments qu'elle dessert doit être souterrain ;
- 5) La partie mobile d'une éolienne domestique doit avoir un diamètre maximal de deux mètres (2m) ;
- 6) Une éolienne domestique doit être entretenue et maintenue en bon état de fonctionnement afin d'assurer un niveau sonore respectable pour le voisinage et le bien-être de la communauté.

SECTION 16 DISPOSITIONS RELATIVES AUX USAGES ET AUX BÂTIMENTS TEMPORAIRES

16.1 Vestibule d'entrée temporaire (tambour)

L'installation temporaire d'un vestibule d'entrée (tambour) est autorisée entre le 15 octobre d'une année et le 15 avril de l'année suivante. Ce tambour doit s'harmoniser au bâtiment auquel il est joint et ne pas être érigé à moins de un mètre de toute limite de terrain ou de la rue.

16.2 Abri d'auto hivernal

Un abri d'auto hivernal est autorisé aux conditions suivantes :

- 1) Un seul abri d'auto hivernal est autorisé par terrain ;
- 2) Cet abri est autorisé uniquement du 15 octobre d'une année au 15 avril de l'année suivante ;
- 3) Cet abri doit être confectionné de toiles ou de panneaux mobiles et translucides ;
- 4) Une marge de recul avant minimale de deux mètres doit être respectée.

16.3 Vente de garage

Les ventes de garage sont autorisées aux conditions suivantes :

- 1) Deux ventes de garage sont autorisées par année, par propriété ;
- 2) La durée maximale d'une vente de garage est de trois jours.

16.4 Bâtiment de chantier

Seuls les bâtiments temporaires requis durant la construction d'édifices ou l'exécution de travaux publics pour des fins de bureau temporaire ou d'entreposage temporaire de matériaux et d'outillage sont autorisés aux conditions suivantes :

- 1) Les bâtiments de chantier sont autorisés sur le terrain faisant l'objet des travaux uniquement ;
- 2) Ces bâtiments ne peuvent demeurer sur le terrain que pour une période maximale de douze mois et doivent être enlevés ou démolis dans les quatorze jours suivant la fin des travaux;
- 3) Un bâtiment de chantier ne peut servir à l'habitation ;
- 4) Une fois les travaux complétés le bâtiment de chantier ne peut servir d'annexe, d'agrandissement ou de bâtiment accessoire au bâtiment ou à l'usage principal.

16.5 Marchés champêtres

Un marché champêtre est autorisé aux conditions suivantes ;

- 1) Être situé dans la zone P-4 ;
- 2) Les bâtiments utilisés doivent être démantelés à la fin des activités ;
- 3) Le site doit être nettoyé et laissé dans un état de propreté à la fin des activités.

16.6 Bâtiments de cirque forain, de foire agricole ou d'événements spéciaux

Les bâtiments de cirque forain, de foire agricole ou d'événements spéciaux sont autorisés. Ces bâtiments peuvent être érigés cinq jours avant l'événement et doivent être enlevés cinq jours suivant la fin des activités. Le site doit être nettoyé et laissé dans un état de propreté à la fin des activités.

16.7 Cantines mobiles (ajout par 2015-185-06)

Les cantines mobiles ne sont pas autorisées sur le territoire de la municipalité sauf aux conditions de l'article 16.6.

version administrative

SECTION 17 DISPOSITIONS RELATIVES AU STATIONNEMENT

17.1 Obligation d'aménager un stationnement

Un permis de construction ou un certificat d'autorisation ne peut être émis à moins qu'il n'inclue l'aménagement de cases de stationnement hors rue conformément aux dispositions suivantes :

Tout établissement doit prévoir des espaces qui sont réservés et aménagés pour le stationnement de véhicules automobiles. Cette condition s'applique aux travaux d'agrandissement et de construction d'un bâtiment, à l'aménagement d'un terrain et au changement d'usage d'un immeuble.

Tout terrain de stationnement doit être maintenu jusqu'à concurrence des exigences du présent règlement.

17.2 Détermination du nombre de cases requis

Le nombre de cases de stationnement requis est déterminé comme suit:

- 1) Lorsque le terrain est affecté à plusieurs usages, le nombre minimal de cases de stationnement requis correspond à la somme du nombre minimal de cases requis pour chacun des usages;
- 2) Toute fraction supérieure à une demie doit être considérée comme une case additionnelle;
- 3) Lors d'un agrandissement, le nombre minimal de cases additionnelles requis est fixé selon l'usage pour l'agrandissement seulement et à partir de la situation existante que celle-ci soit conforme ou non;
- 4) Pour tous les usages non mentionnés spécifiquement, le nombre minimal de cases de stationnement requis est établi en appliquant la norme de l'usage s'y apparentant le mieux;
- 5) Si pour un établissement, deux normes relatives au nombre minimal de cases de stationnement requis lui sont applicables, la norme la plus exigeante s'applique ;

17.3 Nombre de cases de stationnement requis (modifié par 2019-185-14)

Le nombre minimal de cases de stationnement requis pour un usage doit répondre aux exigences suivantes :

Résidentiel		Nombre minimal de cases de stationnement requis
Unifamiliale, bifamiliale, trifamiliale, multifamiliale, mixte, maison mobile	R1 à R6	1 case par logement; 0,5 case par chambre d'une maison privée d'hébergement.
Commercial		C
Services professionnels et d'affaires	C-1	1 case par 30 mètres carrés de superficie de plancher
Commercial de vente au détail	C-2	1 case par 30 mètres carrés de superficie de plancher
Commercial de vente en gros	C-3	1 case par 75 mètres carrés de superficie de plancher
Services reliés aux véhicules	C-4	2 cases par baie de réparation
Restauration et consommation de boissons alcoolisées	C-5	1 case par 4 places assises
Établissements d'hébergement	C-6	1 case par chambre
Services récréatifs, sportifs et culturels	C-7	1 case par 30 mètres carrés de superficie de plancher
Industriel		I
Industrie	I1 à I4	1 case par 100 mètres carrés de superficie de plancher plus 0,5 case par employé
Communautaire		P
Communautaire, institutionnel et administratif, récréatif, utilité publique	P1 à P3	1 case par 30 mètres carrés de superficie de plancher
Agricole		A
Services, commerces et industries reliées aux ressources naturelles	A5	1 case par 75 mètres carrés de superficie de plancher

17.4 Aménagement des stationnements

Dans tous les cas, les cases de stationnement doivent être situées sur le même terrain que l'usage desservi ou sur un terrain adjacent à l'usage desservi pourvu que cet espace de stationnement soit garanti par servitude notariée et enregistrée ou d'une autre façon et soit situé à une distance de moins de 150 mètres de l'usage desservi.

- 1) Aucun stationnement ne peut être aménagé à moins de 60 cm d'une limite de terrain et de 1,5 mètre d'une emprise de rue.

- 2) Les cases de stationnement doivent être implantées de telle sorte que toutes les manœuvres de stationnement se fassent en dehors de la voie publique sauf pour les usages résidentiels de faible densité.
- 3) Les stationnements publics, commerciaux, industriels ou communautaires doivent faire l'objet d'un aménagement paysager à l'aide d'arbres, d'arbustes ou de haies.
- 4) L'éclairage d'un terrain de stationnement ne doit en aucun cas, par son intensité ou sa brillance, causer des inconvénients ou des nuisances aux occupants ou aux usages sur les terrains adjacents.

17.5 Dimensions des cases de stationnement et des allées de circulation

Les dimensions minimales des cases de stationnement et des allées de circulation donnant accès aux cases doivent être conformes aux normes édictées dans le tableau suivant, selon le cas :

Angle des cases	Largeur de l'allée de circulation		Largeur de la case (m)	Longueur de la case (m)
	Sens unique(m)	Double sens(m)		
0°	3,0	6,0	2,5	6,0
30°	3,3	6,0	2,5	5,5
45°	4,0	6,0	2,5	5,8
60°	5,5	6,0	2,5	6,1
90°	6,0	6,7	2,5	7,0

17.6 Entrées charretières

- 1) L'entrée charretière de tout stationnement ne peut se situer à moins de sept mètres (7m) d'une intersection, mesuré à partir du point d'intersection des lignes de rues.
- 2) Le nombre d'entrées charretières est limité à deux par terrain. La distance minimale entre ces deux accès est de six mètres (6m). Dans le cas d'un lot de coin une entrée charretière additionnelle est autorisée.
- 3) La largeur maximale d'une entrée charretière est de 6 mètres pour un usage résidentiel, 8 mètres pour un usage agricole, 11 mètres pour un usage commercial ou communautaire et 15 mètres pour un usage industriel.

17.7 Entretien des espaces de stationnement

- 1) La surface de l'aire de stationnement doit être pavée ou autrement recouverte de manière à éliminer tout soulèvement de poussière et formation de boue.
- 2) Les espaces libres situés entre l'emprise de la voie de circulation et les cases ou les allées d'un stationnement doivent être gazonnées et faire l'objet d'un aménagement paysager. En aucun temps ces espaces ne peuvent être asphaltés.

- 3) Les allées d'accès et les allées de circulation d'un stationnement ne doivent en aucun temps être utilisées pour le stationnement des véhicules.
- 4) Tout espace de stationnement doit être maintenu en bon état d'entretien afin d'en assurer l'accessibilité en tout temps.
- 5) Aucun entreposage ou remisage n'est permis dans un espace de stationnement.

17.8 Stationnement pour handicapé

Pour un stationnement desservant un usage autre que résidentiel, un minimum de une case de stationnement d'une largeur minimale de 3 mètres réservée aux personnes handicapées est exigé. Cette case de stationnement doit être localisée à proximité de l'entrée principale du bâtiment ou de l'usage desservi.

17.9 Baie de chargement et de déchargement

Tout bâtiment commercial et industriel doit être doté d'une baie de chargement et de déchargement aménagée dans les cours arrière ou latérales. Lors des opérations de chargement et de déchargement, les véhicules ne doivent pas empiéter sur le domaine public ou bloquer la circulation dans l'espace réservé au stationnement.

Une baie de chargement et de déchargement doit avoir une largeur minimale de 3,5 mètres, une longueur minimale de 9,2 mètres et une hauteur libre minimale de 4,3 mètres.

SECTION 18 DISPOSITIONS RELATIVES À L’AFFICHAGE

18.1 Enseignes autorisées sans autorisation préalable

Les enseignes suivantes sont autorisées sans autorisation préalable :

- 1) Une enseigne permanente ou temporaire émanant d’une autorité publique, municipale, régionale, provinciale ou fédérale ;
- 2) Une enseigne commémorant un fait public ou un fait historique ;
- 3) Une enseigne se rapportant à la circulation et la commodité du public, y compris une enseigne indiquant un danger ou identifiant les cabinets d’aisance, les entrées de livraison pourvu qu’elles n’aient pas plus de 0,5 m² ;
- 4) Une enseigne identifiant l’architecte, l’ingénieur, l’entrepreneur et les sous-entrepreneurs d’une construction pourvu qu’elle n’ait pas plus de 3m² et que sa hauteur ne dépasse pas 3m mesuré à partir du niveau du sol ;
- 5) Une enseigne indiquant les heures des offices et des activités religieuses ainsi qu’une enseigne indiquant les heures d’ouverture d’un commerce et les menus des établissements de restauration pourvu qu’elle n’ait pas plus de 0,5m² ;
- 6) Les inscriptions sur les silos de ferme, limitées à l’identification de la ferme, du propriétaire ou d’un produit agricole ;
- 7) Une enseigne d’identification professionnelle posée à plat sur le bâtiment et qui n’indique pas autre chose que le nom, l’adresse et la profession de l’occupant et ne mesurant pas plus de 0,25m² ;
- 8) Une enseigne annonçant la mise en location ou la vente d’un terrain ou d’une propriété d’au plus 0,75m² ;
- 9) Les enseignes dans les vitrines d’un commerce pourvu qu’elles n’occupent pas plus de 20% de la vitrine.

18.2 Enseignes prohibées

Les enseignes suivantes sont prohibées :

- 1) Les enseignes clignotantes;
- 2) Toute enseigne lumineuse de couleur ou de forme pouvant être confondue avec les signaux de circulation ou les dispositifs lumineux généralement employés sur les véhicules des services de protection publique et les ambulances ;
- 3) Les enseignes pivotantes, rotatives ou animées ;
- 4) Les enseignes hors site sauf celles expressément autorisés par le présent règlement;
- 5) Les enseignes temporaires ou permanentes amovibles, disposées sur roues, traîneau ou transportables de quelque façon que ce soit, de genre « sandwich » ou autres, sous réserve d’autres dispositions ;
- 6) Les enseignes dont le contour a la forme d’un humain, d’un animal ou d’un objet usuel ;
- 7) Toute enseigne peinte sur les clôtures, les murs et les toits d’un bâtiment ;
- 8) Les enseignes sur ballon ou autre dispositif en suspension dans les airs et reliés au sol, sous réserve d’autres dispositions ;
- 9) Les enseignes directement peintes ou autrement imprimées ou installés sur un véhicule, une partie de véhicule, du matériel roulant, des supports portatifs ou autrement amovibles.

18.3 Localisation des enseignes (modifié par 2022-185-28)

- 1) Toute enseigne annonçant un service, un commerce, une industrie ou tout autre usage autorisé ne peut être installée que sur le terrain où le service est rendu et où l'usage est exercé, sauf qu'une enseigne hors site peut être autorisée aux conditions énoncées à la présente section.
- 2) Aucune enseigne ne peut être installée sur un toit, devant une fenêtre ou une porte, ni bloquer, masquer, dissimuler ou être installée sur une galerie, un balcon, un escalier de secours ou une clôture.
- 3) Aucune enseigne ne peut être placée sur un arbre ou sur un poteau qui n'a pas été érigé exclusivement à cette fin.
- 4) Aucune enseigne n'est autorisée à l'intérieur du triangle de visibilité.
- 5) La distance minimale entre une enseigne et le trottoir, la rue, la bordure de rue ou les lignes de propriété ne peut être inférieure à 3 mètres à moins que la hauteur libre sous l'enseigne soit plus de 2 mètres du sol.
- 6) Sauf aux endroits aménagés spécifiquement à cette fin, il est défendu d'apposer, de coller, d'installer ou de maintenir une enseigne, un avis, une bannière, une banderole, un drapeau, un placard, une pancarte ou autre objet semblable sur, dans ou au-dessus d'un trottoir, une rue, un parc, un terrain, un édifice, un lampadaire, un poteau ou tout autre équipement appartenant ou situé sur un terrain appartenant à la municipalité.

18.4 Entretien et enlèvement des enseignes

- 1) Toute enseigne ainsi que son support doivent être entretenus, réparés et maintenus en bon état par le propriétaire, le locataire ou l'occupant du lieu où elle est située.
- 2) Une enseigne doit être conçue de façon sécuritaire avec une structure permanente et solidement fixée.
- 3) Toute enseigne ainsi que son support annonçant un établissement qui n'existe plus ou la tenue d'un événement terminé doivent être enlevés dans un délai de quatorze jours suivant la fin des opérations ou de l'événement.

18.5 Matériaux autorisés

Seuls le bois massif, le fer forgé, l'aluminium, le bronze, le verre, le canevas, l'uréthane haute densité et les plastiques sont autorisés dans la construction des enseignes.

18.6 Éclairage d'une enseigne

- 1) Toute enseigne peut être éclairée par réflexion à la condition que la source lumineuse d'une telle enseigne ne soit pas visible de la voie publique et qu'elle ne projette directement ou indirectement aucun rayon ou éclat lumineux hors du terrain sur le lequel l'enseigne est située.

- 2) De même, toute enseigne peut être lumineuse par translucidité, c'est-à-dire illuminée par une source de lumière constante placée à l'intérieur de l'enseigne à la condition que celle-ci soit faite de matériaux translucides et non transparents qui dissimulent cette source lumineuse.
- 3) L'alimentation électrique d'une enseigne ne doit en aucun cas être apparente. Les enseignes détachées du bâtiment doivent être alimentées en souterrain.

18.7 Calcul de la superficie et de la hauteur d'une enseigne (modifié par 2022-185-28)

- 1) La superficie d'une enseigne ajourée ou pleine est la surface de la figure géométrique formée par le périmètre de l'enseigne.
- 2) Lorsque les deux faces d'une enseigne sont identiques, la superficie de cette enseigne est réputée être celle d'une seule des deux faces à la condition que ces deux faces soient séparées par une distance maximale de 30 centimètres.
- 3) La hauteur d'une enseigne comprend toute la structure de l'enseigne et son support et se mesure depuis le sol nivelé adjacent au support jusqu'à l'arête supérieure de la surface de l'enseigne.

18.8 Enseigne temporaire (modifié par 2021-185-27)

Dans toutes les zones sont autorisées, les enseignes temporaires utilisées pour souligner l'ouverture d'un nouveau commerce, un changement d'administration, une promotion commerciale ou l'exploitation d'un commerce saisonnier de vente de produits agricoles.

- 1) Le nombre maximal d'enseignes temporaires autorisées par établissement est de deux. La superficie maximale d'une enseigne temporaire est de 3 m².
- 2) Cette enseigne temporaire doit être localisée sur une propriété privée, à l'extérieur d'un triangle de visibilité, à une distance minimale de un mètre de l'emprise publique.
- 3) La durée maximale accordée pour une enseigne temporaire est de 30 jours suite à l'ouverture d'un nouveau commerce et ou d'un changement d'administration.
- 4) La durée maximale accordée pour une enseigne de promotion commerciale est de 60 jours par année comprenant un maximum de 2 événements par année.
- 5) La durée maximale accordée pour une enseigne temporaire pour un commerce saisonnier de vente de produits agricoles est de 120 jours consécutifs à raison d'une seule autorisation par année.
- 6) Une enseigne temporaire ne peut être éclairée.

Les enseignes sur ballon ou autre dispositif en suspension dans les airs et reliées au sol, sont autorisées aux conditions des alinéas 1), 2) et 3) et ne sont pas autorisées pour les usages commerciaux accessoires à un usage résidentiel.

18.9 Enseigne posée à plat sur un mur

- 1) Toute enseigne posée à plat sur un mur doit faire face à la rue où le service est dispensé.
- 2) Cette enseigne doit être située sous le niveau du toit lorsqu'il s'agit d'un bâtiment d'un seul étage ou sous le plus bas niveau des fenêtres de l'étage situé immédiatement au dessus du rez-de-chaussée dans les autres cas.
- 3) Cette enseigne ne peut faire saillie de plus de 30 centimètres.
- 4) La superficie maximale d'une enseigne posée à plat sur un mur est de 4m².

18.10 Enseigne sur auvent

- 1) Aucune partie d'un auvent ne doit être situé à une hauteur inférieure à 2,2 mètres de toute aire de circulation. La projection maximale d'un auvent est de 2 mètres.
- 2) La superficie d'affichage d'un auvent doit être comptabilisée dans la superficie totale autorisée pour les enseignes posées à plat sur un mur. La superficie concerne uniquement l'espace occupé par l'emblème, l'inscription ou le symbole.

18.11 Enseigne projetante

- 1) Une enseigne projetante doit former un angle de 90° avec le mur du bâtiment où elle est installée. Elle ne doit pas être distancée de plus de 30 centimètres du mur du bâtiment et la projection totale ne doit pas excéder 2 mètres.
- 2) L'enseigne doit être située sous le niveau du toit lorsqu'il s'agit d'un bâtiment d'un seul étage ou sous le plus bas niveau des fenêtres de l'étage situé immédiatement au dessus du rez-de-chaussée dans les autres cas. La hauteur minimale à respecter sous cette enseigne est de 2,4 mètres.
- 3) La superficie maximale d'une enseigne projetante est de 1m².

18.12 Enseigne sur poteau

- 1) La hauteur maximale d'une enseigne sur poteau est de 6 mètres. De plus lorsque l'enseigne fait saillie sur le ou les poteaux sur lesquels elle est installée, la hauteur libre minimale sous cette enseigne est de 3 mètres.
- 2) L'épaisseur maximale d'une enseigne sur poteau est de 30 centimètres et sa superficie maximale est de 4m².

18.13 Enseigne sur deux poteaux (modifié par 2022-185-28)

- 1) La hauteur maximale d'une enseigne sur deux poteaux est de 2,4 mètres et la hauteur libre sous cette enseigne est de 1,2 mètre. La distance minimale à respecter entre la projection au sol d'une enseigne sur deux poteaux et l'emprise de la voie publique est de deux mètres.

- 2) L'épaisseur maximale d'une enseigne sur deux poteaux est de 30 centimètres et sa superficie maximale est de 4 m²

18.14 Enseigne sur socle ou muret (modifié par 2022-185-28)

Toute enseigne sur socle ou muret doit avoir une hauteur maximale de 1,5 mètre et une superficie maximale de 2,5 m².

18.15 Enseigne hors site (modifié par 2013-185-02)

Les enseignes hors site sont autorisées aux conditions suivantes :

- 1) Une enseigne hors site doit avoir une superficie maximale de 1,5 m² et une hauteur maximale de 4 mètres;
- 2) Un maximum de deux enseignes hors site est autorisé par établissement, par activité ou par évènement;
- 3) Sur une même propriété un maximum de deux enseignes hors site est autorisé;
- 4) Il doit y avoir une distance minimale de 30 mètres entre deux enseignes hors site;
- 5) Une enseigne hors site doit être implanté à une distance minimale de 2 mètres de l'emprise d'une rue publique et à une distance minimale de 1,5 mètre d'une limite latérale de terrain. À l'intersection de deux rues, l'enseigne hors site doit être implantée à l'extérieur du triangle de visibilité
- 6) Les enseignes hors site sont interdites aux endroits suivants :
 - à l'intérieur du périmètre d'urbanisation;
 - à l'intérieur des zones, AT-1, PN-1, PN-2 et RAG.

Sauf pour des évènements ponctuels non-commerciaux d'une durée maximale de 10 jours consécutifs.

18.16 Nombre d'enseignes autorisées pour un usage commercial (modifié par 2018-185-12)

Les enseignes autorisées pour un usage commercial doivent répondre aux exigences suivantes :

- 1) Une seule enseigne posée à plat sur un mur est autorisée. Dans le cas où il existe plusieurs usages commerciaux dans le même bâtiment, une enseigne posée à plat par usage est autorisée. Toutefois la superficie maximale de ces enseignes est de deux mètres carrés. Dans le cas d'un bâtiment situé sur un lot de coin, une enseigne posée à plat sur un mur est autorisée sur les deux murs faisant face à une rue ;
- 2) À l'intérieur du périmètre urbain une enseigne additionnelle projetante est autorisée par établissement;
- 3) Une enseigne détachée du bâtiment est autorisée par terrain;
- 4) L'installation d'une enseigne sur une marquise couvrant l'îlot des pompes d'une station service ou d'un poste d'essence est strictement interdite;
- 5) Pour les stations services, débits d'essence et débits d'essence/dépanneur, une seule enseigne additionnelle pour indiquer le prix de l'essence d'une superficie

maximale d'un mètre carré est autorisée. Cette enseigne doit être intégrée à une des enseignes déjà autorisées.

- 6) Nonobstant l'alinéa 1), un maximum de 4 enseignes additionnelles, posées à plat sur le bâtiment, identifiant les produits ou biens en vente dans l'établissement sont autorisées aux conditions suivantes :
- a) Un seul produit ou bien est identifié par enseigne;
 - b) Aucune indication de tarif ou de prix n'y apparaît;
 - c) La superficie de l'enseigne ne peut excéder 0,8 mètre carré
 - d) La superficie cumulative de ces enseignes est inférieure à 2 mètres carrés par établissement.

Ces directives ne s'appliquent pas aux enseignes directionnelles et d'identification ni aux auvents.

18.17 Nombre d'enseignes autorisées pour un usage industriel

Les enseignes autorisées pour un usage industriel doivent répondre aux exigences suivantes :

- 1) Une seule enseigne posée à plat sur un mur est autorisée. Dans le cas où il existe plusieurs usages industriels dans le même bâtiment, une enseigne posée à plat par usage est autorisée. Toutefois la superficie maximale de ces enseignes est de deux mètres carrés. Dans le cas d'un bâtiment situé sur un lot de coin, une enseigne posée à plat sur un mur est autorisée sur les deux murs faisant face à une rue ;
- 2) Une seule enseigne détaché du bâtiment est autorisée par terrain.

18.18 Nombre d'enseignes autorisées pour un usage communautaire

Les enseignes autorisées pour un usage communautaire doivent répondre aux exigences suivantes :

- 1) Une seule enseigne posée à plat sur un mur est autorisée ;
- 2) Une seule enseigne détaché du bâtiment est autorisée.

18.19 Nombre d'enseignes autorisées pour un usage agricole

Les enseignes autorisées pour un usage agricole doivent répondre aux exigences suivantes :

- 1) Une seule enseigne détachée du bâtiment est autorisée.
- 2) Les inscriptions sur un silo de ferme ou sur un bâtiment de ferme limitées à l'identification de la ferme, du propriétaire ou d'un produit agricole ne sont pas incluses dans le calcul de la superficie autorisée.

18.20 Nombre d'enseignes autorisées pour un usage accessoire de type commercial

Pour les usages résidentiels, une seule enseigne est permise lorsqu'un usage accessoire de type commercial est autorisé. Cette enseigne doit être posée à plat sur la façade principale du bâtiment ou installée sur poteau d'une hauteur maximale de deux mètres. La superficie maximale d'une telle enseigne est de 0,5 m².

18.21 Disposition particulière à l'extérieur du périmètre urbain pour les usages commerciaux et industriels

À l'extérieur des limites du périmètre urbain, pour les usages commerciaux et industriels, seules sont autorisées une enseigne posée à plat sur un mur et une enseigne détachée du bâtiment par propriété.

Le nombre d'enseigne posée à plat sur un bâtiment est limité à une et ce, même si ce bâtiment fait face à plus d'une rue.

version administrative

DISPOSITIONS RELATIVES AU MILIEU AGRICOLE

SECTION 19 DÉTERMINATION DES DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À LA GESTION DES ODEURS EN MILIEU AGRICOLE

19.1 Définitions spécifiques

Camping

Établissement qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Exposé

Qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par 2 lignes droites imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production agricole et prolongées à l'infini dans la direction prise par le vent soufflant du sud-ouest.

Gestion liquide

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide.

Gestion solide

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieure à 85% à la sortie du bâtiment.

Immeuble protégé

- a) Un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
- b) Un parc municipal ;
- c) Une plage publique ou une marina ;
- d) Le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. (L.R.Q., c. S-4.2) ;
- e) Un établissement de camping, les postes douaniers ou les commerces hors taxes ;
- f) Les bâtiments d'une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature ;
- g) Le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf ;
- h) Un temple religieux ou un lieu patrimonial protégé ;
- i) Un théâtre d'été ;
- j) Un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements d'hébergement touristiques (L.R.Q. c E-14.2 .1), à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;
- k) Un bâtiment servant à des fins de dégustations de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année ainsi qu'une table champêtre ou toute autre activité similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

Installation d'élevage

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Lieux patrimoniaux protégés

Site patrimonial reconnu par une instance compétente.

Maison d'habitation

Une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 m² qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

Marina

Ensemble touristique comprenant le port de plaisance et les aménagements qui le bordent et identifié au schéma d'aménagement.

Périmètre d'urbanisation

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité déterminée par le schéma d'aménagement, à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans une zone agricole.

Unité d'élevage

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

19.2 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE

Les dispositions qui suivent ne s'appliquent qu'aux inconvénients relatifs aux odeurs dues aux pratiques agricoles.

Ces dispositions n'ont pas pour effet de soustraire les producteurs agricoles de l'obligation de respecter toutes autres normes environnementales contenues dans des réglementations spécifiques.

19.3 LES PARAMÈTRES DE DISTANCES SÉPARATRICES

Les paramètres utilisés dans le calcul des distances séparatrices sont les suivants :

Le paramètre A correspond au nombre maximal d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. Il sert à la détermination du paramètre B. On l'établit à l'aide du tableau 1.

Le paramètre B est celui des distances de base. Il est établi en recherchant dans le tableau 2 la distance de base correspondant à la valeur calculée pour le paramètre A.

Le paramètre C est celui du potentiel d'odeur. Le tableau 3 présente le potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux en cause.

Le paramètre D correspond au type de fumier. Le tableau 4 fournit la valeur de ce paramètre en rapport avec le mode de gestion des engrais de ferme utilisé.

Le paramètre E renvoie au type de projet. Lorsqu'une unité d'élevage aura bénéficié de la totalité du droit de développement que lui confère la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q. c. P-41.1), ou pour accroître son cheptel de plus de 75 unités animales, elle pourra bénéficier d'assouplissements en regard des distances séparatrices applicables sous réserve du contenu du tableau 5 jusqu'à un maximum de 225 unités animales.

Le paramètre F est le facteur d'atténuation. Ce paramètre figure au tableau 6. Il permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée.

Le paramètre G est le facteur d'usage. Il est fonction du type d'unité de voisinage considéré. Le tableau 7 précise la valeur de ce facteur.

Tableau 1 - Nombre d'unités animales (paramètre A) *

Groupe ou catégorie d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Vache ou taure, taureau; cheval	1
Veau ou génisse de 225 à 500 kilogrammes	2
Veau de moins de 225 kilogrammes	5
Porc d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogrammes chacun	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes	25
Poules pondeuses ou coqs	125
Poulets à griller ou à rôtir	250
Poulettes en croissance	250
Dindes de plus de 13 kilogrammes	50
Dindes de 8,5 à 10 kilogrammes	75
Dindes de 5 à 5,5 kilogrammes	100
Visons femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	100
Renards femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Brebis et agneaux de l'année	4
Chèvres et les chevreaux de l'année	6
Lapins femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Cailles	1 500
Faisans	300

Lorsqu'un poids est indiqué à la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal à la fin de la période d'élevage. Pour toutes autres espèces d'animaux, un poids vif de 500 kg équivaut à une unité animale.

* Ce tableau n'est présenté qu'à titre indicatif, un tableau complet devra être réalisé en réduisant les écarts entre les catégories; la base de calcul demeurant 500 kg par unité animale.

Tableau 2 - Distances de base (paramètre B)

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	51	297	101	368	151	417	201	456	251	489	301	518	351	544	401	567	451	588
2	107	52	299	102	369	152	418	202	457	252	490	302	518	352	544	402	567	452	588
3	122	53	300	103	370	153	419	203	458	253	490	303	519	353	544	403	568	453	589
4	133	54	302	104	371	154	420	204	458	254	491	304	520	354	545	404	568	454	589
5	143	55	304	105	372	155	421	205	459	255	492	305	520	355	545	405	568	455	590
6	152	56	306	106	373	156	421	206	460	256	492	306	521	356	546	406	569	456	590
7	159	57	307	107	374	157	422	207	461	257	493	307	521	357	546	407	569	457	590
8	166	58	309	108	375	158	423	208	461	258	493	308	522	358	547	408	570	458	591
9	172	59	311	109	377	159	424	209	462	259	494	309	522	359	547	409	570	459	591
10	178	60	312	110	378	160	425	210	463	260	495	310	523	360	548	410	571	460	592
11	183	61	314	111	379	161	426	211	463	261	495	311	523	361	548	411	571	461	592
12	188	62	315	112	380	162	426	212	464	262	496	312	524	362	549	412	572	462	592
13	193	63	317	113	381	163	427	213	465	263	496	313	524	363	549	413	572	463	593
14	198	64	319	114	382	164	428	214	465	264	497	314	525	364	550	414	572	464	593
15	202	65	320	115	383	165	429	215	466	265	498	315	525	365	550	415	573	465	594
16	206	66	322	116	384	166	430	216	467	266	498	316	526	366	551	416	573	466	594
17	210	67	323	117	385	167	431	217	467	267	499	317	526	367	551	417	574	467	594
18	214	68	325	118	386	168	431	218	468	268	499	318	527	368	552	418	574	468	595
19	218	69	326	119	387	169	432	219	469	269	500	319	527	369	552	419	575	469	595
20	221	70	328	120	388	170	433	220	469	270	501	320	528	370	553	420	575	470	596
21	225	71	329	121	389	171	434	221	470	271	501	321	528	371	553	421	575	471	596
22	228	72	331	122	390	172	435	222	471	272	502	322	529	372	554	422	576	472	596
23	231	73	332	123	391	173	435	223	471	273	502	323	530	373	554	423	576	473	597
24	234	74	333	124	392	174	436	224	472	274	503	324	530	374	554	424	577	474	597
25	237	75	335	125	393	175	437	225	473	275	503	325	531	375	555	425	577	475	598
26	240	76	336	126	394	176	438	226	473	276	504	326	531	376	555	426	578	476	598
27	243	77	338	127	395	177	438	227	474	277	505	327	532	377	556	427	578	477	598
28	246	78	339	128	396	178	439	228	475	278	505	328	532	378	556	428	578	478	599
29	249	79	340	129	397	179	440	229	475	279	506	329	533	379	557	429	579	479	599
30	251	80	342	130	398	180	441	230	476	280	506	330	533	380	557	430	579	480	600
31	254	81	343	131	399	181	442	231	477	281	507	331	534	381	558	431	580	481	600
32	256	82	344	132	400	182	442	232	477	282	507	332	534	382	558	432	580	482	600
33	259	83	346	133	401	183	443	233	478	283	508	333	535	383	559	433	581	483	601
34	261	84	347	134	402	184	444	234	479	284	509	334	535	384	559	434	581	484	601
35	264	85	348	135	403	185	445	235	479	285	509	335	536	385	560	435	581	485	602
36	266	86	350	136	404	186	445	236	480	286	510	336	536	386	560	436	582	486	602
37	268	87	351	137	405	187	446	237	481	287	510	337	537	387	560	437	582	487	602
38	271	88	352	138	406	188	447	238	481	288	511	338	537	388	561	438	583	488	603
39	273	89	353	139	406	189	448	239	482	289	511	339	538	389	561	439	583	489	603
40	275	90	355	140	407	190	448	240	482	290	512	340	538	390	562	440	583	490	604
41	277	91	356	141	408	191	449	241	483	291	512	341	539	391	562	441	584	491	604
42	279	92	357	142	409	192	450	242	484	292	513	342	539	392	563	442	584	492	604
43	281	93	358	143	410	193	451	243	484	293	514	343	540	393	563	443	585	493	605
44	283	94	359	144	411	194	451	244	485	294	514	344	540	394	564	444	585	494	605
45	285	95	361	145	412	195	452	245	486	295	515	345	541	395	564	445	586	495	605
46	287	96	362	146	413	196	453	246	486	296	515	346	541	396	564	446	586	496	606
47	289	97	363	147	414	197	453	247	487	297	516	347	542	397	565	447	586	497	606
48	291	98	364	148	415	198	454	248	487	298	516	348	542	398	565	448	587	498	607
49	293	99	365	149	415	199	455	249	488	299	517	349	543	399	566	449	587	499	607
50	295	100	367	150	416	200	456	250	489	300	517	350	543	400	566	450	588	500	607

Tableau 2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	M	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
501	608	551	626	601	643	651	660	701	675	751	690	801	704	851	718	901	731	951	743
502	608	552	626	602	644	652	660	702	676	752	690	802	704	852	718	902	731	952	743
503	608	553	627	603	644	653	660	703	676	753	691	803	705	853	718	903	731	953	744
504	609	554	627	604	644	654	661	704	676	754	691	804	705	854	718	904	731	954	744
505	609	555	628	605	645	655	661	705	676	755	691	805	705	855	719	905	732	955	744
506	610	556	628	606	645	656	661	706	677	756	691	806	706	856	719	906	732	956	744
507	610	557	628	607	645	657	662	707	677	757	692	807	706	857	719	907	732	957	745
508	610	558	629	608	646	658	662	708	677	758	692	808	706	858	719	908	732	958	745
509	611	559	629	609	646	659	662	709	678	759	692	809	706	859	720	909	733	959	745
510	611	560	629	610	646	660	663	710	678	760	693	810	707	860	720	910	733	960	745
511	612	561	630	611	647	661	663	711	678	761	693	811	707	861	720	911	733	961	746
512	612	562	630	612	647	662	663	712	679	762	693	812	707	862	721	912	733	962	746
513	612	563	630	613	647	663	664	713	679	763	693	813	707	863	721	913	734	963	746
514	613	564	631	614	648	664	664	714	679	764	694	814	708	864	721	914	734	964	746
515	613	565	631	615	648	665	664	715	679	765	694	815	708	865	721	915	734	965	747
516	613	566	631	616	648	666	665	716	680	766	694	816	708	866	722	916	734	966	747
517	614	567	632	617	649	667	665	717	680	767	695	817	709	867	722	917	735	967	747
518	614	568	632	618	649	668	665	718	680	768	695	818	709	868	722	918	735	968	747
519	614	569	632	619	649	669	665	719	681	769	695	819	709	869	722	919	735	969	747
520	615	570	633	620	650	670	666	720	681	770	695	820	709	870	723	920	735	970	748
521	615	571	633	621	650	671	666	721	681	771	696	821	710	871	723	921	736	971	748
522	616	572	634	622	650	672	666	722	682	772	696	822	710	872	723	922	736	972	748
523	616	573	634	623	651	673	667	723	682	773	696	823	710	873	723	923	736	973	748
524	616	574	634	624	651	674	667	724	682	774	697	824	710	874	724	924	736	974	749
525	617	575	635	625	651	675	667	725	682	775	697	825	711	875	724	925	737	975	749
526	617	576	635	626	652	676	668	726	683	776	697	826	711	876	724	926	737	976	749
527	617	577	635	627	652	677	668	727	683	777	697	827	711	877	724	927	737	977	749
528	618	578	636	628	652	678	668	728	683	778	698	828	711	878	725	928	737	978	750
529	618	579	636	629	653	679	669	729	684	779	698	829	712	879	725	929	738	979	750
530	619	580	636	630	653	680	669	730	684	780	698	830	712	880	725	930	738	980	750
531	619	581	637	631	653	681	669	731	684	781	699	831	712	881	725	931	738	981	750
532	619	582	637	632	654	682	669	732	685	782	699	832	713	882	726	932	738	982	751
533	620	583	637	633	654	683	670	733	685	783	699	833	713	883	726	933	739	983	751
534	620	584	638	634	654	684	670	734	685	784	699	834	713	884	726	934	739	984	751
535	620	585	638	635	655	685	670	735	685	785	700	835	713	885	727	935	739	985	751
536	621	586	638	636	655	686	671	736	686	786	700	836	714	886	727	936	739	986	752
537	621	587	639	637	655	687	671	737	686	787	700	837	714	887	727	937	740	987	752
538	621	588	639	638	656	688	671	738	686	788	701	838	714	888	727	938	740	988	752
539	622	589	639	639	656	689	672	739	687	789	701	839	714	889	728	939	740	989	752
540	622	590	640	640	656	690	672	740	687	790	701	840	715	890	728	940	740	990	753
541	623	591	640	641	657	691	672	741	687	791	701	841	715	891	728	941	741	991	753
542	623	592	640	642	657	692	673	742	687	792	702	842	715	892	728	942	741	992	753
543	623	593	641	643	657	693	673	743	688	793	702	843	716	893	729	943	741	993	753
544	624	594	641	644	658	694	673	744	688	794	702	844	716	894	729	944	741	994	753
545	624	595	641	645	658	695	673	745	688	795	702	845	716	895	729	945	742	995	754
546	624	596	642	646	658	696	674	746	689	796	703	846	716	896	729	946	742	996	754
547	625	597	642	647	658	697	674	747	689	797	703	847	717	897	730	947	742	997	754
548	625	598	642	648	659	698	674	748	689	798	703	848	717	898	730	948	742	998	754
549	625	599	643	649	659	699	675	749	689	799	704	849	717	899	730	949	743	999	755
550	626	600	643	650	659	700	675	750	690	800	704	850	717	900	730	950	743	1000	755

Tableau 2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1001	755	1051	767	1101	778	1151	789	1201	800	1251	810	1301	820	1351	830	1401	839	1451	848
1002	755	1052	767	1102	778	1152	789	1202	800	1252	810	1302	820	1352	830	1402	839	1452	849
1003	756	1053	767	1103	778	1153	789	1203	800	1253	810	1303	820	1353	830	1403	840	1453	849
1004	756	1054	767	1104	779	1154	790	1204	800	1254	810	1304	820	1354	830	1404	840	1454	849
1005	756	1055	768	1105	779	1155	790	1205	800	1255	811	1305	821	1355	830	1405	840	1455	849
1006	756	1056	768	1106	779	1156	790	1206	801	1256	811	1306	821	1356	831	1406	840	1456	849
1007	757	1057	768	1107	779	1157	790	1207	801	1257	811	1307	821	1357	831	1407	840	1457	850
1008	757	1058	768	1108	780	1158	790	1208	801	1258	811	1308	821	1358	831	1408	840	1458	850
1009	757	1059	769	1109	780	1159	791	1209	801	1259	811	1309	821	1359	831	1409	841	1459	850
1010	757	1060	769	1110	780	1160	791	1210	801	1260	812	1310	822	1360	831	1410	841	1460	850
1011	757	1061	769	1111	780	1161	791	1211	802	1261	812	1311	822	1361	832	1411	841	1461	850
1012	758	1062	769	1112	780	1162	791	1212	802	1262	812	1312	822	1362	832	1412	841	1462	850
1013	758	1063	770	1113	781	1163	792	1213	802	1263	812	1313	822	1363	832	1413	841	1463	851
1014	758	1064	770	1114	781	1164	792	1214	802	1264	812	1314	822	1364	832	1414	842	1464	851
1015	758	1065	770	1115	781	1165	792	1215	802	1265	813	1315	823	1365	832	1415	842	1465	851
1016	759	1066	770	1116	781	1166	792	1216	803	1266	813	1316	823	1366	833	1416	842	1466	851
1017	759	1067	770	1117	782	1167	792	1217	803	1267	813	1317	823	1367	833	1417	842	1467	851
1018	759	1068	771	1118	782	1168	793	1218	803	1268	813	1318	823	1368	833	1418	842	1468	852
1019	759	1069	771	1119	782	1169	793	1219	803	1269	813	1319	823	1369	833	1419	843	1469	852
1020	760	1070	771	1120	782	1170	793	1220	804	1270	814	1320	824	1370	833	1420	843	1470	852
1021	760	1071	771	1121	782	1171	793	1221	804	1271	814	1321	824	1371	833	1421	843	1471	852
1022	760	1072	772	1122	783	1172	793	1222	804	1272	814	1322	824	1372	834	1422	843	1472	852
1023	760	1073	772	1123	783	1173	794	1223	804	1273	814	1323	824	1373	834	1423	843	1473	852
1024	761	1074	772	1124	783	1174	794	1224	804	1274	814	1324	824	1374	834	1424	843	1474	853
1025	761	1075	772	1125	783	1175	794	1225	805	1275	815	1325	825	1375	834	1425	844	1475	853
1026	761	1076	772	1126	784	1176	794	1226	805	1276	815	1326	825	1376	834	1426	844	1476	853
1027	761	1077	773	1127	784	1177	795	1227	805	1277	815	1327	825	1377	835	1427	844	1477	853
1028	761	1078	773	1128	784	1178	795	1228	805	1278	815	1328	825	1378	835	1428	844	1478	853
1029	762	1079	773	1129	784	1179	795	1229	805	1279	815	1329	825	1379	835	1429	844	1479	854
1030	762	1080	773	1130	784	1180	795	1230	806	1280	816	1330	826	1380	835	1430	845	1480	854
1031	762	1081	774	1131	785	1181	795	1231	806	1281	816	1331	826	1381	835	1431	845	1481	854
1032	762	1082	774	1132	785	1182	796	1232	806	1282	816	1332	826	1382	836	1432	845	1482	854
1033	763	1083	774	1133	785	1183	796	1233	806	1283	816	1333	826	1383	836	1433	845	1483	854
1034	763	1084	774	1134	785	1184	796	1234	806	1284	816	1334	826	1384	836	1434	845	1484	854
1035	763	1085	774	1135	785	1185	796	1235	807	1285	817	1335	827	1385	836	1435	845	1485	855
1036	763	1086	775	1136	786	1186	796	1236	807	1286	817	1336	827	1386	836	1436	846	1486	855
1037	764	1087	775	1137	786	1187	797	1237	807	1287	817	1337	827	1387	837	1437	846	1487	855
1038	764	1088	775	1138	786	1188	797	1238	807	1288	817	1338	827	1388	837	1438	846	1488	855
1039	764	1089	775	1139	786	1189	797	1239	807	1289	817	1339	827	1389	837	1439	846	1489	855
1040	764	1090	776	1140	787	1190	797	1240	808	1290	818	1340	828	1390	837	1440	846	1490	856
1041	764	1091	776	1141	787	1191	797	1241	808	1291	818	1341	828	1391	837	1441	847	1491	856
1042	765	1092	776	1142	787	1192	798	1242	808	1292	818	1342	828	1392	837	1442	847	1492	856
1043	765	1093	776	1143	787	1193	798	1243	808	1293	818	1343	828	1393	838	1443	847	1493	856
1044	765	1094	776	1144	787	1194	798	1244	808	1294	818	1344	828	1394	838	1444	847	1494	856
1045	765	1095	777	1145	788	1195	798	1245	809	1295	819	1345	828	1395	838	1445	847	1495	856
1046	766	1096	777	1146	788	1196	799	1246	809	1296	819	1346	829	1396	838	1446	848	1496	857
1047	766	1097	777	1147	788	1197	799	1247	809	1297	819	1347	829	1397	838	1447	848	1497	857
1048	766	1098	777	1148	788	1198	799	1248	809	1298	819	1348	829	1398	839	1448	848	1498	857
1049	766	1099	778	1149	789	1199	799	1249	809	1299	819	1349	829	1399	839	1449	848	1499	857
1050	767	1100	778	1150	789	1200	799	1250	810	1300	820	1350	829	1400	839	1450	848	1500	857

Tableau 2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1501	857	1551	866	160	875	1651	884	1701	892	1751	900	1801	908	1851	916	1901	923	1951	931
1502	858	1552	867	160	875	1652	884	1702	892	1752	900	1802	908	1852	916	1902	924	1952	931
1503	858	1553	867	160	875	1653	884	1703	892	1753	900	1803	908	1853	916	1903	924	1953	931
1504	858	1554	867	160	876	1654	884	1704	892	1754	900	1804	908	1854	916	1904	924	1954	931
1505	858	1555	867	160	876	1655	884	1705	892	1755	901	1805	909	1855	916	1905	924	1955	932
1506	858	1556	867	160	876	1656	884	1706	893	1756	901	1806	909	1856	917	1906	924	1956	932
1507	859	1557	867	160	876	1657	885	1707	893	1757	901	1807	909	1857	917	1907	924	1957	932
1508	859	1558	868	160	876	1658	885	1708	893	1758	901	1808	909	1858	917	1908	925	1958	932
1509	859	1559	868	160	876	1659	885	1709	893	1759	901	1809	909	1859	917	1909	925	1959	932
1510	859	1560	868	161	877	1660	885	1710	893	1760	901	1810	909	1860	917	1910	925	1960	932
1511	859	1561	868	161	877	1661	885	1711	893	1761	902	1811	910	1861	917	1911	925	1961	933
1512	859	1562	868	161	877	1662	885	1712	894	1762	902	1812	910	1862	917	1912	925	1962	933
1513	860	1563	868	161	877	1663	886	1713	894	1763	902	1813	910	1863	918	1913	925	1963	933
1514	860	1564	869	161	877	1664	886	1714	894	1764	902	1814	910	1864	918	1914	925	1964	933
1515	860	1565	869	161	877	1665	886	1715	894	1765	902	1815	910	1865	918	1915	926	1965	933
1516	860	1566	869	161	878	1666	886	1716	894	1766	902	1816	910	1866	918	1916	926	1966	933
1517	860	1567	869	161	878	1667	886	1717	894	1767	903	1817	910	1867	918	1917	926	1967	933
1518	861	1568	869	161	878	1668	886	1718	895	1768	903	1818	911	1868	918	1918	926	1968	934
1519	861	1569	870	161	878	1669	887	1719	895	1769	903	1819	911	1869	919	1919	926	1969	934
1520	861	1570	870	162	878	1670	887	1720	895	1770	903	1820	911	1870	919	1920	926	1970	934
1521	861	1571	870	162	878	1671	887	1721	895	1771	903	1821	911	1871	919	1921	927	1971	934
1522	861	1572	870	162	879	1672	887	1722	895	1772	903	1822	911	1872	919	1922	927	1972	934
1523	861	1573	870	162	879	1673	887	1723	895	1773	904	1823	911	1873	919	1923	927	1973	934
1524	862	1574	870	162	879	1674	887	1724	896	1774	904	1824	912	1874	919	1924	927	1974	934
1525	862	1575	871	162	879	1675	888	1725	896	1775	904	1825	912	1875	919	1925	927	1975	935
1526	862	1576	871	162	879	1676	888	1726	896	1776	904	1826	912	1876	920	1926	927	1976	935
1527	862	1577	871	162	879	1677	888	1727	896	1777	904	1827	912	1877	920	1927	927	1977	935
1528	862	1578	871	162	880	1678	888	1728	896	1778	904	1828	912	1878	920	1928	928	1978	935
1529	862	1579	871	162	880	1679	888	1729	896	1779	904	1829	912	1879	920	1929	928	1979	935
1530	863	1580	871	163	880	1680	888	1730	897	1780	905	1830	913	1880	920	1930	928	1980	935
1531	863	1581	872	163	880	1681	889	1731	897	1781	905	1831	913	1881	920	1931	928	1981	936
1532	863	1582	872	163	880	1682	889	1732	897	1782	905	1832	913	1882	921	1932	928	1982	936
1533	863	1583	872	163	880	1683	889	1733	897	1783	905	1833	913	1883	921	1933	928	1983	936
1534	863	1584	872	163	881	1684	889	1734	897	1784	905	1834	913	1884	921	1934	928	1984	936
1535	864	1585	872	163	881	1685	889	1735	897	1785	905	1835	913	1885	921	1935	929	1985	936
1536	864	1586	872	163	881	1686	889	1736	898	1786	906	1836	913	1886	921	1936	929	1986	936
1537	864	1587	873	163	881	1687	890	1737	898	1787	906	1837	914	1887	921	1937	929	1987	936
1538	864	1588	873	163	881	1688	890	1738	898	1788	906	1838	914	1888	921	1938	929	1988	937
1539	864	1589	873	163	881	1689	890	1739	898	1789	906	1839	914	1889	922	1939	929	1989	937
1540	864	1590	873	164	882	1690	890	1740	898	1790	906	1840	914	1890	922	1940	929	1990	937
1541	865	1591	873	164	882	1691	890	1741	898	1791	906	1841	914	1891	922	1941	930	1991	937
1542	865	1592	873	164	882	1692	890	1742	899	1792	907	1842	914	1892	922	1942	930	1992	937
1543	865	1593	874	164	882	1693	891	1743	899	1793	907	1843	915	1893	922	1943	930	1993	937
1544	865	1594	874	164	882	1694	891	1744	899	1794	907	1844	915	1894	922	1944	930	1994	937
1545	865	1595	874	164	883	1695	891	1745	899	1795	907	1845	915	1895	923	1945	930	1995	938
1546	865	1596	874	164	883	1696	891	1746	899	1796	907	1846	915	1896	923	1946	930	1996	938
1547	866	1597	874	164	883	1697	891	1747	899	1797	907	1847	915	1897	923	1947	930	1997	938
1548	866	1598	875	164	883	1698	891	1748	899	1798	907	1848	915	1898	923	1948	931	1998	938
1549	866	1599	875	164	883	1699	891	1749	900	1799	908	1849	915	1899	923	1949	931	1999	938
1550	866	1600	875	165	883	1700	892	1750	900	1800	908	1850	916	1900	923	1950	931	2000	938

Tableau 2 - Distances de base (paramètre B) - suite

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
2001	938	2051	946	2101	953	2151	960	2201	967	2251	974	2301	981	2351	987	2401	994	2451	1000
2002	939	2052	946	2102	953	2152	960	2202	967	2252	974	2302	981	2352	987	2402	994	2452	1000
2003	939	2053	946	2103	953	2153	960	2203	967	2253	974	2303	981	2353	987	2403	994	2453	1000
2004	939	2054	946	2104	953	2154	960	2204	967	2254	974	2304	981	2354	988	2404	994	2454	1001
2005	939	2055	946	2105	953	2155	961	2205	967	2255	974	2305	981	2355	988	2405	994	2455	1001
2006	939	2056	946	2106	954	2156	961	2206	968	2256	974	2306	981	2356	988	2406	994	2456	1001
2007	939	2057	947	2107	954	2157	961	2207	968	2257	975	2307	981	2357	988	2407	994	2457	1001
2008	939	2058	947	2108	954	2158	961	2208	968	2258	975	2308	981	2358	988	2408	995	2458	1001
2009	940	2059	947	2109	954	2159	961	2209	968	2259	975	2309	982	2359	988	2409	995	2459	1001
2010	940	2060	947	2110	954	2160	961	2210	968	2260	975	2310	982	2360	988	2410	995	2460	1001
2011	940	2061	947	2111	954	2161	961	2211	968	2261	975	2311	982	2361	988	2411	995	2461	1001
2012	940	2062	947	2112	954	2162	962	2212	968	2262	975	2312	982	2362	989	2412	995	2462	1002
2013	940	2063	947	2113	955	2163	962	2213	969	2263	975	2313	982	2363	989	2413	995	2463	1002
2014	940	2064	948	2114	955	2164	962	2214	969	2264	976	2314	982	2364	989	2414	995	2464	1002
2015	941	2065	948	2115	955	2165	962	2215	969	2265	976	2315	982	2365	989	2415	995	2465	1002
2016	941	2066	948	2116	955	2166	962	2216	969	2266	976	2316	983	2366	989	2416	996	2466	1002
2017	941	2067	948	2117	955	2167	962	2217	969	2267	976	2317	983	2367	989	2417	996	2467	1002
2018	941	2068	948	2118	955	2168	962	2218	969	2268	976	2318	983	2368	989	2418	996	2468	1002
2019	941	2069	948	2119	955	2169	962	2219	969	2269	976	2319	983	2369	990	2419	996	2469	1002
2020	941	2070	948	2120	956	2170	963	2220	970	2270	976	2320	983	2370	990	2420	996	2470	1003
2021	941	2071	949	2121	956	2171	963	2221	970	2271	976	2321	983	2371	990	2421	996	2471	1003
2022	942	2072	949	2122	956	2172	963	2222	970	2272	977	2322	983	2372	990	2422	996	2472	1003
2023	942	2073	949	2123	956	2173	963	2223	970	2273	977	2323	983	2373	990	2423	997	2473	1003
2024	942	2074	949	2124	956	2174	963	2224	970	2274	977	2324	984	2374	990	2424	997	2474	1003
2025	942	2075	949	2125	956	2175	963	2225	970	2275	977	2325	984	2375	990	2425	997	2475	1003
2026	942	2076	949	2126	956	2176	963	2226	970	2276	977	2326	984	2376	990	2426	997	2476	1003
2027	942	2077	949	2127	957	2177	964	2227	971	2277	977	2327	984	2377	991	2427	997	2477	1003
2028	942	2078	950	2128	957	2178	964	2228	971	2278	977	2328	984	2378	991	2428	997	2478	1004
2029	943	2079	950	2129	957	2179	964	2229	971	2279	978	2329	984	2379	991	2429	997	2479	1004
2030	943	2080	950	2130	957	2180	964	2230	971	2280	978	2330	984	2380	991	2430	997	2480	1004
2031	943	2081	950	2131	957	2181	964	2231	971	2281	978	2331	985	2381	991	2431	998	2481	1004
2032	943	2082	950	2132	957	2182	964	2232	971	2282	978	2332	985	2382	991	2432	998	2482	1004
2033	943	2083	950	2133	957	2183	964	2233	971	2283	978	2333	985	2383	991	2433	998	2483	1004
2034	943	2084	951	2134	958	2184	965	2234	971	2284	978	2334	985	2384	991	2434	998	2484	1004
2035	943	2085	951	2135	958	2185	965	2235	972	2285	978	2335	985	2385	992	2435	998	2485	1004
2036	944	2086	951	2136	958	2186	965	2236	972	2286	978	2336	985	2386	992	2436	998	2486	1005
2037	944	2087	951	2137	958	2187	965	2237	972	2287	979	2337	985	2387	992	2437	998	2487	1005
2038	944	2088	951	2138	958	2188	965	2238	972	2288	979	2338	985	2388	992	2438	998	2488	1005
2039	944	2089	951	2139	958	2189	965	2239	972	2289	979	2339	986	2389	992	2439	999	2489	1005
2040	944	2090	951	2140	958	2190	965	2240	972	2290	979	2340	986	2390	992	2440	999	2490	1005
2041	944	2091	952	2141	959	2191	966	2241	972	2291	979	2341	986	2391	992	2441	999	2491	1005
2042	944	2092	952	2142	959	2192	966	2242	973	2292	979	2342	986	2392	993	2442	999	2492	1005
2043	945	2093	952	2143	959	2193	966	2243	973	2293	979	2343	986	2393	993	2443	999	2493	1005
2044	945	2094	952	2144	959	2194	966	2244	973	2294	980	2344	986	2394	993	2444	999	2494	1006
2045	945	2095	952	2145	959	2195	966	2245	973	2295	980	2345	986	2395	993	2445	999	2495	1006
2046	945	2096	952	2146	959	2196	966	2246	973	2296	980	2346	986	2396	993	2446	999	2496	1006
2047	945	2097	952	2147	959	2197	966	2247	973	2297	980	2347	987	2397	993	2447	1000	2497	1006
2048	945	2098	952	2148	960	2198	967	2248	973	2298	980	2348	987	2398	993	2448	1000	2498	1006
2049	945	2099	953	2149	960	2199	967	2249	973	2299	980	2349	987	2399	993	2449	1000	2499	1006
2050	946	2100	953	2150	960	2200	967	2250	974	2300	980	2350	987	2400	994	2450	1000	2500	1006

Tableau 3 - Charge d'odeur par animal (paramètre C)

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C*
Bovin de boucherie	
<ul style="list-style-type: none"> • dans un bâtiment fermé • sur une aire d'alimentation extérieure 	0,7 0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons	
<ul style="list-style-type: none"> • dans un bâtiment fermé • sur une aire d'alimentation extérieure 	0,7 0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules	
<ul style="list-style-type: none"> • poules pondeuses en cage • poules pour la reproduction • poules à griller / gros poulets • poulettes 	0,8 0,8 0,7 0,7
Renards	1,1
Veaux lourds	
<ul style="list-style-type: none"> • veaux de lait • veaux de grain 	1,0 0,8
Visons	1,1

* Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0,8

Tableau 4 - Type de fumier (paramètre D)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide	
Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
Bovins de boucherie et laitiers	0,8
Autres groupes et catégories d'animaux	1,0

Tableau 5 - Type de projet (paramètre E) : nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales

Augmentation (¹) jusqu'à ... (u.a.)	Paramètre E	Augmentation jusqu'à ... (u.a.)	Paramètre E
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226-230	0,85
101-105	0,60	231-235	0,86
106-110	0,61	236-240	0,87
111-115	0,62	241-245	0,88
116-120	0,63	246-250	0,89
121-125	0,64	251-255	0,90
126-130	0,65	256-260	0,91
131-135	0,66	261-265	0,92
136-140	0,67	266-270	0,93
141-145	0,68	271-275	0,94
146-150	0,69	276-280	0,95
151-155	0,70	281-285	0,96
156-160	0,71	286-290	0,97
161-165	0,72	291-295	0,98
166-170	0,73	296-300	0,99
171-175	0,74	300 et plus ou nouveau projet	1,00
176-180	0,75		1,00

(1) À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 300 unités animales et plus ainsi que pour tout nouveau projet, le paramètre E = 1.

Tableau 6 - Facteur d'atténuation (paramètre F)

$$F = F1 \times F2 \times F3$$

Technologie	Paramètre F
Toiture sur lieu d'entreposage	F1
<ul style="list-style-type: none"> • absente • rigide permanente • temporaire (couche de tourbe, couche de plastique) 	1,0 0,7 0,9
Ventilation	F2
<ul style="list-style-type: none"> • naturelle et forcée avec multiples sorties d'air • forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit • forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques 	1,0 0,9 0,8
Autres technologies	F3
<ul style="list-style-type: none"> • les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée 	facteur à déterminer lors de l'accréditation

Tableau 7 - Facteur d'usage (paramètre G)

Facteur d'usage	Paramètre G
Immeuble protégé	1,0
Maison d'habitation	0,5
Périmètre d'urbanisation	1,5

19.4 Calcul des distances séparatrices aux installations d'élevage

Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les paramètres B, C, D, E, F, et G.

La distance entre, d'une part, l'installation d'élevage et le lieu d'entreposage des fumiers et, d'autre part, un bâtiment non agricole avoisinant est calculée en établissant une droite imaginaire entre la partie la plus avancée des constructions considérées, à l'exception de galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées et rampes d'accès.

19.5 Dispositions additionnelles concernant les installations d'élevage à charge d'odeur de un (1) et plus

Les installations d'élevage à charge d'odeur de un (1) et plus doivent respecter une distance minimale de trois cents (300) mètres d'un chemin public ainsi que les distances minimales prescrites au tableau suivant :

- ¹ *Dans l'application des normes de localisation prévues au tableau suivant, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considérée comme un nouvel établissement de production animale.*
- ² *Nombre total : la quantité d'animaux contenus dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales, sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.*

Nature du projet	Élevage de suidés (engraissement)				Élevage de suidés (maternité)				Élevage de gallinacés ou d'anatidés ou de dindes dans un bâtiment			
	Limite maximale d'unités animales permises ⁽¹⁾	Nombre total d'unités animales ⁽²⁾	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises ⁽¹⁾	Nombre total d'unités animales ⁽²⁾	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises ⁽¹⁾	Nombre total d'unités animales ⁽²⁾	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés	Distance de toute maison d'habitation exposée
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage		1 à 200	900	600		0,25 à 50	450	300		0,1 à 80	450	300
		201 - 400	1 125	750		51 – 75	675	450		81 – 160	675	450
		401- 600	1 350	900		76 – 125	900	600		161 – 320	900	600
		□ 601	2,25/ua	1,5/ua		126 - 250	1 125	750		321 – 480	1 125	750
						251 – 375	1 350	900		+ 480	3/ua	2/ua
					+ 376	3,6/ua	2,4/ua					
Remplacement du type d'élevage	200	1 à 50	450	300	200	0,25 à 30	300	200	480	0,1 à 80	450	300
		51 – 100	675	450		31 – 60	450	300		81 – 160	675	450
		101 – 200	900	600		61 - 125	900	600		161 – 320	900	600
						126 – 200	1 125	750		321 - 480	1 125	750
Accroissement	200	1 à 40	225	150	200	0,25 à 30	300	200	480	0,1 à 40	300	200
		41 – 100	450	300		31 – 60	450	300		41 – 80	450	300
		101 - 200	675	450		61 – 125	900	600		81 – 160	675	450
						126 - 200	1 125	750		161 –320	900	600
									321 – 480	1 125	750	

19.6 Distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage

Lorsqu'un lieu d'entreposage des engrais de ferme est situé à plus de cent cinquante mètres (150m) de l'installation d'élevage, les distances séparatrices s'appliquent et sont établies en considérant qu'une capacité d'entreposage de 20 m³ correspond à une unité animale.

Une fosse à fumier, à lisier ou à purin ne peut être érigée que sur la même propriété où sont localisés les bâtiments d'élevage.

19.7 Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme

Les engrais de ferme ne peuvent être étendus que dans des champs cultivés selon les distances séparatrices établies au tableau suivant :

Distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme

		Distance séparatrice requise de toute habitation, d'un périmètre d'urbanisation, ou d'un immeuble protégé (en mètres)		
Type	Mode d'épandage	15 juin au 15 août	Autres temps	
LISIERS	aéroaspersion	par citerne lisier laissé en surface plus de 24 h	75	25
		par citerne lisier incorporé en moins de 24 h	25	X
	aspersion	par rampe	25	X
		par pendillard	X	X
	incorporation simultanée	X	X	
FUMIER	frais, laissé en surface plus de 24 h		75	X
	frais, incorporé en moins 24 h.		X	X
	compost désodorisé		X	X

X = Épandage permis jusqu'aux limites du champ.

Aucune distance séparatrice n'est requise pour les zones inhabitées des périmètres d'urbanisation.

19.8 Reconstruction d'un bâtiment d'élevage dérogatoire

La reconstruction d'un bâtiment d'élevage dérogatoire n'est autorisée qu'en respectant les marges de recul applicables dans la zone ou il se retrouve et aux conditions suivantes :

- 1) La charge d'odeur déterminée au paramètre C est égale ou inférieure à la charge d'odeur de l'installation d'élevage existante ;
- 2) Le type de gestion des effluents d'élevage est le même ou une gestion plus favorable en regard aux inconvénients associés aux odeurs est instaurée.

19.9 Remplacement du type d'élevage d'une installation d'élevage dérogatoire

Le remplacement du type d'élevage d'une installation d'élevage dérogatoire est autorisé aux conditions suivantes :

- 1) La charge d'odeur déterminée au paramètre C est égale ou inférieure à la charge d'odeur de l'installation d'élevage existante ;
- 2) L'installation d'élevage comporte 100 unités animales et moins ;
- 3) Le type de gestion des effluents d'élevage est le même ou une gestion plus favorable en regard aux inconvénients associés aux odeurs est instaurée.

SECTION 20 DISPOSITIONS CONCERNANT CERTAINS TYPES D'USAGES AGRICOLES

20.1 Dispositions spécifiques relatives aux cabanes à sucre commerciales

Lorsqu'autorisées à la grille des usages et des normes, les cabanes à sucre commerciales doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Être située sur une propriété d'une superficie minimale de quatre hectares contenant un minimum de 800 entailles;
- 2) Être utilisée uniquement pour la période du 15 février au 30 avril d'une même année;
- 3) Respecter les marges de recul prévues au présent règlement pour un bâtiment principal;
- 4) Être munie d'un dispositif d'alimentation en eau potable et d'un dispositif d'évacuation des eaux usées conformes à la réglementation applicable;
- 5) Posséder le nombre de cases de stationnement nécessaire.

20.2 Dispositions relatives aux abris sommaires

Un abri sommaire est autorisé dans les zones agricoles A aux conditions suivantes :

- 1) Un seul abri sommaire d'une superficie maximale de 20 mètres carrés est autorisé par propriété;
- 2) La propriété doit avoir une superficie minimale boisée de 10 hectares;
- 3) L'abri sommaire doit être situé à une distance minimale de 50 mètres de l'emprise du chemin et de 15 mètres de toute limite de propriété. En aucun cas cet abri sommaire ne doit être visible du chemin;
- 4) L'abri sommaire doit avoir un seul étage et ne pas être pourvu d'eau courante, d'électricité ou de fondations permanentes.

20.3 Dispositions relatives aux fermettes

(modifié par 2010-185-01) (modifié par 2013-185-02)

Les fermettes sont autorisées dans les zones A, TA, AT et PN aux conditions suivantes :

- 1) Les fermettes sont autorisées comme usage accessoire à un usage résidentiel et à une cabane à sucre commerciale sur des terrains d'une superficie minimale de 3000m² ;
- 2) Une unité animale est autorisée sur les terrains d'une superficie minimale de 5000 m², et une unité animale de plus est autorisée pour chaque tranche de 3000 m² de superficie de terrain supplémentaire;
- 3) Les distances séparatrices établies au présent règlement s'appliquent pour le bâtiment d'élevage, le lieu d'entreposage du fumier ainsi que pour l'enclos ;
Un facteur de majoration de 1,5 sera ajouté au calcul des distances séparatrices pour les bâtiments compris dans le corridor exposé aux vents dominants ;
- 4) La distance minimale à respecter entre une ligne de propriété, le bâtiment d'élevage et le lieu d'entreposage du fumier est de 15 mètres ;
- 5) La distance minimale à respecter entre un puits, et les éléments suivants soit : le bâtiment d'élevage, le lieu d'entreposage du fumier et l'enclos est de 30 mètres ;
- 6) L'enclos où vont paître les animaux doit être à une distance minimale de 25 mètres d'une résidence voisine ;

- 7) Le fumier généré doit être épandu une fois par année conformément aux règles applicables.

20.4 Dispositions relatives à la vente de produits agricoles dans les zones AT-1, PN-1 et PN-2

À l'intérieur des zones AT-1, PN-1 et PN-2, l'aménagement d'une aire de vente de produits agricoles dans les établissements agricoles est autorisé, aux conditions suivantes :

- 1) L'aire de vente doit être aménagée à l'intérieur d'un bâtiment agricole;
- 2) Une aire de stationnement comptant au moins sept cases de stationnement doit être prévue pour cet usage.
- 3) Il est permis d'aménager une seule aire de vente destinée à la vente au détail, rattaché ou intégré à un bâtiment agricole, d'une superficie maximale de 100 mètres carrés;
- 4) Plus de 60 % des produits offerts doivent provenir directement de l'exploitation agricole;

20.5 Dispositions relatives aux salles à manger dans les zones AT-1, PN-1 et PN-2

À l'intérieur des zones AT-1, PN-1 et PN-2, l'aménagement d'une salle à manger dans les établissements agricoles est autorisé aux conditions suivantes :

- 1) La salle à manger est reliée directement à l'exploitation agricole et on y propose majoritairement des aliments provenant de l'exploitation agricole;
- 2) La salle à manger doit être aménagée à l'intérieur d'un bâtiment agricole et la grandeur maximale autorisée est de 140 mètres carrés;
- 3) La salle à manger peut être en opération entre 9:00 et 23:00 heures; aucune activité extérieure n'est autorisée après 23:00 heures;
- 4) Aucun usage d'hébergement n'y est autorisé;
- 5) Les installations d'épuration des eaux usées doivent être conformes aux dispositions de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2) et aux règlements en découlant;
- 6) L'exploitant agricole ne peut aménager au même moment pour une même période une table champêtre et une salle à manger;
- 7) Une aire de stationnement répondant aux normes du présent règlement doit être aménagée pour cet usage;
- 8) L'exploitant doit obtenir les autorisations nécessaires en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1);
- 9) Le demandeur doit déposer une renonciation à la désignation d'immeuble protégé en regard des distances séparatrices.

20.6 Dispositions relatives aux chenils

Les chenils sont uniquement autorisés dans les zones agricoles A sous réserve des dispositions de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. 41.1) et des conditions suivantes :

1) Implantation

- a) Un seul chenil par propriété est autorisé;
- b) Un chenil doit respecter les marges de recul minimales suivantes :
 - Marge de recul avant : 60 mètres;
 - Marge de recul latérale : 30 mètres;
 - Marge de recul arrière : 30 mètres.
- c) Aucun chenil ne peut être implanté à moins de 350 mètres de toute habitation, à l'exception de celle de l'exploitant où la distance minimale est de 45 mètres;
- d) Aucun chenil ne peut être implanté à moins de 1 000 mètres des limites d'un périmètre urbain et des limites des zones RAG;
- e) Le bâtiment servant de chenil doit être situé à une distance minimale de 30 mètres d'un puits, d'un lac ou d'un cours d'eau.

2) Bâtiment servant de chenil

- a) Le bâtiment doit être construit sur une dalle de ciment, alimenté en électricité et être pourvu d'une ventilation adéquate;
- b) Le mode d'évacuation des eaux usées doit être conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur.

3) Exigences additionnelles

- a) L'ensemble des activités reliées au chenil doit se faire à l'intérieur du bâtiment. Les cages, enclos extérieurs ou promenade de chiens sont strictement interdits;
- b) En aucun temps un chenil ne peut être aménagé dans une résidence;
- c) Un maximum de 12 chiens de 10 semaines et plus est autorisé;
- d) l'exploitant d'un chenil doit s'assurer que des conditions d'hygiène et de propreté sont maintenues en tout temps;
- e) Les aboiements des chiens gardés sur les lieux du chenil ne doivent pas troubler la paix et la tranquillité du voisinage.

20.7 Dispositions relatives à une scierie

Pour les scieries limitrophes à un usage résidentiel, un écran végétal ou une haie composé à au moins 50% de conifères d'une hauteur minimale de 2,5 mètres et d'une profondeur minimale de trois mètres doit être conservé ou aménagé sur les lignes latérales et arrière du lot afin d'agir comme zone tampon entre les terrains.

PROTECTION DU MILIEU NATUREL

SECTION 21 DISPOSITIONS CONCERNANT LA PROTECTION DES RIVES ET DU LITTORAL

21.1 Secteurs d'application

Sont visées par ces dispositions, tous les lacs et cours d'eau à débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, situés sur le territoire de la municipalité, **à l'exclusion des suivants**:

- 1) de tout cours d'eau ou portion de cours d'eau que le gouvernement détermine, après consultation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, par décret qui entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est indiquée;
- 2) tout fossé de voie publique;
- 3) d'un fossé mitoyen au sens de l'article 1002 du Code civil du Québec;
- 4) d'un fossé de drainage qui satisfait aux exigences suivantes :
 - qui est utilisé aux seules fins de drainage et d'irrigation;
 - qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine;
 - dont la superficie du bassin versant est inférieure à 100 hectares.

21.2 Dispositions générales

Règle générale, les aménagements et ouvrages doivent être conçus et réalisés de façon à respecter l'état et l'aspect naturels des lieux, de façon à ne pas nuire à l'écoulement naturel des eaux ni créer de foyer d'érosion ou de pollution.

Tous les aménagements et ouvrages doivent être réalisés sans avoir recours à l'excavation, au dragage, au nivellement, au remblayage ou autres travaux qui auraient comme conséquence de modifier ou altérer l'état et l'aspect naturel des lieux.

21.3 Mesures relatives à la rive

Dans la rive, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception de:

- 1) L'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants, utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public ;
- 2) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition à la condition d'obtenir un certificat d'autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. c. Q-2) ;

- 3) La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public aux conditions suivantes :
 - a) Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal à la suite de la création de la bande de protection de la rive et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain ;
 - b) Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant la construction dans la rive ;
 - c) Le lot n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement et de développement ;
 - d) Une bande minimale de protection de 5 mètres doit obligatoirement être conservée dans son état actuel ou préférablement retournée à l'état naturel si elle ne l'était pas déjà.

- 4) La construction ou l'érection d'un bâtiment auxiliaire ou accessoire de type garage, remise, cabanon ou piscine, est autorisée seulement sur la partie d'une rive qui n'est plus à l'état naturel et aux conditions suivantes :
 - a) Les dimensions du lot ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment auxiliaire ou accessoire, à la suite de la création de la bande de protection de la rive ;
 - b) Le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement de contrôle intérimaire, le 12 avril 1983;
 - c) Une bande minimale de protection de cinq mètres doit être conservée et maintenue à l'état naturel ;
 - d) Le bâtiment auxiliaire ou accessoire devra reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

- 5) Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation
 - a) Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts (L.R.Q. c F-4.1) et à ses règlements d'application;
 - b) La coupe d'assainissement;
 - c) La récolte d'arbres de 50 % des tiges de dix centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50 % dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole;
 - d) La coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé;
 - e) La coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de cinq mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %;
 - f) L'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de cinq mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 %, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
 - g) Les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable;
 - h) Les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 % et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30 %.

- 6) La culture du sol à des fins d'exploitation agricole. Cependant, une bande minimale de trois mètres de la rive devra être conservée. De plus, s'il y a un talus et que le haut de

celui-ci se situe à une distance inférieure à trois mètres (3 m) à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la rive doit inclure un minimum d'un mètre sur le haut du talus.

7) Les ouvrages et travaux suivants:

- a) L'installation de clôtures;
- b) L'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage;
- c) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatifs aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;
- d) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- e) Toute installation septique conforme au règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (L.R.Q., c. Q-2, r.8);
- f) Lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle;
- g) Les puits individuels;
- h) La reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;
- i) Les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral, conformément aux mesures relatives au littoral énoncées ci-après ;
- j) Les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts (L.R.Q. c F-4.1) et à sa réglementation sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État.
- k) Dans la pratique relative aux travaux d'entretien des cours d'eau agricoles prévus à l'article 106 de la Loi sur les Compétences Municipales, la disposition et le régalaage des déblais provenant du dragage des cours d'eau, et ce en respectant une berme de trois mètres dans le haut de talus. (ajout 2014-185-06)

21.4 Mesures relatives au littoral

Sur le littoral, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception des constructions, des ouvrages et des travaux suivants qui sont autorisés :

- a) Les quais, abris ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plateformes flottantes;
- b) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et aux ponts;
- c) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- d) Les prises d'eau;
- e) L'aménagement, à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. c. Q-2);
- f) L'empiètement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive;

- g) Les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiements, à réaliser par les municipalités et les M.R.C. dans les cours d'eau selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par la Loi ;
- h) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour fins d'accès public, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2), la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1), la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ou toute autre Loi ;
- i) L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et d'ouvrages existants qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou d'accès public.

version administrative

SECTION 22 PROTECTION DES BOISÉS

22.1 Mesures relatives à la protection des boisés en zone agricole

En zone agricole, telle que définie par décret par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q. c. P-41.1), seuls sont autorisés les activités et ouvrages suivants se rattachant à l'abattage d'arbres et au déboisement :

- 1) Toute coupe d'assainissement;
- 2) Tout aménagement d'habitat faunique;
- 3) Toute coupe d'éclaircie prélevant au plus sur une même unité d'évaluation, le tiers des tiges marchandes d'essence commerciale par période de 10 ans;
- 4) Tout abattage d'arbres aux fins de dégager l'emprise requise pour le creusage d'un fossé de drainage forestier, laquelle emprise ne devra en aucun cas excéder une largeur de six (6) mètres;
- 5) Tout abattage d'arbres aux fins de dégager l'emprise requise pour la construction d'un chemin forestier, laquelle emprise ne devra en aucun cas excéder une largeur de quinze (15) mètres;
- 6) Tous travaux d'amélioration pour fins forestières;
- 7) Tous travaux d'amélioration pour fins agricoles.

22.2 Dispositions spécifiques à l'intérieur des zones PN-3 et P-8

Dans les zones PN-3 et P-8, seuls sont autorisés les activités et ouvrages suivants se rattachant à l'abattage d'arbres et au déboisement :

- 1) Un prélèvement maximal de 33 1/3% des tiges commerciales par période de 15 ans est autorisé à la condition de respecter les conditions suivantes :
 - a) Lorsque le prélèvement est nécessaire pour des raisons de maladie ou de dommages causés par le verglas, les insectes, le vent ou le feu lorsque prescrit par un ingénieur forestier. Ce dernier doit indiquer le pourcentage d'essences commerciales à prélever et le type de coupe;
 - b) Une attestation finale doit être déposée par l'ingénieur forestier responsable confirmant que les travaux réalisés l'ont été en conformité à sa prescription;
 - c) En tout temps les essences commerciales prélevées doivent être réparties uniformément sur le site de coupe;
- 2) L'abattage d'arbres nécessaire à l'implantation d'équipements, d'ouvrages ou de bâtiments autorisés en vertu du présent règlement à la condition qu'en aucun temps l'abattage d'arbres ne compromette la préservation des caractéristiques biophysiques du milieu naturel et ne tienne compte de la capacité de support du milieu naturel.

Cette capacité de support du milieu naturel se définit comme étant l'état d'équilibre entre l'impact de la fréquentation du milieu par le public et la préservation de la qualité des caractéristiques de ce même milieu. Cet impact varie en fonction :

- e) Des caractéristiques écologiques du milieu;
- f) Du comportement des usagers;

- g) De la nature des aménagements;
- h) De la qualité de gestion du milieu naturel.

3) Dans la zone P-8, aucune restriction d'abattage ne s'applique pour une activité d'élimination ou de valorisation de matières résiduelles.

22.3 Dispositions spécifiques à l'intérieur des zones PN-1 et PN-2

Dans les zones PN-1 et PN-2, seules sont autorisées les activités et ouvrages suivants se rattachant à l'abattage d'arbres et au déboisement :

- 1) Les travaux et ouvrages au couvert forestier permettant l'intégration de nouveaux équipements reliés à des activités légères ;
- 2) Les coupes d'amélioration des érablières lorsque exploitée pour la sève;.....
- 3) Un prélèvement maximal de 33 1/3% des tiges commerciales par période de 15 ans est autorisé à la condition de respecter les conditions suivantes :
 - a) Être prescrit par un ingénieur forestier. Ce dernier doit indiquer le pourcentage d'essences commerciales à prélever et le type de coupe;
 - b) Une attestation finale doit être déposée par l'ingénieur forestier responsable confirmant que les travaux réalisés l'ont été en conformité à sa prescription;
 - c) En tout temps les essences commerciales prélevées doivent être réparties uniformément sur le site de coupe.

Nonobstant ce qui précède, un prélèvement annuel d'au plus 2% d'essences commerciales est autorisé sans certificat d'autorisation et sans prescription sylvicole à la condition que ce prélèvement se fasse en respect des intentions et des objectifs poursuivis pour ces secteurs tel que décrits au plan d'urbanisme de la municipalité.

22.4 Disposition spécifique dans la zone AT-1

Dans la zone AT-1 il est strictement interdit d'abattre un arbre situé dans une cour avant sauf pour les motifs suivants :

- 1) L'arbre est mort ou atteint d'une maladie incurable;
- 2) L'arbre constitue un danger pour la sécurité des personnes ou l'intégrité d'un bâtiment;
- 3) L'arbre constitue une nuisance pour la croissance des arbres adjacents;
- 4) L'arbre cause des dommages à la propriété publique ou privée;
- 5) L'abattage d'arbres est nécessaire pour permettre l'exécution de travaux publics ou pour la réalisation d'un projet autorisé par la municipalité.

Lorsqu'un arbre est abattu celui-ci doit être remplacé par un arbre de la même essence d'un diamètre minimal de 5 centimètres (mesuré à un mètre du sol) et planté dans la cour avant dans un délai de un an suivant l'abattage.

22.5 Disposition spécifique applicable concernant les arbres jugés à risque ou dangereux pour l'emprise de la route ou pour tout autre endroit appartenant à la Municipalité (ajout par 2024-185-32)

La personne désignée par la Municipalité se réserve le droit d'exiger, à tout citoyen propriétaire d'un terrain sur lequel un arbre à risque ou dangereux pour les routes, les accotements, les fossés ou autre endroit ou infrastructure appartenant à la Municipalité se trouve, la coupe ou l'élagage dudit arbre dans les plus brefs délais.

Pour considérer un arbre comme étant à risque ou dangereux, l'un des critères énumérés ci-dessous doit être rempli :

- Un arbre mort ou pourri;
- Un arbre atteint d'une maladie ou infesté;
- Un arbre déraciné;
- Un arbre dont les branches sont trop près d'une ligne électrique;
- Un arbre qui menace la sécurité des biens ou des personnes;
- Un arbre qui possède une branche cassée qui est encore attachée à l'arbre et que ladite branche menace de tomber sur une route, un accotement, un fossé ou autre endroit ou infrastructure appartenant à la Municipalité.

Advenant le cas où le propriétaire du terrain où l'arbre est situé n'effectue pas les travaux nécessaires dans le délai prescrit par l'avis transmis par la Municipalité, cette dernière effectuera les travaux aux frais du propriétaire. Lesdits frais sont alors assimilés à une taxe foncière exigible à l'égard de l'immeuble sis là où les travaux ont eu lieu, sous forme de compte de taxes municipales complémentaires.

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES CONCERNANT CERTAINES ZONES ET CERTAINS USAGES

SECTION 23 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CERTAINES ZONES

23.1 Disposition spécifique à la zone P-4

Dans la zone P-4 les usages suivants sont autorisés comme usage accessoire à l'usage principal : les établissements professionnels et d'affaires C1, les services reliés à la restauration, à la consommation de boissons alcoolisées et au divertissement C5-1, C5-2 et C5-4 ainsi que les services récréatifs, sportifs et culturels C7.

23.2 Dispositions spécifiques aux bâtiments accessoires situés dans les zones M-1, M-2, M-3, M-5 et C-2 (modifié par 2016-185-08)

Dans les zones M-1, M-2, M-3, M-5 et C-2 l'utilisation d'un bâtiment accessoire à des fins commerciales sur un terrain où le bâtiment principal est utilisé à des fins résidentielles et/ou commerciales est autorisée aux conditions suivantes :

- 1) Seuls les usages commerciaux suivants sont autorisés : C1-1, C1-2, C1-3, C2 et C7-5
- 2) Le bâtiment répond aux codes et normes de construction en vigueur ;
- 3) Toute modification apportée doit respecter l'aspect architectural du bâtiment et conserver son caractère accessoire ;
- 4) L'étalage extérieur est autorisé dans la cour avant à la condition de respecter une superficie maximale de 60m², d'être disposé de façon ordonné et de ne pas empiéter dans l'aire de stationnement ;
- 5) L'entreposage extérieur est autorisé dans les cours latérales et arrière sur un maximum de 25% de la superficie totale du terrain à la condition d'être ceinturé par une clôture conforme aux dispositions du présent règlement ;
- 6) Si le bâtiment est alimenté en eau courante, celui-ci doit être relié à une installation septique conforme au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (L.R.Q. c. Q-2, r.8) ou à un réseau d'égout municipal;
- 7) Les normes de stationnement édictées au présent règlement doivent être respectées.

23.3 Dispositions spécifiques à la zone RAG-10 (ajout par 2015-185-07)

1) Distances séparatrices relatives aux odeurs

Dans la zone RAG-10, les distances séparatrices relatives aux odeurs applicables pour les établissements de production animale s'appliquent à l'égard d'une résidence existante le 3 août 2015 située à l'intérieur de la zone, et éventuellement à sa reconstruction, elles ne s'appliquent pas pour une nouvelle résidence construite après cette date.

2) Distances séparatrices relatives aux terres en culture

Toute nouvelle implantation de bâtiment principal doit respecter une distance de 75 mètres d'une parcelle de terre en culture ou un verger.

3) Écran boisé

Tout terrain voué à un usage résidentiel doit conserver une bande tampon arborescente ou arbustive d'une largeur minimale de 10 mètres, pour toute ligne de lot contiguë à une parcelle en culture et à défaut une telle bande tampon doit être aménagée.

4) Déboisement

Le déboisement d'une superficie maximale de 2 000 mètres carrés, incluant une seule voie d'accès, est autorisé pour l'implantation des bâtiments utilisés à des fins résidentielles.

23.4 Dispositions spécifiques à la zone C-2 (ajout par 2016-185-08) (ajout par 2019-185-16)

Dans la zone C-2, les usages de catégorie C4-1 relativement à l'usage de réparation ou d'entretien de véhicules automobiles de ladite catégorie devront être réalisées à l'intérieur des bâtiments, portes et fenêtres fermées, afin d'assurer la tranquillité du voisinage.

Dans la zone C-2, pour les usages de catégorie R4, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :

- a) le type de commerce est permis dans la zone;
- b) les usages commerciaux sont exercés au rez-de-chaussée, et autorisés aux étages du bâtiment, sans toutefois être aménagés au-dessus d'un espace résidentiel;
- c) un ou plusieurs logements peuvent être situés seulement aux étages supérieurs du bâtiment;
- d) les accès aux logements doivent être séparés des accès aux usages commerciaux;
- e) les espaces de stationnement réservés à l'usage résidentiel sont distincts de ceux réservés aux commerces;
- f) toute ouverture permettant de circuler à l'intérieur du bâtiment, directement d'un espace commercial à un espace résidentiel, est strictement interdite.

23.5 Dispositions spécifiques à la zone Ra-11 (ajout par 2016-185-09) (modifié par 2017-185-11)

Dans la zone Ra-11, les revêtements extérieurs des murs des bâtiments principaux situés à moins de 2,0 mètres d'une limite de propriété doivent être composés de matériaux incombustibles;

Le nombre de matériaux de revêtement doit être limité à deux matériaux dominants;

Les matériaux de revêtement des garnitures d'encadrement de portes et fenêtres, garniture de coin, revêtement de corniche et éléments décoratifs ne sont pas considérés comme matériau dominant et ne peuvent couvrir plus de 15 % de la superficie des murs;

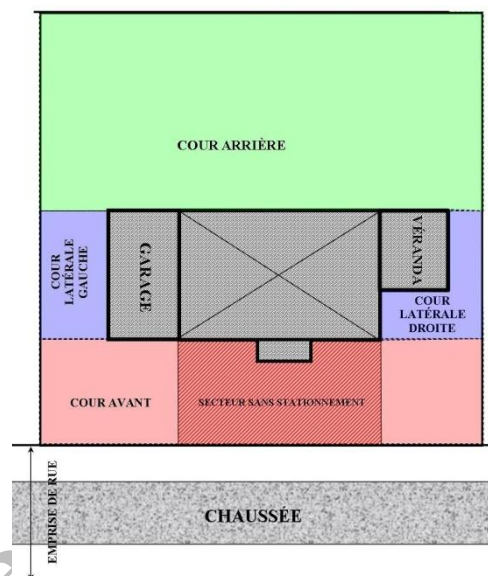
La hauteur hors-tout du bâtiment principal ne peut avoir une différence de plus d'un étage ou 2,5 mètres de hauteur avec un bâtiment érigé sur un terrain voisin;

Les pentes des toits ne peuvent être moindre que 5 vertical/12 horizontal et supérieures à 12 vertical/12 horizontal.

Les façades de grandes dimensions doivent avoir des retraits et avancés de façon à briser la linéarité. Un mur de façade ne doit pas être composé d'une section de plus de 7 mètres de long sans retrait ou avancé.

Les entrées charretières sont aménagées du côté nord-ouest des terrains à un minimum de 0,3 m de ligne latérale et un maximum de 9 m de cette limite de terrain;

Les espaces de stationnement sont autorisés seulement dans les cours latérales et arrières, et dans les cours avant qui ne sont pas situées dans le prolongement avant du bâtiment principal excluant les annexes érigées sur les côtés, tels que garages annexés, véranda, solariums, etc. (voir croquis).



Des aménagements paysagers en façade comprenant des arbres et arbustes doivent être implantés de façon à dissimuler les aires de stationnements comprenant plus de trois cases;

Le stationnement d'un seul véhicule récréatif est autorisé par terrain, et seulement dans les espaces de stationnement situés dans les cours latérales ou arrières;

Les garages annexés à la résidence sont implantés du côté nord-ouest des résidences;

Les garages isolés sont implantés dans la cour latérale située du côté nord-est, ou dans la cour arrière;

La plantation minimale de 2 arbres, d'une hauteur minimale de 2 mètres, dans la cour avant est requise dans un délai de 18 mois après l'émission du permis de construction, ainsi que le maintien de ceux-ci;

Les transformateurs, les équipements de mécanique du bâtiment, les équipements d'utilité et les thermopompes sont camouflés de la voie et des espaces publics.

23.6 Dispositions spécifiques aux zones RAG-11 et RAG-12 (ajout par 2020-185-17) (modifié par 2020-185-20)

1) Distances séparatrices relatives aux terres en culture

Toute nouvelle implantation de bâtiment principal doit respecter une distance de 40 mètres d'une parcelle de terre en culture ou un verger.

2) Écran boisé

Tout terrain voué à un usage résidentiel doit conserver une bande tampon arborescente ou arbustive d'une largeur minimale de 10 mètres, pour toute ligne de lot contiguë à une parcelle en culture, et à défaut, une telle bande tampon doit être aménagée.

3) Couverture boisée

Pour toute nouvelle implantation de bâtiments utilisés à des fins résidentielles et leurs installations connexes, comprenant les allées d'accès, il n'est pas autorisé d'étendre la couverture non boisée au-delà d'une superficie de 2 000 mètres carrés par terrain.

4) Accès à la propriété du lot 4 159 134 (zone RAG-12)

L'accès à la propriété du lot 4 159 134 devra se faire à partir de la rue des Marguerites.

23.7 Dispositions spécifiques à la zone CA-2 (ajouté par 2021-185-24)

Dans la zone CA-2, l'ajout d'un nouvel usage principal de catégorie (C1-1) est autorisé seulement à l'intérieur des bâtiments principaux existants à l'entrée en vigueur du règlement numéro 2021-185-24.

L'ajout de cet usage ne doit pas occasionner d'agrandissement du bâtiment principal.

23.8 Dispositions spécifiques à la zone M-6

Dans la zone M-6, les critères suivants doivent être respectés :

- 1) Seul le quadruplex est permis pour l'usage résidentiel multifamilial;
- 2) Aucune unité d'habitation accessoire (UHA) n'est permise dans la zone;
- 3) Il est strictement interdit d'abattre un arbre dans la zone M-6 sauf pour les motifs suivants :
 - a. L'arbre est mort ou atteint d'une maladie incurable;
 - b. L'arbre constitue un danger pour la sécurité des personnes ou l'intégrité d'un bâtiment;
 - c. L'arbre constitue une nuisance pour la croissance des arbres adjacents;
 - d. L'arbre cause des dommages à la propriété publique ou privée;
 - e. L'abattage d'arbres est nécessaire pour permettre l'exécution de travaux publics ou pour la réalisation d'un projet autorisé par la Municipalité.

Lorsqu'un arbre est abattu celui-ci doit être remplacé par un arbre de la même essence d'un diamètre minimal de 5 centimètres (mesuré à un mètre du sol) et planté dans la cour avant dans un délai d'un an suivant l'abattage.

- 4) L'implantation d'une nouvelle construction doit se faire en respectant la marge de recul avant des bâtiments existants, soit le presbytère et l'église;
- 5) Aucune aire de stationnement ne doit être aménagée dans la marge de recul avant;
- 6) Seuls les usages commerciaux C1-3 (atelier d'artisan) et C3-1 (entreprises artisanales) sont autorisés;
- 7) Pour toute nouvelle construction d'un bâtiment bi familial, tri familial ou d'un quadruplex, un logement à vocation sociale* devra être réservé par bâtiment;
- 8) Pour toute rénovation ou agrandissement d'un bâtiment, dont la résultante est l'ajout d'un logement, au moins un logement du bâtiment devra être réservé pour une vocation sociale*;
- 9) Toute nouvelle construction devra s'harmoniser avec le style architectural présent dans la zone;
- 10) Pour les usages de catégorie R4, les conditions spécifiques suivantes s'appliquent :
 - a. Le type de commerce est permis dans la zone;
 - b. Les usages commerciaux sont exercés au rez-de-chaussée, et autorisés aux étages du bâtiment, sans toutefois être aménagés au-dessus d'un espace résidentiel;
 - c. Un ou plusieurs logements peuvent être situés seulement aux étages supérieurs du bâtiment;
 - d. Les accès aux logements doivent être séparés des accès aux usages commerciaux;
 - e. Les espaces de stationnement réservés à l'usage résidentiel sont distincts de ceux réservés aux commerces;
 - f. Toute ouverture permettant de circuler à l'intérieur du bâtiment, directement d'un espace commercial à un espace résidentiel, est strictement interdite;
- 11) Aucun entreposage extérieur;
- 12) Tout usage commercial autorisé doit se faire à l'intérieur d'un bâtiment fermé.

* Logement à vocation sociale : logement abordable dont le prix est déterminé selon la norme en vigueur de la Société d'Habitation du Québec pour la Municipalité de Mont-Saint-Grégoire (loyer médian ou en bas du marché) et pour lequel le Programme de Supplément au Loyer Québec (PSLQ) s'applique.

SECTION 24 LE SITE D'ÉLIMINATION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

24.1 Rayon de protection

Tout usage résidentiel est interdit dans un rayon de deux cents mètres (200m) autour du site d'élimination des matières résiduelles tel qu'identifié au plan de zonage.

24.2 Usages autorisés

Dans la zone P-8, tout usage principal ou accessoire relié à la valorisation des matières résiduelles doit être effectué à l'intérieur d'un bâtiment spécialement érigé à cet effet.

SECTION 25 CONFECTION ET ENTREPOSAGE D'EXPLOSIFS

25.1 Disposition spécifique relative à la confection et entreposage d'explosifs

Aucune construction n'est autorisée à l'intérieur d'un rayon de 500 mètres calculé à partir du périmètre extérieur des constructions et des bâtiments situés sur le lot 501 servant à la confection et à l'entreposage d'explosifs.

SECTION 26 LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

26.1 Dispositions relatives aux sources d'approvisionnement en eau potable

Toute nouvelle source d'approvisionnement en eau potable desservant plus de 20 personnes, doit avoir un périmètre de protection de 30 mètres de rayon clôturé et cadencé et munie d'au moins une affiche pour indiquer l'existence de la source.

Il est interdit de pénétrer dans le périmètre de protection sauf pour des fins directement reliées à la source d'approvisionnement en eau potable.

Tout usage ou toute activité présentant des risques de contamination est interdit à proximité du périmètre de protection de 30 mètres de rayon.

SECTION 27 LES USAGES INDUSTRIELS

27.1 Mesure de protection

Un écran végétal d'une largeur minimale de 5 mètres est exigé au pourtour des limites de toute propriété industrielle limitrophe à une résidence autre que celle du propriétaire de l'industrie. Cet écran végétal doit se composer d'un minimum de 50% de conifères d'une hauteur minimale de 2,5 mètres.

SECTION 28 LE CORRIDOR ROUTIER DE LA ROUTE 104

28.1 Mesures de protection pour le bruit

Le long de la route 104 (des limites de la Ville de St-Jean-sur Richelieu à la limite Ouest du périmètre urbain), les résidences, les établissements institutionnels ainsi que les établissements récréatifs doivent être implantés à une distance minimale de 140 mètres lorsque la limite de vitesse est de 90 km/h et à une distance minimale de 120 mètres lorsque la limite de vitesse est de 70 km/h. Cette distance se calcule à partir du centre de la route.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à un établissement résidentiel situé dans une zone RAG.

Nonobstant ce qui précède, ces établissements pourront être implanter à une distance moindre que celles prescrites à la condition que des mesures d'atténuation préparées et approuvées par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec soient mises en place afin de réduire le niveau sonore à un niveau inférieur à 55 dba aux limites du bâtiment à implanter.

SECTION 29 LES MAISONS MOBILES

29.1 Règles générales

Lorsqu'autorisée dans la grille des usages et des normes pour une zone, une seule maison mobile est permise par terrain.

Dans les A, AT et TA, les maisons mobiles sont autorisées uniquement comme résidence pour les employés de la ferme en conformité au privilège accordé en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec (L.R.Q., c. P-41-1) ;

29.2 Fondation

En plus des fondations en béton coulé et une dalle flottante en béton, les fondations sur pieux ou pilotis de béton ou d'acier sont autorisées pour les maisons mobiles. Ces types de fondation ne doivent pas excéder le sol de plus d'un mètre de hauteur par rapport au terrain adjacent.

29.3 Plate-forme

Une plate-forme au niveau doit être aménagée sur chaque lot occupé par une maison mobile, conçue de façon à supporter également la charge maximale anticipée en toute saison, sans qu'il se produise d'affaissement ni toute autre forme de mouvement de la maison mobile.

Sur cette plate-forme, la maison doit être appuyée et fixée à l'aide de piliers ou de poteaux coulés et/ou vissés ou à l'aide de tout autre moyen acceptable afin d'empêcher tout mouvement.

Néanmoins, lorsqu'une maison mobile est implantée sur un lot ou un terrain autre qu'un espace locatif, elle doit être appuyée et fixée à l'aide de piliers ou de poteaux coulés ou vissés sous le niveau du sol ou à l'aide de tout autre moyen acceptable installés à une profondeur suffisante pour empêcher tout mouvement causé par le gel et de façon à soutenir la charge anticipée aux points châssis indiqués par le fabricant ou déterminés par les normes de l'Association Canadienne de Normalisation, pour la construction des maisons mobiles. Il faudrait particulièrement s'assurer, dans le cas d'une unité extensible, que toutes les parties de la maison mobile sont suffisamment établies.

29.4 Ancrage

Des ancrages, ayant la forme d'œillets métalliques encastrés dans un béton moulé sur place, de vis en tire-bouchon ou d'ancres à tête de flèche, doivent être prévus à tous les angles de la plate-forme de la maison mobile et aux endroits où elles peuvent être nécessaires pour arrimer solidement la maison mobile et la rendre capable de résister à la poussée du vent. Ces dispositifs d'ancrage du châssis de la maison mobile doivent être assujettis par un câble ou tout autre dispositif approuvé. L'ancre elle-même et le moyen de raccordement doivent ...résister à une tension d'au moins 2 200 kilogrammes.

29.5 Équipement de transport

Tout dispositif d'accrochage et autre équipement de roulement ou de transport apparent devront être enlevés dans les 30 jours suivant la mise en place de l'unité sur sa plate-forme. La ceinture de vide technique devra être fermée dans les mêmes délais.

Toutes les maisons mobiles doivent être pourvues d'une ceinture de vide technique, allant de la partie inférieure de l'unité jusqu'au sol et ayant un panneau amovible d'au moins 90 centimètres de large et 60 centimètres de haut, pour permettre d'avoir accès aux raccordements des services d'alimentation en eau potable et d'évacuation des eaux usées. Cette ceinture doit être recouverte d'un treillis ou d'un matériau de revêtement extérieur autorisé et être peinte, teinte ou vernis.

29.6 Disposition relative à un agrandissement

Les agrandissements d'une superficie totale maximale de 10% de la superficie de la maison mobile au moment de son installation sont autorisés. Nonobstant ce qui précède un agrandissement sur une superficie supérieure est autorisé lorsque la maison mobile est érigée sur des fondations permanentes. L'agrandissement peut alors être réalisé sur des fondations permanentes ou sur des pieux de béton ou d'acier conformément au règlement de construction.

SECTION 30 LES STATIONS-SERVICES

30.1 Dispositions supplémentaires relatives aux stations-services

La construction et l'implantation reliées à l'usage de station-service, débit d'essence, débit d'essence-dépanneur et lave-autos doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) Un seul bâtiment est autorisé par terrain et le pourcentage maximal d'occupation du sol est de 10% excluant l'îlot des pompes ;
- 2) Une station-service doit avoir une superficie de plancher minimale de 112 mètres carrés et un poste d'essence doit avoir une superficie de plancher minimale de 10 mètres carrés;
- 3) L'implantation d'un lave-autos doit se faire sur un terrain de plus de 1858 mètres carrés, dans le cas d'une station-service, et de plus de 1 258 mètres carrés, dans le cas d'un poste à essence. De plus, 465 mètres carrés doivent être ajoutés pour chaque unité de lave-autos additionnelle ;
- 4) Le bâtiment doit respecter les marges de recul prévues à la grille des usages et des normes. Toutefois, une marge de recul arrière minimale de 4,6 mètres est autorisée;
- 5) Les murs extérieurs des bâtiments doivent être conçus de matériaux incombustibles et recouverts d'un revêtement extérieur autorisé;
- 6) Aucun bâtiment accessoire n'est permis, sauf les îlots de pompes à essence et leur toit;
- 7) L'îlot de pompes doit respecter les marges de recul suivantes :
 - a. marge de recul avant : 6 mètres
 - b. marge de recul latérale : 12 mètres
 - c. marge de recul arrière : 12 mètres
 - d. distance minimale du bâtiment principal : 4,5 mètres
- 8) L'îlot de pompes peut être recouvert d'un toit composé de matériel incombustible. La projection au sol de ce toit doit être située à une distance minimale de 2 mètres de toute ligne propriété et de l'emprise de rue;
- 9) Un nombre maximal de deux entrées charretières ayant une largeur maximale de neuf mètres et situées à une distance minimale de six mètres l'une de l'autre est autorisé. Les entrées charretières doivent être situées à 7,5 mètres d'une intersection;
- 10) Tous les espaces libres autour des bâtiments doivent être recouverts de gazon ou d'asphalte. Tous les arbres existants qui ne gênent pas la circulation des véhicules doivent être conservés;
- 11) Seuls les contenants pour la vente de glace sont permis à l'extérieur du bâtiment;
- 12) Des facilités sanitaires doivent être présentes;
- 13) L'essence doit être emmagasinée dans des réservoirs souterrains, lesquels ne doivent en aucun cas être situés en dessous d'un bâtiment;
- 14) Le ravitaillement des automobiles à l'aide de boyaux, tuyaux et autres dispositifs suspendus et extensibles est interdit au-dessus de la voie publique;
- 15) Toutes les opérations tel le graissage, la réparation, le nettoyage et le lavage des automobiles doivent se faire à l'intérieur d'un bâtiment.

SECTION 31 DISPOSITIONS DIVERSES

31.1 Enfouissement d'équipement et franchissement des cours d'eau.

Les normes relatives aux travaux de correction ou de mise en place reliés aux réseaux de gaz, d'électricité, de télécommunication et de câblodistribution sont les suivantes :

- 1) Dans l'emprise des voies publiques, les travaux doivent respecter une profondeur minimale d'enfouissement de 1,2 mètre;
- 2) Les travaux doivent respecter une profondeur minimale d'enfouissement de 1,5 mètre lorsqu'il est nécessaire de franchir un fossé ou un cours d'eau;
- 3) La profondeur d'enfouissement est calculée entre la partie supérieure des installations et le niveau du sol ou la ligne de fond du fossé traversé prévue à la réglementation en cas de franchissement de fossés ou de cours d'eau;

31.2 Déversement de neige

Il est interdit de déverser de la neige à moins de 30 mètres d'un cours d'eau, dans un cours d'eau, dans un lac ou dans un canal.

31.3 Épandage de résidus de papetière, de résidus d'abattoir et de préparation de viande (modifié par 2013-185-02)

L'épandage de résidus de papetière, de résidus d'abattoir et de préparation de viande est autorisé seulement dans la zone P-8.

31.4 Tours de télécommunication

Malgré toute disposition contraire contenue au présent règlement, l'implantation d'une tour de télécommunication est interdite aux endroits suivants :

- 1) dans une zone située à l'intérieur des limites du périmètre d'urbanisation;
- 2) dans les zones RAG , AT et PN;
- 3) à moins de 500 m de la limite d'une zone visée aux paragraphes précédents.

SECTION 32 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉOLIENNES COMMERCIALES

32.1 Disposition générale à l'implantation d'une éolienne commerciale ou d'un parc éolien

Toute éolienne commerciale ou parc éolien, tel que défini au présent règlement, ne peut être implanté sur le territoire de la municipalité de Mont-Saint-Grégoire qu'à l'intérieur de l'aire d'accueil telle qu'illustrée au « Plan d'implantation de parc éolien de la municipalité de Mont-Saint-Grégoire » contenu à l'annexe D du présent règlement.

32.2 Distance d'implantation d'une éolienne et de ses structures complémentaires

Une éolienne et ses structures complémentaires doivent respecter les distances minimales d'implantation suivantes à savoir :

- 1) 20 mètres de la rive d'un lac ou d'un cours d'eau et d'une zone d'érosion ;
- 2) 500 mètres d'une limite d'emprise de chemin ou rue publique et d'un bâtiment d'élevage ;

- 3) 750 mètres d'un bâtiment résidentiel ;
- 4) 875 mètres d'un immeuble protégé;
- 5) 1000 mètres du périmètre urbain et des limites d'une zone RAG ;
- 6) 1 fois la hauteur totale de l'éolienne d'un chemin de fer ;
- 7) 1,5 fois la hauteur totale de l'éolienne d'un réseau de transport d'énergie publique, d'un réseau de télécommunication ou d'un gazoduc ;

32.3 Conditions d'implantation d'une éolienne et de ses structures complémentaires

Une éolienne et ses structures complémentaires doivent respecter les conditions suivantes à savoir :

- 1) Être situés dans une zone agricole A ;
- 2) Ne pas être implantés dans un boisé, dans le littoral d'un lac ou d'un cours d'eau, ou dans une zone inondable ou d'érosion;
- 3) Aucun abattage d'arbres ou déboisement n'est nécessaire à leur implantation.

32.4 Dispositions spécifiques relatives à l'aménagement de chemins d'accès et d'infrastructures complémentaires

L'aménagement de chemins d'accès et d'infrastructures complémentaires doit répondre aux exigences suivantes :

- 1) Les chemins d'accès permanents et les infrastructures complémentaires :

Un chemin d'accès permanent et les infrastructures complémentaires visant à relier une voie publique de circulation à une éolienne ou à relier deux éoliennes entre elles doit respecter les conditions suivantes :

- a) Avoir une emprise maximale de 10 mètres et une largeur maximale de 7,5 mètres ;
- b) L'emprise du chemin doit être située à une distance minimale de 1,5 mètres d'une ligne de lot à l'exception d'un chemin d'accès mitoyen ;
- c) L'emprise d'un chemin mitoyen doit faire l'objet d'un acte notarié entre les propriétaires des lots concernés.

- 2) Les chemins d'accès temporaires et les infrastructures complémentaires :

Un chemin d'accès temporaire et les infrastructures complémentaires menant à une éolienne, aménagé lors de la phase de construction ou de démantèlement de celle-ci, doit respecter les conditions suivantes :

- a) Avoir une emprise maximale de 15 mètres et une largeur maximale de 12 mètres ;
- b) L'emprise du chemin temporaire doit être située à une distance minimale de 1,5 mètres d'une ligne de lot à l'exception d'un chemin d'accès mitoyen ;

- c) L'emprise d'un chemin mitoyen temporaire doit faire l'objet d'un acte notarié entre les propriétaires des lots concernés .

32.5 Dispositions spécifiques relatives au démantèlement des éoliennes et de leurs structures complémentaires

Le démantèlement des éoliennes et de leurs structures complémentaires doit se faire en conformité avec les exigences suivantes :

- 1) Le démantèlement d'une éolienne et de toute structure complémentaire doit être complété à l'intérieur d'un délai de deux (2) ans suivant la fin de ses opérations ;
- 2) Les fondations de l'éolienne et des structures complémentaires doivent être enlevées sur une profondeur minimale de 2 mètres en dessous du niveau moyen du sol environnant. S'il y a lieu, le restant des fondations doit faire l'objet d'un acte notarié entre le propriétaire du terrain et le propriétaire de l'éolienne démantelée ;
- 3) Les lieux doivent être recouverts soit du sol d'origine, soit d'un sol arable prêt pour la culture si tel était le cas avant l'implantation de l'éolienne ;
- 4) Le démantèlement d'une éolienne doit être effectué sur le site où elle est implantée ;
- 5) L'évacuation des composantes de toute éolienne démantelée doit se faire par les chemins d'accès permanents ou par les chemins d'accès temporaires.

32.6 Dispositions spécifiques relatives au démantèlement des infrastructures complémentaires

Le démantèlement des infrastructures complémentaires doit répondre aux exigences suivantes :

- 1) Les chemins d'accès permanents peuvent demeurer en place, s'ils peuvent être utilisés par le(s) propriétaire(s) des lots concernés. Dans les autres cas ils doivent être démolis et les matériaux utilisés à la construction de ces chemins doivent être retirés du terrain par le propriétaire de l'éolienne ;
- 2) Les terrains ayant été utilisés pour les chemins d'accès temporaires doivent être démolis et remis en état par le propriétaire de l'éolienne ;
- 3) Le sol doit, soit être remis dans son état d'origine, soit être remis en état pour la culture si telle était l'utilisation du sol avant l'aménagement de ces chemins ;
- 4) Les infrastructures du réseau collecteur de transport de l'électricité installées lors de la phase de construction d'une éolienne peuvent demeurer en place si elles servent toujours au transport de l'électricité. À ce titre, elles devront faire l'objet d'un acte notarié entre le propriétaire du terrain et le propriétaire des infrastructures. Dans les autres cas, le réseau collecteur de transport de l'électricité et le poste de raccordement doivent être démantelés par le

- propriétaire de l'éolienne ;
- 5) Dans le cas où le propriétaire de l'éolienne doit enlever un réseau collecteur souterrain traversant un chemin d'accès permanent laissé en place, celui-ci doit remettre le chemin d'accès dans son état original à la fin des travaux.

32.7 Dispositions spécifiques à l'implantation de nouveaux bâtiments à proximité d'une éolienne existante ou d'une structure complémentaire

L'implantation de nouveaux bâtiments à proximité d'une éolienne existante ou d'une structure complémentaire doit respecter les exigences suivantes :

- 1) 500 mètres pour un bâtiment d'élevage ;
- 2) 750 mètres pour un bâtiment principal résidentiel ;
- 3) 875 mètres pour un immeuble protégé.

version administrative

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ACQUIS

SECTION 33 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX USAGES DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

33.1 Définition d'un usage dérogatoire

Un usage dérogatoire est l'usage d'un terrain, d'une partie de terrain, d'une construction ou d'une partie de construction qui n'est pas conforme à une disposition du présent règlement.

33.2 Droits acquis à l'égard d'un usage dérogatoire

Un usage dérogatoire est protégé par droits acquis si, au moment où l'exercice de cet usage a débuté, il était conforme aux dispositions de la réglementation en vigueur.

33.3 Exécution de travaux nécessaires au maintien des droits acquis

Il est permis d'effectuer des travaux de réparation et d'entretien courants nécessaires pour préserver les conditions d'exercice d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis.

33.4 Extinction des droits acquis relatifs à un usage

Les droits acquis d'un usage dérogatoire sont éteints si cet usage a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pendant une période de douze mois consécutifs ou si l'équipement ou les installations nécessaires à l'exercice de cet usage ont été enlevés sans être remplacés ou remis en place pendant une période de douze mois consécutifs.

Malgré le premier alinéa, les droits acquis d'un usage dérogatoire sont éteints dès que cet usage est remplacé par un usage conforme au présent règlement.

Le droit d'usage accessoire s'éteint avec la perte du droit d'usage principal.

33.5 Remplacement d'un usage dérogatoire

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis ne peut être remplacé que par un usage conforme au présent règlement.

33.6 Extension d'un usage dérogatoire

Un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être étendu à la condition que l'extension soit conforme à toutes les exigences du présent règlement et du Règlement de construction, autres que celles identifiant les usages autorisés.

La superficie de l'extension de l'usage dérogatoire protégé par droits acquis est limitée à 50 % de la superficie totale occupée par cet usage à la date à laquelle les droits acquis ont pris naissance.

L'extension de l'usage doit avoir lieu sur le même terrain que l'usage dérogatoire protégé par droits acquis, sans excéder les limites de ce terrain et sans excéder les limites du terrain telles qu'elles existaient à la date à laquelle les droits acquis ont pris naissance et sans excéder les limites du terrain telles qu'elles existaient au moment de l'extension.

SECTION 34 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

34.1 Définition d'une construction dérogatoire

Une construction est dérogatoire lorsqu'elle est entièrement ou partiellement non conforme à une disposition du présent règlement. Une enseigne dérogatoire n'est pas considérée comme une construction dérogatoire au sens de la présente section.

L'usage dérogatoire d'une construction n'a pas pour effet de rendre la construction dérogatoire. De même, le fait que la construction ne soit pas conforme à une disposition du règlement de construction n'a pas pour effet de rendre cette construction dérogatoire au sens du présent règlement.

34.2 Droits acquis à l'égard d'une construction dérogatoire

Une construction dérogatoire est protégée par droits acquis si, au moment où elle a été érigée elle était conforme aux dispositions de la réglementation alors en vigueur.

34.3 Exécution de travaux nécessaires au maintien des droits acquis

Il est permis d'effectuer des travaux de réparation et d'entretien courants nécessaires pour maintenir en bon état une construction dérogatoire protégé par droits acquis.

34.4 Extinction des droits acquis relatifs à une construction (remplacé par 2024-185-33)

Les droits acquis d'une construction dérogatoire sont éteints si la construction est démolie volontairement, que ce soit partiellement ou entièrement. Si la démolition est partielle, les droits acquis ne sont éteints que pour la partie démolie. La reconstruction de la partie démolie ou la reconstruction complète doit être faite conformément aux dispositions du présent règlement et, le cas échéant, du règlement de construction.

Les droits acquis d'une construction dérogatoire restent en vigueur 1 an après la destruction accidentelle de celle-ci. Elle peut être reconstruite sur les mêmes fondations, à l'intérieur du périmètre des fondations et selon l'implantation d'origine.

34.5 Remplacement d'une construction dérogatoire (remplacé par 2024-185-33)

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis démolie volontairement ne peut être remplacée que par une construction conforme aux dispositions du présent règlement et, le cas échéant, du règlement de construction.

Dans le cas d'une construction protégée par droits acquis détruite par cause fortuite, le remplacement de la construction peut se faire selon les dispositions du 2^e paragraphe de l'article 34.4.

34.6 Disposition spécifique concernant la reconstruction d'un bâtiment principal résidentiel dans le corridor routier de la route 104.

Nonobstant l'article précédent une construction résidentielle dérogatoire protégée par droits acquis située dans le corridor routier de la route 104 peut être reconstruite en respectant les normes d'implantation de la zone où elle est située sans tenir compte de l'article 28.1.

34.7 Modification ou agrandissement d'une construction dérogatoire

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être modifiée ou agrandie en autant que la modification ou l'agrandissement soit conforme aux exigences du présent règlement et du règlement de construction.

Nonobstant ce qui précède, l'agrandissement d'une construction dérogatoire est autorisé dans le prolongement des murs existants à la condition de ne pas augmenter la dérogation et que cet agrandissement n'excède pas 50 % la longueur du mur existant.

Malgré le premier alinéa, l'agrandissement en hauteur d'une construction dérogatoire est permis sans égard aux marges de recul minimales prescrites par le présent règlement dans la mesure où l'agrandissement est entièrement situé à l'intérieur du périmètre existant de la construction. Toute partie d'un agrandissement en hauteur qui excède le périmètre existant de la construction doit être conforme au premier alinéa.

Aucun agrandissement d'une construction dérogatoire ne peut être effectué à l'intérieur d'une marge de recul avant inférieure à deux mètres (2m).

34.8 Agrandissement d'une construction dérogatoire dont l'usage est dérogatoire

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis, dont l'usage est dérogatoire et protégé par droits acquis, peut être agrandie dans le prolongement des murs existants sur une longueur maximale équivalente à 50% de la longueur du mur existant empiétant dans la marge de recul sans toutefois diminuer la marge de recul existante.

Un seul agrandissement est autorisé.

SECTION 35 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LOTS DÉROGATOIRES

35.1 Implantation d'un usage ou d'une construction sur un lot dérogatoire

Un usage ou une construction peut être implanté sur un lot dérogatoire au sens du règlement de lotissement et protégé par droits acquis, pourvu que cet usage ou cette construction soit conforme aux exigences du Règlement de construction et à toutes les exigences du présent règlement, autres que celles concernant les dimensions et la superficie minimales d'un lot.

SECTION 36 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ENSEIGNES DÉROGATOIRES PROTÉGÉES PAR DROITS ACQUIS

36.1 Définition d'une enseigne ou dérogatoire

Une enseigne est dérogatoire lorsqu'elle n'est pas conforme à une disposition du présent règlement.

Pour l'application de la présente section, le mot enseigne comprend l'enseigne, l'enseigne hors site, son support et tous les éléments et accessoires qui y sont rattachés.

36.2 Réparation d'une enseigne dérogatoire protégé par droits acquis

Il est permis d'effectuer des travaux de réparation et d'entretien courants nécessaires pour maintenir en bon état une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis.

36.3 Remplacement ou modification d'une partie d'une enseigne dérogatoire

Une enseigne dérogatoire ne peut être remplacée que par une enseigne conforme aux dispositions du présent règlement.

36.4 Extinction des droits acquis relatifs à une enseigne dérogatoire

Les droits acquis d'une enseigne dérogatoire sont éteints si l'usage qu'elle dessert a cessé, a été abandonné ou a été interrompu durant une période de douze mois consécutifs. Dans ce cas, l'enseigne, incluant son cadrage, ses montants, bases et attaches, doit être enlevée dans les 90 jours suivant la cessation des activités.

SECTION 37 ENTRÉE EN VIGUEUR

37.1 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. c. A-19.1).

Suzanne Boulais
Mairesse

Christianne Pouliot
Directrice générale

version administrative